



NOTICE ANNUELLE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

LE 27 MARS 2023

TABLE DES MATIÈRES

RUBRIQUE 1 — LA SOCIÉTÉ	2
1.1 LES FILIALES	2
RUBRIQUE 2 — ACTIVITÉS	4
2.1 TÉLÉCOMMUNICATIONS	4
2.1.1 Survol des activités	4
2.1.2 Produits et services	5
2.1.3 Statistiques sur la clientèle.....	8
2.1.4 Prix des produits et services	8
2.1.5 La technologie du réseau	9
2.1.6 Marketing et service à la clientèle	11
2.1.7 Programmation.....	12
2.1.8 Concurrence.....	13
2.2 MÉDIA	15
2.2.1 Télédiffusion	15
2.2.2 Services cinématographiques et audiovisuels	16
2.2.3 Édition de magazines	16
2.2.4 Production et distribution.....	16
2.2.5 Édition de journaux.....	16
2.2.6 Autres opérations	18
2.3 SPORTS ET DIVERTISSEMENT	18
2.3.1 Centre Vidéotron	19
2.3.2 Théâtre Capitole.....	19
2.3.3 Gestion de salles de spectacles de casinos	19
2.3.4 Équipes de hockey LHJMQ.....	19
2.3.5 Gestion et production d'événements et production de spectacles	20
2.3.6 Édition et distribution de livres	20
2.3.7 Musique.....	20
2.3.8 Concurrence.....	21
2.4 Propriété intellectuelle	21
2.5 RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS DE TRAVAIL	22
2.6 ENVIRONNEMENT	23
RUBRIQUE 3 — FAITS SAILLANTS	24
3.1 DÉVELOPPEMENT RÉCENTS	24
3.2 FAITS SAILLANTS 2022	25
3.2.1 Québec.....	25
3.2.2 Québecor Média.....	25
3.2.3 Télécommunications	25
3.2.4 Média.....	26
3.2.5 Sports et divertissement.....	26
3.3 Faits saillants 2021	26
3.3.1 Québec.....	26
3.3.2 Québecor Média	26
3.3.3 Télécommunications	26
3.3.4 Média.....	27
3.3.5 Sports et divertissement.....	28
3.4 FAITS SAILLANTS 2020	28
3.4.1 Québec.....	28
3.4.2 Télécommunications	28
3.4.3 Média.....	29
3.4.4 Sports et divertissement.....	29
RUBRIQUE 4 — ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION	29

4.1	ADMINISTRATEURS	29
4.2	MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION.....	30
4.3	INTERDICTION D'OPÉRATIONS, FAILLITES, AMENDES OU SANCTIONS.....	31
RUBRIQUE 5	— COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES	32
5.1	MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES	32
5.2	COMPOSITION DU COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES.....	32
5.3	FORMATION ET EXPÉRIENCE PERTINENTES.....	33
5.4	UTILISATION DE CERTAINES DISPENSES.....	35
5.5	POLITIQUE D'APPROBATION PRÉALABLE.....	35
5.6	HONORAIRES DE L'AUDITEUR EXTERNE	36
RUBRIQUE 6	— LITIGES.....	36
RUBRIQUE 7	— FACTEURS DE RISQUE	36
RUBRIQUE 8	— PRINCIPALES INFORMATIONS SUR LES TITRES	37
8.1	STRUCTURE DU CAPITAL	37
8.2	CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ.....	38
8.3	CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION	38
8.4	DIVIDENDES.....	38
8.5	MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	39
RUBRIQUE 9	— MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉES DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES	39
RUBRIQUE 10	— CONTRATS IMPORTANTS.....	40
10.1	CONTRATS IMPORTANTS DE QUÉBECOR	40
10.2	CONTRATS IMPORTANTS DE QUÉBECOR MÉDIA.....	41
10.3	CONTRATS IMPORTANTS DE VIDÉOTRON.....	42
RUBRIQUE 11	— INTÉRÊTS DES EXPERTS.....	47
RUBRIQUE 12	— AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	47
RUBRIQUE 13	— ÉNONCÉS PROSPECTIFS	47
RUBRIQUE 14	— RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	49
ANNEXE A	— EXTRAIT DE LA NOTICE ANNUELLE DE GROUPE TVA INC. DATÉE DU 20 FÉVRIER 2023	A-1
ANNEXE B	— MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	B-1
ANNEXE C	— MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES.....	C-1

REMARQUE INTRODUCTIVE

Dans la présente notice annuelle, à moins d'incompatibilité avec le contexte, les termes la « **Société** » ou « **Québecor** » renvoient à Québecor inc. sur une base consolidée, y compris ses filiales et ses divisions. Sauf indication contraire, i) toutes les mentions de « dollars » et « \$ » font référence à des dollars canadiens et ii) l'information présentée dans la présente notice annuelle est donnée au 31 décembre 2022. De plus, le tableau qui suit présente une liste de termes définis qui seront utilisés dans la présente notice annuelle pour désigner diverses sociétés du groupe Québecor.

Entité	Terme défini
Gestion d'évènements Gestev inc.	« Gestev »
Groupe Sogides inc.	« Sogides »
Groupe TVA inc.	« Groupe TVA »
Imprimerie Québecor Média (2015) inc.	« Imprimerie Québecor Média »
Incendo Média inc.	« Incendo »
Les Éditions CEC inc.	« Éditions CEC »
MédiaQMI inc.	« MédiaQMI »
Musique Select inc.	« Musique Select »
NumériQ inc.	« NumériQ »
Québecor Média inc.	« Québecor Média »
Québecor Sports et divertissement inc.	« Québecor Sports et divertissement »
Réseau Québecor Média inc.	« Réseau Québecor Média »
Vidéotron ltée	« Vidéotron »
VMedia inc.	« VMedia »

RUBRIQUE 1 — LA SOCIÉTÉ

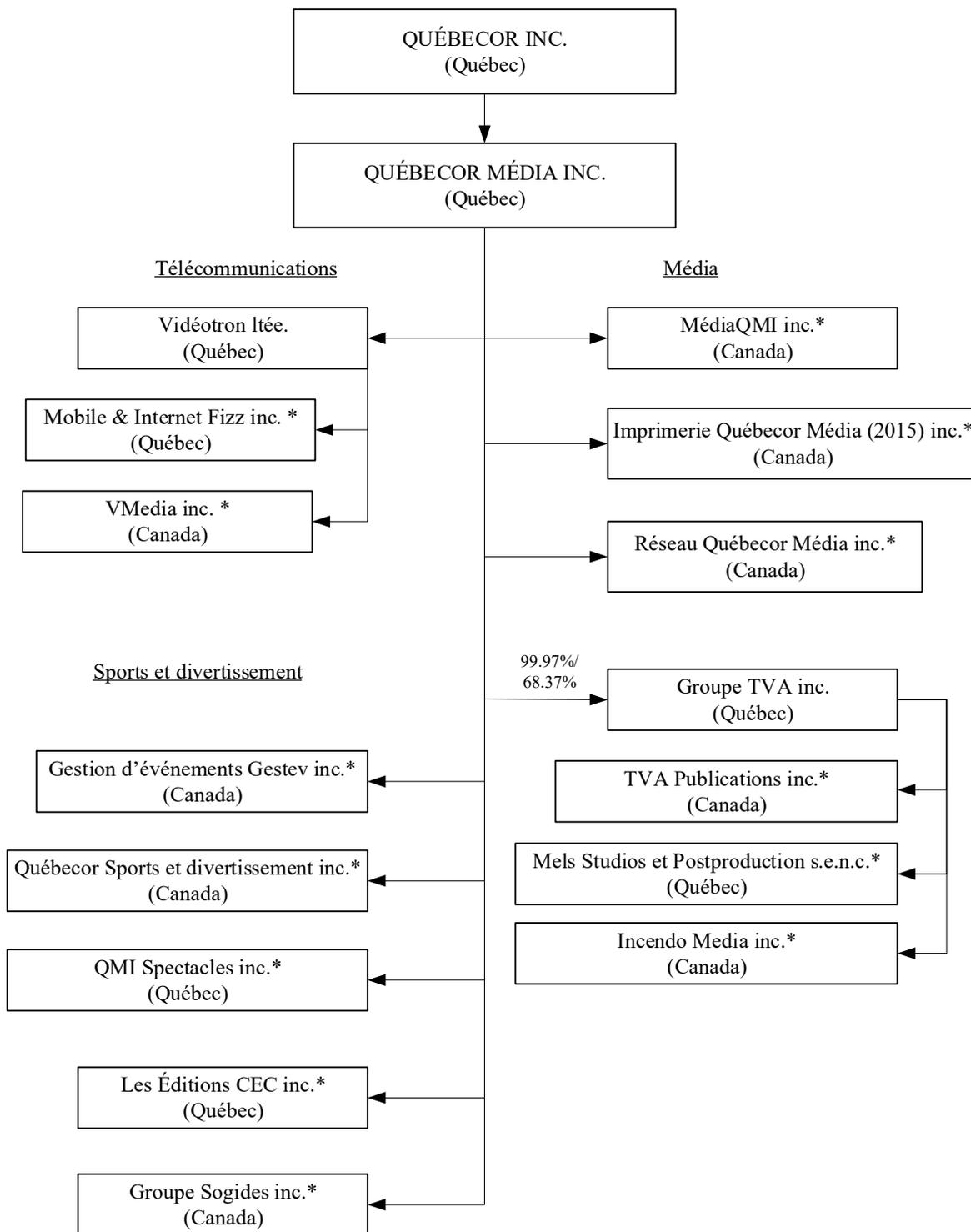
Québecor a été constituée en vertu des lois du Québec, le 8 janvier 1965, et est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec).

La Société est une société de gestion détenant une participation de 100 % dans Québecor Média, l'un des chefs de file parmi les sociétés de télécommunications et de médias du Canada. Les filiales de Québecor Média exercent leurs activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média et Sports et divertissement.

Le siège social de la Société est situé au 612, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec), Canada, H3C 4M8. Son numéro de téléphone est le (514) 380-1999 et l'adresse de son site Internet est www.quebecor.com. Toutefois, les renseignements et les documents qui sont affichés sur le site Internet de la Société ne font pas partie de la présente notice annuelle ni ne sont réputés y être intégrés par renvoi.

1.1 LES FILIALES

L'organigramme ci-après présente les principales filiales de Québecor au 31 décembre 2022 par secteur d'activité, leur territoire de constitution ou de prorogation, ainsi que le pourcentage de titres de participation et de titres comportant droit de vote qu'elle détient, directement ou indirectement, lorsque ces filiales ne sont pas entièrement détenues par celle-ci. Certaines filiales dont l'actif total ne représentait pas plus de 10 % de l'actif consolidé de la Société au 31 décembre 2022 ou dont les produits des activités ordinaires ne représentaient pas plus de 10 % de ses produits des activités ordinaires consolidés à cette date, ont été omises. L'ensemble des filiales omises représentait moins de 20 % de l'actif consolidé de la Société et moins de 20 % de ses produits des activités ordinaires consolidés au 31 décembre 2022. Les filiales identifiées à l'aide d'un astérisque (*) représentent chacune 10 % ou moins du total des actifs consolidés de la Société et 10 % ou moins de ses produits des activités ordinaires consolidés au 31 décembre 2022. Celles-ci ont été incluses afin de donner une meilleure compréhension de la structure générale de la Société.



RUBRIQUE 2 — ACTIVITÉS

Par l'entremise de sa filiale Québecor Média, Québecor est un chef de file parmi les sociétés de télécommunications et de médias du Canada ayant des activités dans les secteurs suivants : téléphonie mobile et filaire, accès Internet, télédistribution, vidéo sur demande par abonnement (« **VSDA** »), solutions de télécommunication d'affaires, télédiffusion, location de studios et d'équipements, production et distribution de contenu audiovisuel, édition et distribution de journaux, plateformes numériques d'information et de divertissement, édition et distribution de livres et de magazines, production et distribution de musique, affichage extérieur, exploitation et gestion d'un amphithéâtre d'envergure internationale et de salles de spectacles, propriété et gestion d'équipes de hockey de la Ligue de hockey junior majeur du Québec (« **LHJMQ** »), production de spectacles et gestion et promotion d'événements sportifs et culturels. Par l'intermédiaire de sa filiale Vidéotron, Québecor est un fournisseur de premier plan dans le domaine de communication mobile et filaire. Par l'intermédiaire de ses secteurs Média et Sports et divertissement, Québecor est également un chef de file en création, en promotion et en distribution de divertissement et d'information et en services Internet afférents, conçus pour attirer les auditoires de toutes les catégories démographiques. Québecor déploie une stratégie de convergence afin de saisir les occasions de synergies qui se présentent dans son portefeuille de propriétés et de pouvoir bonifier la valeur de ses contenus en les déclinant sur de multiples plateformes de distribution.

Le tableau ci-dessous donne le détail des revenus pour chacun des trois secteurs d'exploitation de la Société au cours des deux derniers exercices, de même que les revenus du siège social et les revenus intersectoriels pour ces exercices.

REVENUS PAR SECTEUR D'EXPLOITATION (en millions de dollars)

	Exercice terminé le 31 décembre 2022	Exercice terminé le 31 décembre 2021
Télécommunications	3 718,2 \$	3 735,0 \$
Média	755,4 \$	776,0 \$
Sports et divertissement	190,6 \$	167,0 \$
Siège social et intersectoriels	(132,3) \$	(123,6) \$
TOTAL	4 531,9 \$	4 554,4 \$

2.1 TÉLÉCOMMUNICATIONS

2.1.1 Survol des activités

Par l'intermédiaire de Vidéotron, la Société est parmi les chefs de file au Canada et le plus important câblodistributeur au Québec d'après le nombre d'unités génératrices de revenus (« **UGR** ») filaires, de même qu'un fournisseur important de services téléphoniques mobiles et de services de vidéo sur demande par abonnement au Québec. Le réseau de câblodistribution de Vidéotron est le plus grand réseau à large bande de la province de Québec, couvrant approximativement 83% des 4,1 millions d'établissements résidentiels estimés au Québec. Le déploiement de ses réseaux sans fil *Long Term Evolution - Advanced* (« **LTE-A** ») et 5G et l'amélioration de l'offre de services de communication mobile de Vidéotron pour sa clientèle résidentielle et d'affaires lui permettront de consolider sa position en tant que fournisseur de services de télécommunication intégrés, et de chef de file en divertissement et en contenus. Les produits et services de Vidéotron sont soutenus par les toutes dernières technologies en matière de réseau coaxial,

fibre optique et sans-fil. Grâce à des ententes d'itinérance conclues avec des centaines de fournisseurs de service sans-fil, les clients de Vidéotron bénéficient d'une couverture étendue au Canada et à travers le monde.

Par l'intermédiaire de Québecor Média, Québecor était, au 31 décembre 2022, propriétaire de la totalité des titres de participation et des titres comportant droit de vote de Vidéotron.

2.1.2 Produits et services

Vidéotron offre actuellement à ses clients des services filaires, de téléphonie mobile, de vidéo sur demande par abonnement et de télécommunication d'affaires.

2.1.2.1 Services filaires

La large bande passante du réseau coaxial et de fibre optique de Vidéotron constitue un facteur clé contribuant au succès de l'offre de produits et de services évolués. Plusieurs technologies émergentes et l'usage grandissant d'Internet par les clients de Vidéotron ont créé des occasions importantes d'augmenter ses sources de revenus. Vidéotron offre actuellement divers produits et services évolués, dont l'accès Internet, la télévision numérique multiplateforme, la téléphonie filaire et certains services interactifs.

- *Services Helix.* Notre plateforme infonuagique de télé IP, Helix, est basée sur la plateforme Xfinity X1 de Comcast qui offre aux clients des fonctionnalités de recherche intégrées, y compris l'utilisation d'une télécommande vocale. Helix offre une couverture Wi-Fi plus intelligente et plus performante, une expérience télé améliorée grâce à la technologie IP, l'intégration des plateformes de contenus Web et la capacité d'intégrer des fonctions de domotique. Vidéotron a également lancé deux nouvelles applications mobiles pour ses clients Helix : (i) Helix Fi, qui offre une gestion du réseau Wi-Fi à domicile et qui permet de contrôler les heures d'accès des enfants à Internet en permettant de déconnecter un appareil du réseau facilement et rapidement; et (ii) Helix, qui permet aux utilisateurs de contrôler leur enregistreur infonuagique à distance, de visionner des chaînes en direct ainsi qu'une foule de contenus sur demande n'importe où, n'importe quand.
- *Accès Internet.* En tirant avantage de son infrastructure de câblodistribution et de fibre optique évoluée, Vidéotron offre à ses clients un service d'accès Internet principalement par modem câble. Vidéotron fournit ce service à une vitesse allant jusqu'à 400 Mb/s à tous les foyers qu'elle dessert et ayant la capacité d'atteindre jusqu'à 1 Gb/s à plus de 70 % des foyers qu'elle dessert. Au 31 décembre 2022, Vidéotron comptait 1 904 200 clients du service Internet, soit 51,6 % du nombre total de foyers qu'elle dessert. D'après des estimations faites à l'interne, Vidéotron est le plus important fournisseur d'accès Internet dans les régions qu'elle dessert et sa part du marché dans ces régions était évaluée à 46,2 % au 31 décembre 2022.
- *Télédistribution.* Vidéotron a présentement installé des équipements de tête de ligne reliés à un réseau unifié de fibre optique et coaxial pouvant assurer des transmissions à codage numérique vers une borne bidirectionnelle intelligente dans les établissements et les foyers des clients. Conformément aux règles du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« **CRTC** »), Vidéotron offre un forfait de base incluant des chaînes de télévision de base, l'accès à la vidéo-sur-demande (« **VSD** ») et un guide de programmation interactif. De plus, la majorité des forfaits personnalisés de Vidéotron incluent le forfait de base et des canaux audio fournissant de la musique de qualité numérique. Vidéotron a été le premier à offrir le forfait de service étendu de télévision numérique qui permet aux clients de personnaliser leurs choix avec la possibilité de sélectionner un forfait personnalisé ou préassemblé offrant un choix de canaux supplémentaires, dont des superstations américaines et d'autres programmes de divertissement spéciaux. Ce forfait offre également aux clients une flexibilité de programmation considérable, y compris l'option de langue française seulement, de langue anglaise seulement ou une combinaison de programmation dans les deux langues, de même que plusieurs canaux en langues étrangères. Au

31 décembre 2022, Vidéotron comptait 1 396 100 clients abonnés à son service de télévision numérique, soit 38.1 % du nombre total de foyers desservis.

- **Vidéo sur demande.** Le service de VSD permet aux clients de Vidéotron de louer, parmi la sélection qui est offerte, des séries, des films, des documentaires et d'autres contenus à partir de leur borne intelligente, de leur ordinateur, de leur tablette ou de leur téléphone mobile. Les abonnés peuvent louer ces produits pour une période allant jusqu'à 48 heures, pendant laquelle ils peuvent regarder à loisir l'émission choisie, avec la possibilité d'arrêter, de reculer, d'avancer, d'interrompre et de regarder à nouveau l'émission. De plus, ces clients peuvent continuer le visionnement de la programmation sur demande qui a été mise en attente autant sur leur téléviseur que sur l'application offerte sur les plateformes iOS et Android. Ces applications présentent une interface personnalisable et intuitive qui permet une sélection de contenus basée sur le profil individuel du client et qui améliore l'expérience en suggérant du contenu personnalisé par thème. Ces applications permettent de trouver facilement et rapidement tout le contenu disponible dans les catalogues d'illico et d'Helix, y compris les contenus de Club illico et de Vrai, ainsi que le catalogue de certaines tierces parties notamment Netflix, YouTube et Amazon Prime (en autant que les clients y soient abonnés et selon l'application utilisée) incluant les émissions en VSD, les émissions de télévision en direct ou les émissions enregistrées, et elles offrent au client la possibilité de les envoyer directement de son appareil mobile à son téléviseur.
- **Télévision à la carte et chaînes de télévision payante.** La télévision à la carte est un regroupement de chaînes de télévision payante à la carte permettant aux abonnés de Vidéotron de commander et de regarder des événements en direct, tel que des événements sportifs et des spectacles d'humour, selon un horaire préétabli. Vidéotron offre également, par abonnement, des canaux de télévision payante qui permettent à ses clients de sélectionner et de regarder des films offerts sur les canaux de télévision.
- **Téléphonie filaire.** Vidéotron offre son service de téléphonie filaire à ses clients résidentiels fondé sur la technologie VoIP. Au 31 décembre 2022, Vidéotron avait 751 200 abonnés à son service de téléphonie filaire, ce qui représente un taux de pénétration de 20,7 % des foyers qu'elle dessert.

2.1.2.2 Club illico

Le service de vidéo sur demande par abonnement de Vidéotron, Club illico, offre une sélection riche et variée de contenu sur demande illimité en français (films, émissions de télévision, émissions pour enfants, émissions pour adolescents, etc.). Dans le but d'offrir du contenu original à ses clients, Club illico finance la production de séries, documentaires, films et émissions pour lesquelles il détient des droits de diffusion en première passe, avant leur diffusion linéaire. Club illico enregistre plus de 713 millions de visionnements depuis son lancement en 2013, faisant de cette plateforme parmi les chefs de file dans l'environnement de la vidéo sur demande par abonnement au Québec. Le service Club illico est également accessible par le biais d'une application mobile. Au 31 décembre 2022, le service Club illico comptait 424 900 abonnés.

2.1.2.3 Vrai

En août 2021, Vidéotron a lancé Vrai, son nouveau service de divertissements offrant du contenu sur-demande entièrement en français, incluant des émissions de type style de vie, humour, télé-réalité, alimentation, documentaires sur les voyages et enjeux sociaux, ainsi que plus de 75 productions québécoises originales et exclusives en première passe. Le contenu de Vrai est également disponible via les applications Helix et QUB. Au 31 décembre 2022, la nouvelle plateforme Vrai a été consultée par plus de 128 100 abonnés.

2.1.2.4 Services mobiles

Vidéotron est parmi les chefs de file au Québec quant au déploiement d'une gamme de technologies et de services novateurs de réseau sans fil. Ses services sans fil sont offerts sous les marques Vidéotron et Fizz et offrent aux consommateurs et aux entreprises les plus récents appareils, services et applications, notamment : un accès Internet haute vitesse mobile; des services de transmission de la voix sans fil et fonctionnalités de transmission de la voix évoluées; une garantie des appareils; la messagerie texte; les courriels; des services de transmission de la voix et des données en itinérance à l'échelle mondiale; et des solutions sans fil évoluées à l'usage des entreprises.

En 2013, Vidéotron a signé une entente d'une durée de 20 ans avec Rogers Communications Inc. (« **Rogers** ») pour la coopération et la collaboration dans la construction et l'exploitation d'un réseau sans fil partagé au Québec et dans la région d'Ottawa. En septembre 2014, Vidéotron déployait son réseau LTE partagé avec Rogers. Vidéotron conserve son indépendance commerciale, notamment en ce qui a trait à son portefeuille de produits et de services, à son système de facturation et aux données de ses clients, pendant toute la durée de cette entente.

Vidéotron détient un total de 170 MHz en fréquences mobiles dans la plupart des régions du Québec et 120 MHz dans la grande région d'Ottawa, réparties entre les bandes SSFE-1, SSFE-3, 600 MHz, 700 MHz, 2 500 MHz et 3 500 MHz. De plus, Vidéotron possède des licences de bande 3 500 MHz dans les provinces de l'Ontario (20 MHz dans le Sud et l'Est de la région d'Ottawa), du Manitoba (30 MHz), de l'Alberta (20 MHz) et de la Colombie-Britannique (50 MHz dans le Sud et l'Est de la province). Ces licences permettent à Vidéotron de se qualifier comme exploitants de réseaux mobiles virtuels (ERMV) dans les territoires couverts par ces licences. Depuis 2020, Vidéotron a déployé les technologies LTE-A et 5G dans son marché actuel et continuera de les déployer au courant des prochaines années jusqu'à ce que ces technologies soient disponibles dans toutes les régions actuellement couvertes par Vidéotron.

En date du 31 décembre 2022, la majorité des foyers et commerces du territoire desservi dans la zone de câblodistribution avait accès aux services mobiles évolués de Vidéotron. Au 31 décembre 2022, 1 710 400 lignes étaient activées sur son réseau mobile, représentant une croissance annuelle de 108 500 lignes (6,8 %).

2.1.2.5 Services de télécommunication d'affaires

Vidéotron Affaires est un fournisseur de services de télécommunication d'affaires de premier plan desservant tant les petites que les moyennes et grandes entreprises, ainsi que les entreprises de télécommunication. Ces dernières années, ce secteur d'activités a grandement augmenté sa clientèle et est devenu un chef de file au Québec. Sa gamme de produits et services comprend la téléphonie mobile, des solutions Internet, des solutions de téléphonie et en matière de télévision, la connectivité par fibre optique, la connectivité de réseau privé, le Wi-Fi et les services gérés et de sécurité. L'exhaustivité de son offre de produits et services permet à Vidéotron Affaires de répondre à la demande croissante des entreprises.

Pour desservir cette clientèle, Vidéotron Affaires compte sur des équipes de vente et de service à la clientèle dédiées possédant une connaissance approfondie du marché des entreprises. Vidéotron Affaires s'appuie sur ses réseaux coaxiaux, de fibre optique et sans-fil LTE-A et 5G pour offrir les meilleures solutions personnalisées à sa clientèle.

Le 1^{er} juin 2022, Vidéotron Affaires et EMnify, une compagnie connue internationalement pour sa plateforme révolutionnaire de gestion de la connectivité, ont uni leurs forces dans le cadre d'un partenariat à long terme visant à rendre les entreprises québécoises plus autonomes dans le déploiement des objets connectés.

Ensemble, Vidéotron Affaires et EMnify permettent aujourd'hui de résoudre plusieurs des principales problématiques liées au déploiement des objets connectés, notamment la gestion des cartes SIM multiples,

la sécurité des connexions, l'intégration ultra-rapide avec les applications reliées à l'Internet des objets et l'interface utilisateur simple et efficace que ces objets requièrent. Cette solution s'applique à tout type d'objet connecté, qu'il s'agisse d'éclairage urbain, de capteurs mesurant le niveau de l'eau, de bornes de stationnement intelligentes, de systèmes de surveillance, d'outils de gestion des déchets, d'outils de gestion du trafic, ou autres.

2.1.3 Statistiques sur la clientèle

Le tableau suivant résume les statistiques sur la clientèle abonnée à la gamme des produits et services évolués de Vidéotron :

	<u>2022</u>	<u>2021</u>	<u>Au 31 décembre</u> <u>2020</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
	(en milliers de clients)				
<u>Unités génératrices de revenus (UGR)</u>	6 314,8	6 189,6	6 147,9	6 076,2	5 990,3
<i>Téléphonie mobile</i>					
Lignes de téléphonie mobile	1 710,4	1 601,9	1 481,1	1 330,5	1 153,8
<i>Internet</i>					
Abonnés à l'Internet.....	1 904,2	1 840,8	1 796,8	1 727,3	1 704,5
Pénétration ^(1,3)	51,6%	51,5%	51,1%	50,0%	50,0%
<i>Télédistribution</i>					
Abonnés à la télévision	1 396,1	1 418,6	1 475,6	1 531,8	1 597,3
Pénétration ^(1,3)	38,1%	39,7%	41,9%	44,3%	46,9%
<i>Téléphonie filaire</i>					
Lignes de téléphonie filaire.....	751,2	824,9	924,7	1 027,3	1 113,9
Pénétration ^(1,3)	20,7%	23,1%	26,3%	29,7%	32,7%
<i>VSDA</i>					
Abonnés au service de vidéo sur demande par abonnement	552,9	503,4	469,7	459,3	420,8
<u>Foyers desservis^(2,3)</u>	3 619,7	3 572,6	3 518,4	3 455,8	3 572,6

- (1) Représente le nombre d'abonnés (ou lignes téléphoniques) en pourcentage du nombre total de foyers desservis.
- (2) « **Foyers desservis** » signifie le nombre de résidences, telles les habitations à logement unique ou les habitations à logements multiples, et d'établissements commerciaux desservis par le réseau filaire de Vidéotron dans une région donnée desservie par le câble dans laquelle les services de programmation sont offerts.
- (3) En 2022, le nombre de Foyers desservis a été redressé pour 2018, 2019, 2020 et 2021 à la suite d'une révision de la méthodologie relative aux adresses multi résidentielles et commerciales. La pénétration des Foyers desservis exclut les clients des services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie filaire desservis grâce à l'achat par Vidéotron de services Internet en bloc auprès de tiers.

2.1.4 Prix des produits et services

Les revenus de Vidéotron proviennent principalement des frais mensuels payés par ses clients pour les services de télévision, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, de même que les services VSDA et d'autres services de connectivité. Les tarifs que Vidéotron facture varient en fonction du marché desservi et du niveau de service sélectionné. Les tarifs sont ajustés régulièrement. Vidéotron offre aussi à ses clients abonnés à plus d'un de ses services des rabais par rapport à la somme des prix des services individuels qui leur sont fournis. Au 31 décembre 2022, la facture mensuelle moyenne pour les frais de souscription récurrents par client résidentiel était de 111,70 \$ (représentant une hausse de 0,2 % par rapport à l'année précédente) et approximativement 70 % de ses clients résidentiels de marque Vidéotron jumelaient deux services ou plus. Des frais d'installation uniques, dont le client peut être exonéré en partie lors de certaines périodes de promotion, sont imputés aux nouveaux clients. Selon les promotions offertes, des acomptes

mensuels pour location d'équipement, tels que les bornes intelligentes ou les routeurs Wi-Fi, peuvent également être facturés aux clients.

2.1.5 La technologie du réseau

2.1.5.1 Services filaires

Au 31 décembre 2022, le réseau de câblodistribution de Vidéotron était constitué de câbles à fibre optique et de câbles coaxiaux, couvrant environ 83% des 4,1 millions d'établissements résidentiels estimés au Québec et desservant environ 2,6 millions de clients dans la province de Québec. Le réseau de Vidéotron est le plus vaste réseau à large bande au Québec. Son vaste réseau peut être raccordé directement à des réseaux déployés en Ontario, dans les Maritimes et aux États-Unis.

Le réseau filaire de Vidéotron comprend quatre parties distinctes : les réseaux d'acquisition des signaux, les têtes de lignes régionales, les réseaux de distribution et les fils de service de clients. Le réseau d'acquisition des signaux recueille une grande variété de signaux de télévision, de radio et de multimédias. Ces signaux et services proviennent d'une source locale ou d'un fournisseur de contenu, ou ils sont recueillis par des sites distants choisis pour leur qualité de réception hertzienne ou par satellite, puis transmis aux têtes de lignes régionales par des systèmes relais à fibre optique. Chaque tête de ligne régionale traite, module, brouille et combine les signaux afin de les distribuer dans tout le réseau. Chaque tête de ligne régionale est reliée à la tête de ligne primaire de façon à recevoir le signal numérique MPEG2/MPEG4 et le réseau fédérateur IP pour les services Internet. La première étape de cette distribution consiste en une liaison à fibre optique qui distribue les signaux aux têtes de lignes de distribution ou secondaires. Le signal utilise ensuite le réseau de câble hybride fibre-coaxial, composé de nœuds optiques, d'amplificateurs à large bande et de câbles coaxiaux pouvant desservir un rayon allant jusqu'à 30 kilomètres depuis les têtes de lignes de distribution ou secondaires jusqu'aux fils de service des clients. Les fils de service de clients transmettent le signal directement à la télévision du client ou, selon la zone ou les services sélectionnés, par l'intermédiaire de divers types d'équipement de client, y compris des terminaux, des bornes intelligentes et des modems.

Vidéotron a adopté l'architecture de réseau hybride fibre-coaxial (« **HFC** ») comme norme pour son réseau. L'architecture de réseau HFC combine l'utilisation du câble à fibre optique avec le câble coaxial. Le câble à fibre optique possède de bonnes caractéristiques de fréquence sur large bande, une immunité au bruit et une durabilité physique et il peut transporter des centaines de canaux vidéo et de données sur de vastes étendues. Le câble coaxial exige une plus grande amplification des signaux pour obtenir les niveaux de transmission nécessaires à la distribution des canaux. Sur la majorité de son réseau, Vidéotron fournit ses signaux par un câble à fibre optique reliant la tête de ligne à un groupe de nœuds optiques qui, par fibre coaxiale, sont ensuite transmis jusqu'aux foyers desservis par ces nœuds. Vidéotron construit actuellement son réseau de façon à desservir des cellules regroupant 125 foyers. Grâce à la modernisation de son réseau, la structure du réseau permet maintenant à Vidéotron de desservir des cellules moyennes de 159 foyers sur l'ensemble de son territoire. Pour permettre cette configuration, au cours des années, des têtes de lignes secondaires ont été mises en service dans la région métropolitaine de Montréal, la région métropolitaine de Québec et la région métropolitaine de Gatineau.

Des têtes de lignes secondaires distantes doivent également être connectées par des liaisons à fibre optique. À partir des têtes de lignes secondaires jusqu'à leur foyer, le service aux clients est transmis par fréquence radio (« **FR** ») contenant l'information tant en aval qu'en amont (deux voies). L'architecture en anneaux des réseaux HFC bidirectionnels permet une fiabilité accrue de par la redondance, la taille de la cellule améliore la flexibilité et la capacité, alors que le faible nombre d'amplificateurs séparant le foyer et la tête de ligne améliore la qualité et la fiabilité du signal. La conception de son réseau HFC lui assure une importante flexibilité et permet d'offrir une programmation personnalisée aux cellules individuelles.

Débutant en 2008 et jusqu'à la fin de l'année 2019, Vidéotron a entrepris une modernisation exhaustive de son réseau dans la grande région de Montréal, la grande région de la ville de Québec et la grande région

de Gatineau afin de pouvoir répondre aux besoins en services sans cesse grandissants de sa clientèle en matière de services vidéo, de téléphonie et de services d'accès Internet. Les travaux de modernisation ont exigé que Vidéotron repousse la limite supérieure du spectre FR proposée dans son offre de services et qu'elle étende son réseau de fibres optiques à grande échelle, de façon à élargir de façon significative la part de fibre optique dans son réseau HFC (réduisant par le fait même la part coaxiale). D'autres nœuds optiques ont systématiquement été déployés afin de mieux segmenter sa clientèle et de mieux gérer le trafic, tant en amont qu'en aval. Cette initiative de modernisation (i) a créé une architecture de réseau dont la capacité de segmentation du trafic en amont a été fixée à 125 foyers, tandis que celle pour le trafic en aval est fixée à 250 foyers (avec la possibilité d'être ramenée à 125 foyers), et (ii) permet de recourir au spectre de 1 GHz pour son offre de services. La robustesse du réseau s'en trouve grandement améliorée (Vidéotron fait appel à beaucoup moins d'équipements actifs sur le réseau, tels que les amplificateurs FR dans la partie coaxiale), l'offre de services et les possibilités de personnalisation des services en fonction des besoins de la clientèle se sont également grandement améliorées (grâce à l'étendue du spectre, portée à 1 GHz, et à une segmentation accrue de la clientèle) et les vitesses de transmission des services Internet sont beaucoup plus élevées.

Le spectre FR est destiné à diffuser de l'information numérique à l'aide d'un système de modulation d'amplitude en quadrature. Grâce aux techniques de compression des fichiers vidéo de format MPEG ainsi qu'au protocole DOCSIS, Vidéotron peut élargir son offre de services en matière de télévision à définition standard, HD et UHD, et offrir des services de téléphonie et d'Internet complets.

Vidéotron utilise présentement le dernier protocole DOCSIS 3.1 de CableLabs sur son réseau. DOCSIS 3.1 est une technologie de nouvelle génération développée par le consortium CableLabs, dont Vidéotron fait partie. DOCSIS 3.1 utilise une modulation (multiplexage par répartition en fréquences orthogonales – « **OFDM** ») et un algorithme de détection et de correction d'erreurs (contrôle de parité à faible densité - « **LDPC** ») qui fournissent une meilleure résilience aux interférences radiofréquences ce qui permet d'atteindre un débit plus élevé pour une même quantité de spectre (hausse de la quantité de Mbits/MHz). Les spécifications de DOCSIS 4.0 ont été publiées et cette technologie pourra potentiellement atteindre des vitesses allant jusqu'à 10 Gb/s en aval et 6 Gb/s en amont.

La stratégie de Vidéotron, consistant à maintenir une position de chef de file dans la gamme de produits et de services qu'elle offre et à lancer de nouveaux produits et services, l'oblige à faire des investissements dans son réseau afin de soutenir la croissance de sa clientèle et les besoins grandissant quant à la largeur de la bande passante. 88 % de son réseau dans la province de Québec a une largeur de bande améliorée à 1002 MHz, tandis que le reste du réseau est à 750 MHz. De plus, étant donné la plus grande disponibilité de la programmation télévisuelle HD et UHD et la vitesse toujours accrue de l'accès Internet, Vidéotron devra faire d'autres investissements dans son réseau.

La technologie de la fibre optique a été utilisée abondamment dans le réseau de Vidéotron au sein de son architecture hybride fibre-coaxial (HFC). À l'heure actuelle, Vidéotron fournit ses signaux par des câbles à fibre optique reliant la tête de réseau à des nœuds optiques, qui sont ensuite transmis, par câbles coaxiaux, jusqu'aux foyers desservis par ces nœuds. Compte tenu de son réseau de fibres optiques à grande échelle, de la demande croissante pour la vitesse de transmission et la capacité, ainsi que de l'effritement rapide des prix de la technologie de distribution par fibre optique, Vidéotron déploie une solution de fibre jusqu'au domicile (« **FTTH** ») pour ses clients résidentiels situés en zones non bâties.

Cette solution FTTH utilise une technologie de télécommunications à fibre optique via un réseau optique passif (« **PON** ») pour fournir aux clients un accès à haute vitesse et à haute capacité à large bande. Son architecture est basée sur une topologie point à multipoint, dans laquelle une seule fibre optique alimente plusieurs abonnés en utilisant des coupleurs optiques passifs pour diviser la bande passante dans plusieurs terminaux. Plus précisément, Vidéotron déploie l'utilisation de la version Ethernet IEEE du réseau passif PON (« **EPON** ») dont les capacités varient entre 10 Gb/s et jusqu'à des dizaines de Gb/s.

EPON utilise également le *DOCSIS Provisioning of Ethernet Passive Optical Network*, ou DPoE. DPoE est un ensemble de caractéristiques de Cable Television Laboratory qui applique les fonctionnalités d'exploitation, d'administration, de maintenance et de configuration DOCSIS sur l'équipement EPON existant. Il donne ainsi au EPON l'apparence et les fonctionnalités d'une plateforme DOCSIS pour faciliter la migration des services existants.

La solution FTTH de Vidéotron sera déployée de façon progressive. Le déploiement en zones non bâties pour les nouvelles constructions ou de nouveaux territoires se fera en FTTH. Le FTTH est la solution retenue pour déployer les services Internet de Vidéotron dans les 37 000 foyers visés par les ententes conclues avec le gouvernement du Québec pour rejoindre les communautés situées à l'extérieur des centres urbains du Québec. Les zones existantes, qui sont actuellement desservies par la technologie HFC DOCSIS 3.1, seront migrées vers DOCSIS 4.0 ou FTTH en fonction des besoins de capacité.

2.1.5.2 Services de téléphonie mobile

En date du 31 décembre 2022, le réseau LTE partagé de Vidéotron desservait 94 % de la population de la province de Québec et de la région métropolitaine d'Ottawa, donnant ainsi accès à des services de téléphonie mobile de dernière génération à la grande majorité de ses clients potentiels. La quasi-totalité de ses tours et de ses équipements de transmission sont reliés par son réseau de fibre optique utilisant la commutation multiprotocole par étiquette (« **MPLS** »). Vidéotron prévoit poursuivre le développement et l'amélioration de son offre technologique mobile en densifiant la couverture réseau et en augmentant les vitesses de téléchargement. Le réseau de Vidéotron est conçu pour soutenir une croissance accrue de la clientèle au cours des prochaines années, de même que la rapide évolution de la technologie sans fil.

Au cours des prochaines années, la stratégie de Vidéotron consiste à conserver sa position de chef de file en télécommunications avec ses services mobiles et à maintenir sa technologie à la fine pointe tandis qu'elle continue d'évoluer rapidement avec de nouveaux standards de marché, tels que LTE-A et 5G qui sont en cours de déploiement.

En date du 13 décembre 2019, après un important processus d'appel d'offres, Vidéotron a choisi Samsung comme fournisseur d'équipements LTE-A et 5G. Depuis 2020, Vidéotron déploie les technologies LTE-A et 5G dans ses marchés actuels, un projet qui se poursuivra au cours des prochaines années.

En parallèle, Vidéotron a maintenu son réseau *High Speed Packet Access+* (« **HSPA+** ») dans la province de Québec et dans la région métropolitaine d'Ottawa. Les clients HSPA+ de Vidéotron continuent de migrer aux réseaux de nouvelles générations.

2.1.6 Marketing et service à la clientèle

L'objectif commercial à long terme de Vidéotron consiste à accroître ses flux de trésorerie grâce à un taux de pénétration du marché supérieur, au développement de nouveaux services et à l'augmentation des revenus et de la marge d'exploitation par client. Vidéotron croit que ses clients en viendront à considérer leur connexion par câble et par IP comme étant le meilleur réseau de distribution pour une multitude de services. Afin d'atteindre un tel objectif, Vidéotron a mis en œuvre les stratégies suivantes :

- mettre au point des offres combinées attrayantes afin d'encourager ses clients à souscrire à deux produits ou plus, augmentant ainsi le revenu mensuel moyenne par unité (« **RMPU** »), la fidélisation de la clientèle et sa marge d'exploitation;
- continuer à déployer rapidement des produits évolués pour tous ses services – mobile et téléphonie filaire, accès Internet, télédistribution et VSDA – afin de maintenir et d'augmenter son leadership et par conséquent, d'acquérir des parts de marché supplémentaires;

- concevoir des offres de produits qui proposeront de meilleures occasions de divertissement et d'information aux clients;
- déployer de solides stratégies de fidélisation visant à maintenir sa base de clients existante et à maintenir sa RMPU;
- élaborer des campagnes de marketing ciblées afin d'attirer d'anciens clients, des foyers qui ne se sont jamais abonnés à certains de ses services et des clients d'autres services ou de services concurrents, de même que de cibler des secteurs de marché spécifiques;
- renforcer la relation entre les représentants du service à la clientèle et les clients en formant et en encourageant les représentants à promouvoir les produits et services évolués;
- tirer avantage de la présence sur le marché des boutiques et kiosques Vidéotron, d'autres détaillants et distributeurs agréés;
- maintenir et promouvoir son leadership en contenus et divertissement en tirant avantage du large éventail de services offerts au sein du groupe Québecor Média en les offrant à ses clients actuels et futurs;
- offrir de nouveaux ensembles de produits et services à valeur ajoutée, qui, de l'avis de Vidéotron, permettront d'accroître la RMPU et de favoriser la fidélisation de la clientèle;
- tirer avantage de son marché des services pour les entreprises, grâce à son réseau et à son expertise auprès de sa clientèle d'affaires, pour offrir d'autres services combinés à ses clients; et
- développer de nouveaux produits, services et plateformes numériques pour répondre aux besoins technologiques et aux comportements des consommateurs qui évoluent continuellement.

Vidéotron continue à investir du temps, des efforts et des ressources financières en faisant la promotion de nouveaux services et de services existants. Pour accroître la pénétration du marché et augmenter le nombre de services utilisés par ses abonnés, elle utilise diverses techniques de marketing, notamment la sollicitation de porte-à-porte, le télémarketing, le « *drive-to-store* », la publicité-média, le cybermarketing, le service de messages courts (SMS) et le publipostage direct. Ces initiatives sont également soutenues par de solides outils de veille stratégique et l'intelligence artificielle, tels que la modélisation prédictive de l'attrition.

La maximisation de la satisfaction de sa clientèle constitue un élément clé de la stratégie d'affaires de Vidéotron. Pour appuyer son engagement envers la satisfaction des clients, Vidéotron offre une ligne d'assistance téléphonique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en plus du service à la clientèle offert sur le Web. L'ensemble des représentants de son service à la clientèle et de ses équipes de soutien technique est formé pour aider ses clients à l'égard de tous ses produits et services. Ainsi, ses clients peuvent recevoir un service efficace et sans interruption. Les représentants du service d'assistance à la clientèle de Vidéotron continuent de recevoir une formation poussée pour améliorer leur connaissance des produits et leurs habiletés, ce qui contribue à la fidélisation des clients et à la hausse de la qualité du service à la clientèle. Vidéotron fait appel à des sondages, à des groupes de consultation et à d'autres outils de recherche pour l'aider dans ses efforts de marketing et pour prévoir les besoins de ses clients. Pour accroître la loyauté de sa clientèle, Vidéotron tire profit de partenariats stratégiques afin d'offrir des promotions exclusives, des privilèges et des concours, ce qui contribue à élargir la valeur de son offre à ses clients.

2.1.7 Programmation

Vidéotron croit qu'une offre comportant un large éventail d'émissions programmées a une forte influence sur la décision d'un client de s'abonner et de maintenir ses services de télédistribution. Vidéotron déploie

des efforts importants pour obtenir l'accès à une programmation variée susceptible de plaire, à son avis, autant à ses clients existants qu'à ses clients éventuels. Vidéotron se base sur des études de marché approfondies, des données démographiques et les préférences locales en matière de programmation pour établir ses offres combinées et ses blocs de canaux. À l'heure actuelle, le CRTC réglemente la distribution de contenu étranger au Canada et, par conséquent, la capacité de Vidéotron à offrir une telle programmation à ses clients est limitée. Vidéotron obtient une programmation de base ainsi qu'une programmation optionnelle auprès d'un certain nombre de fournisseurs, notamment de tous les groupes média canadiens importants.

Les contrats de programmation de Vidéotron ont généralement une durée fixe pouvant atteindre cinq ans et sont soumis à un renouvellement négocié. La programmation est généralement offerte à un taux fixe par client. Les frais de programmation généraux de Vidéotron ont augmenté au cours des dernières années et pourraient continuer d'augmenter, notamment en raison d'une programmation supplémentaire offerte aux clients par suite d'une remise à neuf des systèmes, ce qui augmente la capacité des canaux, de la hausse des coûts de production ou d'achat d'une programmation spécialisée et de l'indexation ou des hausses annuelles négociées, de la concentration des télédiffuseurs suite aux acquisitions dans le marché, de l'augmentation de la concurrence pour les contenus provenant des fournisseurs de services de vidéo sur demande par abonnement et de l'augmentation significative des coûts des droits sur les contenus sportifs.

2.1.8 Concurrence

Vidéotron exerce ses activités dans un milieu d'affaires concurrentiel en matière de prix, de produits, de services offerts et de fiabilité des services. Elle entre en concurrence avec d'autres fournisseurs de signaux de télévision et d'autres sources de divertissement à domicile. Les développements technologiques actuels entraînent un effacement rapide des différences entre les plateformes traditionnelles (télédiffusion, Internet et télécommunication). L'Internet et les appareils mobiles sont devenus d'importantes plateformes de diffusion et de distribution. De plus, les opérateurs sans fil, offrent maintenant des services Internet sans fil et fixe sans fil et le service de téléphonie VoIP de Vidéotron doit donc les concurrencer avec des solutions Internet.

- *Fournisseurs d'autres divertissements.* Les fournisseurs de services de télédistribution font face à la concurrence provenant d'autres méthodes de distribution et de réception de signaux de télévision et d'autres sources de divertissement, comme les manifestations sportives présentées devant public, les cinémas et les produits vidéo domestiques, dont les enregistreurs numériques, les fournisseurs de contenus de vidéo sur demande par abonnement, tels que Netflix, Amazon Prime Video, Disney+ et Apple TV+, les lecteurs Blu-ray et les jeux vidéo. La compétitivité d'un service de télédistribution dépend en grande partie de la capacité du fournisseur de services de télédistribution à fournir une meilleure variété de programmation, une performance technique supérieure et un meilleur service à la clientèle que ce qui est offert par les sources de distribution concurrentes. Club illico, le service de vidéo sur demande par abonnement de Vidéotron qui offre une sélection riche et variée de contenus sur demande illimités, permet à Vidéotron de réduire l'effet de la concurrence provenant des sources de distribution alternatives, de réduire l'attrition et est un facteur de différenciation pour les clients à la recherche de contenus supplémentaires et de divertissement à la maison. Vrai, la nouvelle plateforme de Vidéotron, offre un accès illimité à du contenu de type style de vie, incluant plusieurs productions originales en français et séries exclusives, ce qui permet également à Vidéotron de concurrencer d'autres fournisseurs de contenu de vidéo sur demande par abonnement, tout comme QUB, où les utilisateurs peuvent accéder à tous les contenus de divertissements de Québecor en un seul endroit, en direct ou sur demande.
- *DSL.* La technologie de ligne d'abonné numérique (« **DSL** ») procure aux clients un accès Internet à des vitesses de transmission des données supérieures à celles qui sont possibles au moyen des lignes téléphoniques classiques. Le service DSL procure des vitesses d'accès comparables aux vitesses basses-à-moyennes d'un accès Internet par modem câble, mais qui décroissent avec la distance entre le modem DSL et la carte de ligne.

- *FTTN et FTTH.* La technologie fibre jusqu'au voisinage (« **FTTN** ») permet de surmonter les restrictions relatives à la distance en rapprochant la fibre de l'utilisateur final. Le dernier mille est généralement fourni par la technologie DSL. La technologie FTTH amène la fibre jusqu'à l'emplacement de l'utilisateur final. La vitesse est alors limitée par le matériel de l'utilisateur final plutôt que par le véhicule (la fibre).
- *Téléchargement de vidéos par Internet.* L'amélioration constante de la technologie de l'Internet, conjuguée à la hausse des vitesses de téléchargement et à son prix abordable, favorise le développement et le déploiement de technologies alternatives, telle que la diffusion par l'intermédiaire de diverses plateformes Internet de contenu numérique offert par les fournisseurs de services de vidéo sur demande par abonnement. Tout en ayant un impact positif sur la demande pour les services d'accès Internet de Vidéotron, ce modèle pourrait nuire à ses services de télévision.
- *VDSL.* La technologie de lignes d'abonnés numériques vidéos (« **VDSL** ») augmente la capacité des lignes DSL disponibles, ce qui permet la distribution de signaux vidéo numériques. Les entreprises de services locaux titulaires (« **ESLT** ») se sont vu attribuer des licences pour mettre en marché des services de distribution vidéo faisant appel à cette technologie, qui utilise les fils de cuivre des lignes téléphoniques. La capacité de transmission de la technologie VDSL est fortement amplifiée grâce au déploiement de technologies comme le guidage (la réduction ou l'élimination des effets de la télédiaphonie) et le raccordement de paires torsadées (l'emploi de paires torsadées supplémentaires permet d'accroître la capacité de transport de données). Les ESLT ont déjà remplacé un grand nombre de leurs câbles d'alimentation principaux par des câbles de fibre optique et installé des émetteurs-récepteurs VDSL ou une passerelle de la technologie VDSL dans de grands immeubles d'habitation, afin de surmonter les limites initiales relatives à la distance des VDSL. Grâce à cette capacité accrue, en plus de l'évolution de la technologie de compression, VDSL-2 présente des possibilités importantes de services et augmentera la menace en termes de concurrence.
- *Satellite de radiodiffusion directe (« **SRD** »).* Le SRD constitue un concurrent des services de télédistribution de Vidéotron. Le SRD distribue la programmation en transmettant des signaux directement à des antennes paraboliques réceptrices à partir de satellites de moyenne et de grande puissance, par opposition aux modes de transmission par câble. Cette forme de distribution procure généralement plus de canaux que certains des services de télévision de Vidéotron et est entièrement numérique. Le service SRD est accessible presque partout au Canada moyennant l'installation d'une petite antenne fixée sur le toit ou sur le côté de la maison. À l'instar de la télédistribution numérique, les systèmes SRD utilisent la technologie de la vidéo compression pour augmenter la capacité des canaux et la technologie numérique pour améliorer la qualité des signaux transmis aux clients.
- *Services de téléphonie mobile.* Grâce à son réseau mobile, Vidéotron rivalise avec divers participants présents sur le marché, certains d'entre eux commercialisant des produits en partie ou en totalité similaires aux produits qu'elle offre, tandis que d'autres offrent uniquement des services mobiles. Les opérateurs canadiens ont déployé leurs réseaux LTE, et cette technologie est devenue une norme de l'industrie. Ces opérateurs canadiens sont à mettre à niveau leurs réseaux et ont lancé les services mobiles 5G dans certaines régions.
- *Câble privé.* Les systèmes de télévision à antenne collective par satellite connus sous l'appellation de « systèmes SMATV » qui desservent les immeubles d'habitation tels que les immeubles en copropriété, les complexes d'habitations à logements multiples et les ensembles domiciliaires privés font également concurrence à Vidéotron.

- *Distribution sans fil.* Les réseaux de câblodistribution sont également en concurrence avec les services de distribution de programmation sans fil, tels que les systèmes de distribution multipoint multivoie (« **SDMM** »). Cette technologie fait appel aux faisceaux hertziens à hyperfréquences pour la transmission des signaux à partir de nombreux sites de transmission jusqu'à des antennes en visibilité directe situées dans les locaux du client.
- *Fournisseurs du marché gris et du marché noir.* Les fournisseurs de signaux de télévision continuent de faire face à la concurrence provenant de l'utilisation de codes d'accès et d'équipement permettant le décodage non autorisé de signaux par satellite encodés, de l'accès non autorisé aux signaux de télévision (marché noir) et de la réception de signaux étrangers au moyen d'abonnements auprès de fournisseurs étrangers de service de télévision par satellite qui ne sont pas des distributeurs autorisés au Canada (marché gris).
- *Service téléphonique.* Le service de téléphonie filaire de Vidéotron fait concurrence aux ESLT et aux autres fournisseurs de services téléphoniques, aux fournisseurs de service de téléphonie VoIP et aux fournisseurs de service de téléphonie mobile.
- *Fournisseurs de services Internet indépendants (« FSI »).* Dans le domaine de l'accès Internet, les câblodistributeurs entrent en concurrence avec des FSI indépendants qui offrent des services d'accès Internet aux secteurs résidentiel et commercial, ainsi que des services VoIP et de distribution vidéo. Le CRTC force les grands câblodistributeurs titulaires canadiens à offrir un accès à leur réseau Internet haute vitesse aux fournisseurs de services Internet concurrents, selon des tarifs prescrits.
- *Services de télécommunication d'affaires.* Vidéotron Affaires entre en concurrence avec les ESLT, les revendeurs, les fournisseurs de services de vidéo sur demande par abonnement (surtout en matière de solutions VoIP), les fournisseurs de services gérés et les fournisseurs de services TI.

2.2 MÉDIA

Le secteur Média est dédié aux médias de divertissement et d'information, lequel regroupe les activités de Groupe TVA, de MédiaQMI, de Québecor Média Affichage, de Réseau Québecor Média, d'Imprimerie Québecor Média et de NumériQ. Le secteur Média exerce ses activités dans la télédiffusion, les services cinématographiques et audiovisuels, la production et la distribution de contenus télévisuels, l'édition de magazines, l'édition de journaux et d'autres activités reliées aux médias.

Québecor Média détient 68,37 % des titres de participation en circulation de Groupe TVA et contrôle 99,97 % des titres comportant droit de vote de cette société. Elle détient également 100 % des titres comportant droit de vote et des titres de participation en circulation de MédiaQMI, de Réseau Québecor Média, d'Imprimerie Québecor Média et de NumériQ.

2.2.1 Télédiffusion

Par l'intermédiaire de Groupe TVA, filiale de Québecor Média, la Société exploite le plus important réseau de télévision privé de langue française en Amérique du Nord. Groupe TVA est propriétaire unique de 6 des 10 stations de télévision qui forment le Réseau TVA (le « **Réseau TVA** »), ainsi qu'un portefeuille de canaux spécialisés, dont notamment LCN, TVA Sports, addik^{TV}, Prise 2, YOOPA, CASA, MOI ET CIE, Évasion et Zeste. Chacune de ces chaînes spécialisées a une présence numérique, à travers notamment www.qub.ca/TVAPLUS, www.tvanouvelles.ca et www.tvasports.ca qui sont les trois plus visités des sites Internet du Groupe TVA. De plus, Groupe TVA possède une participation dans deux stations affiliées du Réseau TVA. En plus de la télévision linéaire, le Réseau TVA et certaines chaînes spécialisées offrent du contenu sur demande et du continu via leurs applications multiplateformes et mobiles. Par l'intermédiaire de différentes filiales et divisions, Groupe TVA est un fournisseur de services de production commerciale.

Une description détaillée des activités de télédiffusion telles qu'elles sont exploitées par Groupe TVA est présentée dans la notice annuelle de Groupe TVA datée du 20 février 2023; des extraits pertinents de cette description sont reproduits à l'annexe A de la présente notice annuelle.

2.2.2 Services cinématographiques et audiovisuels

Groupe TVA est propriétaire de MELS Studios et Postproduction s.e.n.c., une société spécialisée dans l'offre de services de location de studios, d'équipement mobile et d'équipement de production, des activités de doublage et de vidéodescription ainsi que de services de postproduction, de production virtuelle et d'effets visuels destinés à l'industrie du cinéma et de la télévision.

Une description détaillée des activités des services cinématographiques et audiovisuels telles qu'elles sont exploitées par Groupe TVA est présentée dans la notice annuelle de Groupe TVA datée du 20 février 2023; des extraits pertinents de cette description sont reproduits à l'annexe A de la présente notice annuelle.

2.2.3 Édition de magazines

Par l'entremise de sa filiale TVA Publications inc., Groupe TVA publie un grand nombre de titres de langue française dans des créneaux variés y compris les arts et spectacles, la télévision, la mode et la beauté, la gastronomie, les voyages, le style de vie et publie certains des titres les plus populaires de langue anglaise au Canada. Groupe TVA commercialise également des produits numériques liés aux différents titres de magazines. Groupe TVA s'impose comme le premier éditeur de magazines francophones au Québec et un chef de file dans l'industrie de la publication de magazines au Canada.

Une description détaillée des activités d'édition de magazines telles qu'elles sont exploitées par Groupe TVA est présentée dans la notice annuelle de Groupe TVA datée du 20 février 2023; des extraits pertinents de cette description sont reproduits à l'annexe A de la présente notice annuelle.

2.2.4 Production et distribution

Par l'entremise des sociétés du groupe Incendo, Groupe TVA exerce des activités de production et de distribution d'émissions de télévision, de films et de téléseries destinées au marché mondial.

Une description détaillée des activités de production et de distribution telles qu'elles sont exploitées par Groupe TVA est présentée dans la notice annuelle de Groupe TVA datée du 20 février 2023; des extraits pertinents de cette description sont reproduits à l'annexe A de la présente notice annuelle.

2.2.5 Édition de journaux

2.2.5.1 Activités de presse

Québecor exploite son entreprise de presse, soit *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*, par l'intermédiaire de MédiaQMI. Ses quotidiens diffusent l'information en format imprimé traditionnel et par l'intermédiaire de leurs sites web, soit www.journaldemontreal.com et www.journaldequebec.com.

Les quotidiens payants

Le Journal de Montréal et *Le Journal de Québec* sont des tabloïds. Ce sont des journaux à grand tirage qui présentent une couverture succincte et complète de l'actualité, en mettant l'accent sur les informations locales, les sports et les arts et spectacles. Le format tabloïd fait un emploi important de la couleur, de

photos et de graphiques. Chaque journal contient des encarts sur des sujets d'intérêt tels que la mode, le style de vie et d'autres rubriques spécialisées.

Selon les statistiques de la Société, les tirages cumulatifs des journaux du secteur Média au 31 décembre 2022 s'élèvent à environ 1,2 million d'exemplaires par semaine en formats papier et électronique.

- **Le Journal de Montréal.** *Le Journal de Montréal* est publié six jours par semaine et est distribué par Réseau Québecor Média. Les principaux concurrents de *Le Journal de Montréal* sont La Presse+ et The Montreal Gazette. Le site Internet de *Le Journal de Montréal* est accessible à l'adresse www.journaldemontreal.com.
- **Le Journal de Québec.** *Le Journal de Québec* est publié six jours par semaine et est distribué par Réseau Québecor Média. Le principal concurrent de *Le Journal de Québec* est Le Soleil. Le site Internet de *Le Journal de Québec* est accessible à l'adresse www.journaldequebec.com.

2.2.5.2 Concurrence

L'industrie des journaux subit actuellement des changements soutenus et fondamentaux, notamment en raison des possibilités grandissantes du libre accès aux médias, des changements aux habitudes du lectorat, de la transférabilité des données numériques, de l'avènement de l'information en temps réel et de la modification à long terme du marché de la publicité. Ces facteurs ont tous un effet sur la nature de la concurrence exercée dans l'industrie des journaux. La concurrence provient de plus en plus non seulement d'autres journaux (y compris d'autres journaux nationaux, urbains, tant payants que gratuits, et de banlieue), de magazines, de la télédiffusion, de la radiodiffusion, du marketing direct et des logiciels courriel en solo et en partage, mais aussi des plateformes de médias numériques.

2.2.5.3 Publicité et revenus des tirages et des produits numériques

Les revenus publicitaires sont la plus importante source de revenus des activités de presse de Québecor et représentaient 40,9 % du total des revenus tirés de ses activités de presse en 2022. Les tarifs publicitaires sont établis en fonction de la taille du marché dans lequel chaque journal est distribué, du tirage, du lectorat, de la composition démographique du marché et de la disponibilité d'autres médias publicitaires.

Les principales catégories de revenus publicitaires de ses activités de presse sont la publicité au détail et la publicité nationale. La plupart des annonceurs au détail sont des détaillants d'automobiles, des grands magasins, des magasins d'appareils électroniques et des magasins de meubles.

Les ventes provenant du tirage sont la deuxième source de revenus en importance de ses activités de presse et ont compté pour 39,2 % du total des revenus tirés des activités de presse en 2022.

Les revenus tirés des produits numériques représentaient 15,7 % du total des revenus tirés des activités de presse en 2022. Les revenus tirés des produits numériques proviennent de la publicité placée sur ses sites Internet et des abonnements numériques à l'édition électronique de ses journaux. Les revenus tirés des produits numériques représentent une occasion de croissance pour les activités de presse.

2.2.5.4 Caractère saisonnier et cyclique

Les résultats d'exploitation des activités de presse de Québecor présentent une tendance saisonnière récurrente, c'est-à-dire que cette dernière enregistre des revenus publicitaires plus élevés au printemps et à l'automne.

Les activités de presse de Québecor sont de nature cyclique. Les résultats d'exploitation de ses activités sont sensibles aux conditions économiques locales, régionales et nationales puisque ses revenus sont tributaires pour une large part des ventes de publicité.

2.2.6 Autres opérations

2.2.6.1 Impression commerciale

Par l'entremise de sa filiale à part entière, Imprimerie Québecor Média, Québecor opère un atelier d'impression situé à Mirabel, au Québec qui imprime *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*.

Les services d'impression commerciale que Québecor offre à des tiers lui procurent une source additionnelle de revenus qui tire parti de l'équipement existant disposant d'une surcapacité. Dans ses activités d'impression commerciale pour des tiers, Québecor fait face à la concurrence d'autres éditeurs de journaux ainsi que d'imprimeurs commerciaux. Ses avantages concurrentiels dans ce domaine comprennent un équipement moderne et sa capacité de facturer des projets sur une base de coûts variables puisque ses activités de base liées aux journaux couvrent ses frais généraux.

2.2.6.2 Distribution de périodiques au Québec

Par l'intermédiaire de Messageries Dynamiques, une division de Réseau Québecor Média, Québecor livre des magazines et des journaux à des distributeurs à travers un réseau desservant près de 6 330 points de vente. Son service de livraison à domicile livre plusieurs quotidiens québécois et canadiens, incluant *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*, à plus de 137 700 foyers chaque jour.

2.2.6.3 Affichage extérieur

Québecor est active dans le domaine de l'affichage extérieur et plus particulièrement dans l'installation, l'entretien et la gestion de supports de publicité extérieurs, notamment sur les autobus et les abribus. À cet égard, elle a signé une entente de 10 ans avec la Société de transport de Lévis, une entente de 20 ans avec la Société de transport de Laval, une entente de 20 ans avec la Société de transport de Montréal (STM), une entente de 10 ans avec la Société de transport de Sherbrooke (STS) et une entente de 10 ans avec le Réseau de transport de Longueuil (RTL).

2.2.6.4 Production de contenus numériques

Par l'entremise de sa filiale à part entière, NumériQ, Québecor regroupe les ressources de production de contenu numérique des médias de l'entreprise afin de créer des plateformes numériques et du contenu pour ses différentes plateformes.

NumériQ exploite également plusieurs autres marques numériques, notamment *Le Guide de l'auto*, *Le sac de chips*, *Pèse sur Start*, *Silo 57* et *24 Heures.ca*. En outre, NumériQ a lancé QUB radio, une plateforme audio accessible sur Internet ou via une application, qui propose une grille d'émissions de radio en direct et une bibliothèque de baladodiffusions.

NumériQ conçoit, développe et opère les applications et les sites Web du secteur Média. Les applications et les sites Web de Québecor atteignent près de 6,5 millions de visiteurs uniques par mois au Canada.

L'ensemble du contenu numérique de Québecor est désormais disponible sur QUB, une plateforme dévoilée le 15 septembre 2021. QUB offre aux usagers l'ensemble de ses contenus d'information et de divertissement à un seul et même endroit. Accessible sur Internet et sur application mobile, QUB héberge les nouvelles, les vidéos, la musique et le contenu audio de Québecor dans un flux personnalisable selon les intérêts de l'utilisateur, et génère des suggestions personnalisées d'articles, de clips vidéo et audio et de podcasts provenant de plus de 50 sources et médias de Québecor.

2.3 SPORTS ET DIVERTISSEMENT

Les principales activités de Québecor dans le secteur Sports et divertissement sont la production, la promotion et la gestion de spectacles et de divers événements sportifs, culturels et d'entreprises, la gestion de deux équipes de la LHJMQ, l'exploitation et la gestion du Centre Vidéotron ainsi que l'édition et la distribution de livres et la production et la distribution de musique.

2.3.1 Centre Vidéotron

Le Centre Vidéotron est un amphithéâtre situé dans la ville de Québec qui compte 18 400 sièges et qui accueille les Remparts de Québec ainsi qu'un éventail d'événements et de spectacles mettant en vedette des artistes locaux et internationaux. En vertu d'une entente d'une durée de 25 ans conclue avec la Ville de Québec, Québecor possède les droits d'utilisation et d'identification jusqu'en 2040. Québecor loue le Centre Vidéotron et génère des revenus par la vente de publicité et de commandites, de même que par la vente de nourriture et de boissons lors des événements et des spectacles.

Le secteur Sports et divertissement a des partenariats stratégiques visant l'exploitation du Centre Vidéotron avec les plus gros promoteurs mondiaux de spectacles et le service de billetterie Ticketmaster. Enfin, le secteur Sports et divertissement a conclu des partenariats stratégiques avec Levy Restaurants, dans le but d'offrir au Centre Vidéotron une expérience culinaire de calibre mondial en s'appuyant sur un programme d'achat de produits locaux, avec La Brasserie Labatt du Canada à titre de fournisseur de bière officiel au Centre Vidéotron ainsi qu'avec Alex Coulombe Ltée (le distributeur local de Pepsi Co) qui est devenu le fournisseur officiel de boissons gazeuses, d'eau gazéifiée et de boissons isotoniques au Centre Vidéotron.

Au cours des années 2020, 2021 et 2022, le Centre Vidéotron a été forcé de cesser ses activités en raison des mesures mises en place par le gouvernement du Québec afin de freiner la propagation de la COVID-19. Conséquemment, peu d'événements ont eu lieu au cours des années 2020 et 2021 ainsi que les deux premiers mois de 2022. Les activités ont repris à compter de la mi-mars 2022. Au cours des dix derniers mois de 2022, plusieurs tournées de spectacles ont repris et plusieurs spectacles d'envergure furent présentées, dont ceux de Roger Waters, Pearl Jam et Backstreet Boys.

2.3.2 Théâtre Capitole

En 2020, le secteur Sports et divertissement a annoncé l'acquisition de la salle de spectacles du Capitole de Québec, le Théâtre Capitole, située au cœur du quartier des spectacles de Québec. Cette salle est bien connue au Québec et est une des plus occupées de la région avec plus de 175 événements par année. En raison des mesures mises en place pour freiner la propagation de la COVID-19, la Société n'a pas été en mesure de démarrer les opérations en 2020 tel que prévu. Québecor a toutefois pu opérer avec certaines restrictions pendant une grande partie de l'année 2021, jusqu'à ce qu'elle soit à nouveau fermée le 17 décembre 2021. Les restrictions ont finalement été levées en mars 2022. Malgré le fait que les activités ont repris seulement en mars 2022, plus de 165 spectacles ont été présentés en dix mois d'opérations dont trois séries fort populaires soit la tournée « Révolution », la comédie musicale « Rock of Ages » et pour clore l'année 2022, « Elvis Expérience ».

2.3.3 Gestion de salles de spectacles de casinos

Le 6 octobre 2021, Québecor a annoncé que Québecor Sports et divertissement devenait le nouveau gestionnaire de la salle Cabaret du Casino de Montréal, le plus grand casino au Canada. Les spectacles ont commencé le 27 octobre 2021 mais ont arrêté le 17 décembre 2021 en raison des restrictions de la COVID-19. Les restrictions ont finalement été levées en mars 2022. Québecor Sports et divertissement prévoit positionner celui-ci comme l'un des principaux espaces de spectacle de la ville.

Le 25 octobre 2022, Québecor a annoncé que Québecor Sports et divertissement devenait le nouveau gestionnaire du Théâtre du Casino du Lac-Leamy.

2.3.4 Équipes de hockey LHJMQ

Québecor détient deux franchises de la LHJMQ, soit L'Armada de Blainville-Boisbriand (73,3 %) et les Remparts de Québec (100 %).

2.3.5 Gestion et production d'événements et production de spectacles

Par l'entremise de sa filiale Gestev, gestionnaire d'événements sportifs et culturels et gestionnaire de site et producteur ayant des activités au Québec, et dans les villes d'Ottawa, Toronto et Edmonton, Québecor a produit, dans le passé, de nombreux événements prestigieux et continue de le faire. Par exemple, la course urbaine de patinage sur glace extrême Red Bull Crashed Ice, le Vélirium (festival et coupe du monde de vélo de montagne et la coupe du monde UCI), Ski Tour (coupe du monde de ski de fond de la FIS), le Jamboree (incluant les championnats du monde de planche à neige et de ski en style libre de la FIS), un événement majeur PBR (Professionnal Bull Rider event), les finales du FIVB Beach Volley World, le Marathon de Québec (un événement de 3 jours de course à pied) et le festival de musique « CIGALE » (un événement extérieur de 2 jours). Québecor produit sur une base annuelle, approximativement 200 événements d'entreprises privées et publiques. Québecor gère également le site de la Baie de Beauport, une plage dans la ville de Québec.

2.3.6 Édition et distribution de livres

Québecor est également active dans l'édition et la distribution de livres par le biais de l'éditeur scolaire Éditions CEC, de 18 éditeurs de littérature générale sous Sogides, et de Messageries A.D.P. Inc. (« **Messageries ADP** »). Par le biais de Sogides et d'Éditions CEC, éditeur dans le domaine scolaire, Québecor exerce des activités dans le domaine de l'édition de livres de langue française et forme un des groupes d'éditeurs les plus importants au Québec. En 2022, Québecor a publié ou réédité au total 269 titres en format papier et 252 titres en format numérique.

Au 31 décembre 2022, par l'entremise de Messageries ADP, Québecor est le distributeur exclusif de plus de 275 éditeurs québécois et européens d'ouvrages de langue française. Messageries ADP distribue des ouvrages de langue française à environ 2 300 points de vente au Canada. De plus, Messagerie ADP distribue environ 11 000 livres numériques. Il s'agit du plus grand distributeur de livres français au Canada, avec environ 67 000 titres disponibles à la vente.

2.3.7 Musique

Le 10 février 2021, Québecor a annoncé l'acquisition de Les disques Audiogramme Inc. (« **Audiogramme** »), une des maisons de disques francophones les plus réputées.

Par l'entremise de ses filiales Musique Sélect inc. et Audiogramme, Québecor crée et produit des enregistrements sonores, des vidéos et des spectacles sur scène. Audiogramme est également une maison d'éditions musicales reconnue qui agit non seulement à titre d'éditeur mais offre également des services d'administration d'éditions musicales.

La division « Musicor Spectacles » de Musique Sélect inc. a créé et produit en 2022 les spectacles « Rock of Ages » et la tournée « Revolution ». Musicor Spectacles et Audiogramme font également la production de spectacles de plusieurs artistes québécois de renom et de la relève.

Malgré le fait que ses artistes évoluent dans le monde de la musique francophone, ceux-ci rayonnent aussi bien au Québec qu'à l'international. Avec l'acquisition d'Audiogramme, la Société est bien positionnée pour faire connaître la prochaine génération de talents locaux.

Au cours de l'année civile 2021, Québecor a annoncé et procédé à la fermeture de ses divisions de distribution (Distribution Select et Trans Canada).

2.3.8 Concurrence

Le Centre Vidéotron est en concurrence avec le Centre Bell (Montréal), La Place Bell (Laval), Le Centre Canadian Tire (Ottawa) ainsi que quelques autres amphithéâtres se situant dans un rayon de 700 kilomètres et moins (Boston, Kingston, Moncton). Tous ces concurrents se battent pour obtenir les quelques dates de tournées disponibles selon les calendriers de tournées des artistes. Pendant une période de deux semaines l'été, le Festival d'été de Québec (« **FEQ** ») est un autre concurrent important puisqu'il propose des spectacles intéressants à des prix modiques, et certains artistes ne participant pas au FEQ ne veulent pas jouer en compétition directe durant la programmation du FEQ.

L'équipe de hockey junior Les Remparts de Québec n'a pas réellement de concurrents directs dans le secteur du divertissement à caractère sportif dans la région de la Ville de Québec, ce qui n'est pas le cas pour l'équipe de hockey L'Armada de Blainville – Boisbriand qui évolue à Blainville, soit à moins de 15 kilomètres de la concession de la Ligue Américaine de hockey, le Rocket de Laval.

Gestev, qui gère des événements sportifs et culturels, est un joueur majeur dans la région de la Ville de Québec, mais elle évolue dans un marché très fragmenté où la concurrence est vive avec de nombreux concurrents.

Dans le sous-secteur de l'édition de livre en langue française, les concurrents de la Société sont situés au Québec. Dans certains domaines précis, certaines grandes maisons d'édition françaises sont en concurrence directe avec la Société.

L'industrie de la musique est contrôlée principalement par trois joueurs majeurs (Universal Music, Warner Music et Sony Music) possédant la grande majorité des parts de marché au Canada, qui produisent et distribuent leurs produits. Par contre, le marché musical est unique au Québec puisque sa population est majoritairement francophone et, par conséquent, il possède son propre *star système*.

2.4 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La Société utilise un certain nombre de marques de commerce pour ses produits et services, dont plusieurs ont été déposées auprès des autorités compétentes dans les territoires appropriés. De plus, la Société a des droits sur des marques non déposées en raison de leur usage. Elle prend les moyens juridiques requis pour protéger ses marques de commerce et est d'avis que celles-ci sont protégées adéquatement.

Les émissions de télévision de même que les films bénéficient d'un régime de protection juridique en vertu des lois sur les droits d'auteur des pays dans lesquels la Société exerce ses activités. Ces régimes de protection prévoient d'importantes sanctions tant civiles que criminelles en cas de diffusion ou de reproduction non autorisée. Le contenu de ses journaux ainsi que de ses sites Internet est également protégé par des droits d'auteur. La Société est propriétaire des droits d'auteur relatifs à chacune de ses publications prises dans leur totalité, de même que relativement à chaque contenu créé par ses employés dans le cadre de leur travail, sous réserve de quelques exceptions très limitées. La Société a conclu des contrats de licence avec des agences de presse, des pigistes et d'autres fournisseurs de contenu à des conditions qui, selon elle, permettent de répondre aux besoins de ses opérations reliées à l'édition. La Société est d'avis qu'elle a pris des mesures appropriées et raisonnables pour garantir, protéger et préserver ses droits, ou pour obtenir des engagements des titulaires de licences de garantir, protéger et préserver les droits d'auteur protégeant le contenu qu'elle crée ou distribue.

La Société a enregistré certains noms de domaine qu'elle utilise pour l'exploitation de sites Internet associés à ses activités dans les domaines de la télévision, de l'édition et de l'Internet. Puisque chaque nom de domaine Internet est unique, ses noms de domaine ne peuvent être enregistrés par d'autres entités tant que ses enregistrements sont valides.

2.5 RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS DE TRAVAIL

Au 31 décembre 2022, la Société comptait, sur une base consolidée, 8 832 employés. La Société comptait, aux 31 décembre 2021 et 2020, 9 172 et 9 787 employés, sur une base consolidée, respectivement. Un certain nombre d'employés travaillent à temps partiel. Le tableau qui suit donne certaines informations sur les employés de la Société, répartis par secteurs d'exploitation au 31 décembre 2022 :

<u>Secteurs d'exploitation</u>	<u>Nombre d'employés</u>	<u>Nombre d'employés régis par une convention collective</u>	<u>Nombre de conventions collectives</u>
Télécommunications	5 455	3 211	5
Vidéotron	5 272	3 175	4
Autres	183	36	1
Média	2 706	1 163	18
MédiaQMI	253	126	5
Groupe TVA.....	1 848	880	8
Autres	605	157	5
Sports et divertissement	492	148	4
Corporatif	179	-	-
Total	8 832	4 522	27

Au 31 décembre 2022, 51 % des employés de la Société étaient couverts par des conventions collectives. Par l'intermédiaire de ses filiales, la Société est actuellement partie à 27 conventions collectives.

- Vidéotron est partie à quatre conventions collectives, couvrant 3 175 employés syndiqués. Il y a deux conventions collectives visant les employés syndiqués de la région de Québec (402 employés syndiqués) et de la région du Saguenay (207 employés syndiqués), qui ont été renouvelées le 13 septembre 2022, et qui expireront le 31 décembre 2026. La convention collective visant 2 337 employés syndiqués de la région de Montréal est valide jusqu'au 31 décembre 2025. Finalement, la convention collective visant 229 employés syndiqués dans la région de Gatineau est venue à échéance le 31 août 2021. Des négociations sont en cours pour cette convention collective.
- La convention collective visant 36 employés syndiqués de SETTE inc., une filiale de Vidéotron, viendra à échéance le 31 décembre 2023.
- MédiaQMI est partie à cinq conventions collectives, visant 126 employés syndiqués. De ces cinq conventions collectives, une est en vigueur jusqu'au 4 avril 2026, une est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024 et une autre jusqu'au 30 juin 2023. Les deux autres conventions collectives sont venues à échéance en décembre 2022 et des négociations sont en cours pour ces deux conventions.
- Groupe TVA est assujettie à huit conventions collectives, couvrant 880 employés syndiqués. De ces huit conventions collectives, une est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024, une autre viendra à échéance le 31 décembre 2023 et les six autres sont venues à échéance. Des négociations sont en cours pour chacune des conventions collectives expirées.
- D'autres filiales du secteur Média sont parties à des conventions collectives visant 157 employés syndiqués :

Filiales	Employés	Échéances	Commentaires
Réseau Québecor Média Mirabel – Bureaux	30	31/12/2024	Aucun
Mirabel – Expédition	32	31/12/2025	Aucun
Réseau Québecor Média Québec – Entrepôt/Bureaux	9	30/09/2024	Aucun
Mirabel – Impression / Entretien	47	30/05/2026	Aucun
Réseau Québecor Média Mirabel – Entrepôt	39	01/05/2027	Aucun

- Le secteur Sports et divertissement est partie à quatre conventions collectives visant 148 employés syndiqués.

Filiales	Employés	Échéances	Commentaires
Théâtre Capitole	7	30/06/2020	Négociations en cours
Centre Vidéotron (opération et maintenance)	36	21/07/2026	Aucun
Éditions CEC	22	31/12/2022	Négociations en cours
Messageries ADP - Sogides	83	31/12/2024	Aucun

La Société n'a actuellement aucun conflit de travail et ne prévoit pas de conflit de travail dans un proche avenir.

La Société ne peut prédire l'issue de ses négociations actuelles ou futures se rapportant aux conflits de travail, le cas échéant, à la représentation syndicale ou au renouvellement des conventions collectives, ni garantir qu'elle ne subira pas d'arrêts de travail, grèves ou autres formes de moyens de pression d'ici le dénouement des négociations futures ou actuelles.

Une grève de ses travailleurs syndiqués ou une autre forme d'arrêt de travail pourrait perturber de façon importante ses activités, occasionner des dommages à ses biens ou provoquer une interruption de ses services, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur ses activités, ses actifs, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et sa réputation. Même en l'absence d'une grève ou d'autres moyens de pression, le dénouement des négociations de travail pourrait avoir une incidence défavorable sur ses activités et ses résultats d'exploitation. Ceci pourrait être le cas, si les négociations ou les contrats actuels ou futurs devaient restreindre davantage sa capacité à maximiser l'efficacité de ses activités. De plus, sa capacité à apporter des ajustements à court terme pour contrôler les coûts liés à la rémunération et aux avantages sociaux est limitée par les modalités de ses conventions collectives.

2.6 ENVIRONNEMENT

Certaines des activités d'exploitation de la Société sont assujetties à la législation et à la réglementation canadienne, provinciale et municipale relative, entre autres, aux émissions atmosphériques, à l'évacuation des eaux et au déversement des égouts, à la manutention et à l'élimination des déchets dangereux, au recyclage des déchets, à la restauration du sol des sites contaminés et à la protection de l'environnement en général. Les lois et les règlements relatifs à la sécurité en milieu de travail et à la santé des travailleurs

qui, entre autres, réglementent le risque d'exposition des employés aux substances dangereuses dans leur milieu de travail régissent également ses activités.

La conformité à ces lois n'a pas eu, et la direction ne s'attend pas à ce qu'elle ait, une incidence importante sur ses dépenses en immobilisations, son bénéfice net ou sa compétitivité. Les lois et les règlements environnementaux, de même que l'interprétation de ces lois et de ces règlements, ont toutefois évolué rapidement au cours des dernières années et pourraient continuer de le faire à l'avenir. La Société a suivi cette évolution de près et a modifié ses pratiques lorsque cela était nécessaire ou souhaitable.

Les propriétés antérieures et actuelles de la Société, de même que les zones adjacentes à ces propriétés, particulièrement celles situées dans des zones permettant un usage industriel depuis longtemps, peuvent avoir eu des usages antérieurs ou peuvent avoir des usages courants, dans le cas des propriétés avoisinantes, qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les propriétés de la Société et de nécessiter des études supplémentaires ou la prise de mesures correctives. Dans le cadre de ses activités reliées aux services cinématographiques et audiovisuels, Québecor est propriétaire de certains studios et terrains vacants, dont quelques-uns sont situés sur un ancien site d'enfouissement de déchets qui produisent des biogaz. Le biogaz est géré dans le respect des règlements provinciaux applicables.

La Société n'effectue pas actuellement d'études, ni ne prévoit en effectuer, et elle n'a pas pris de mesures correctives significatives, ni ne prévoit en prendre. De plus, il lui est impossible de garantir que tous les passifs environnementaux ont été établis, qu'un propriétaire antérieur de ses propriétés n'a pas créé des conditions environnementales importantes qu'elle ignore encore à ce jour, qu'une condition environnementale importante n'existe pas par ailleurs sur ses propriétés ou que des dépenses ne devront pas être engagées pour régler un cas connu ou inconnu de contamination.

La Société travaille actuellement sur des mesures préventives concernant les effets potentiels des changements climatiques qui, en augmentant les phénomènes météorologiques extrêmes, pourraient avoir une incidence sur ses activités, notamment en endommageant ses infrastructures et en augmentant la pression sur son réseau de télécommunications. La Société augmente la résilience de son réseau, par l'ajout de redondances, la modification ou l'adoption de nouveaux standards de construction et la collaboration avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« **ISDE** »), qui a défini les télécommunications comme étant une infrastructure essentielle.

RUBRIQUE 3 — FAITS SAILLANTS

L'information concernant les faits saillants, au cours des trois derniers exercices, des activités de télédiffusion, de services cinématographiques et audiovisuels, de magazines et de production et distribution de la Société, qui sont exploitées par le Groupe TVA, est présentée dans la notice annuelle du Groupe TVA datée du 20 février 2023 et les extraits pertinents de cette description sont reproduits à l'annexe A de la présente notice annuelle.

3.1 DÉVELOPPEMENT RÉCENTS

Le 13 janvier 2023, la facilité de crédit renouvelable garantie de Vidéotron, qui a été prolongée jusqu'en juillet 2026 en mai 2022, a été modifiée afin de l'augmenter de 1,50 G\$ à 2,00 G\$. Certaines clauses et conditions de cette facilité de crédit ont également été modifiées.

Le 17 janvier 2023, Québecor Média a remboursé à l'échéance ses billets de premier rang d'un montant en capital de 850,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,75 %, et les contrats de couverture afférents ont été réalisés pour une contrepartie totale en espèces de 830,9 M\$. Des prélèvements sur la facilité de crédit renouvelable garantie de Vidéotron ont été utilisés pour financer ce remboursement.

Le 26 janvier 2023, Québecor a annoncé un investissement de près de 10,0 M\$ par Vidéotron pour l'acquisition de nouvelles licences de spectre au Manitoba, dans la bande de 600 MHz, et au Québec, dans la bande de 3 500 MHz. L'acquisition a été réalisée au terme de la mise aux enchères de licences de spectre restantes qui s'est conclue le 25 janvier 2023.

Le 15 février 2023, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2023 à février 2024 et de modifier certaines modalités.

Le 22 février 2023, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,30 \$ par action sur les actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« **actions catégorie A** ») et sur les actions subalternes de catégorie B de la Société (comportant droit de vote) (« **actions catégorie B** »), payable le 4 avril 2023 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 mars 2023.

3.2 FAITS SAILLANTS 2022

3.2.1 Québecor

Le 23 février 2022, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,30 \$ par action sur les actions catégorie A et sur les actions catégorie B, une augmentation de 9%.

3.2.2 Québecor Média

Le 20 mai 2022, Québecor Média a amendé sa facilité de crédit renouvelable garantie de 300,0 M\$ afin de proroger son échéance à juillet 2025. Certaines conditions des facilités ont également été modifiées.

3.2.3 Télécommunications

Le 20 mai 2022, Vidéotron a amendé sa facilité de crédit renouvelable garantie de 1,50 G\$ afin de proroger son échéance à juillet 2026. Certaines conditions des facilités ont également été modifiées.

En juillet 2022, Vidéotron a fait l'acquisition de VMedia, un fournisseur indépendant de services de télécommunications reconnu dans le marché canadien. Cette entreprise devient ainsi un partenaire important qui permettra de bonifier le plan de Québecor à l'échelle canadienne par le biais d'offres multiservices avantageuses qui donneront aux consommatrices et consommateurs canadiens plus de choix à meilleur prix.

Le 12 août 2022, Vidéotron a conclu une entente définitive avec Rogers et Shaw Communications Inc. (« **Shaw** ») pour l'acquisition de Freedom Mobile Inc. (« **Freedom** ») pour un montant de 2,85 G\$ en assumant une encaisse et un endettement nuls (la « **Transaction Freedom** »). La Transaction Freedom se conclurait sensiblement au même moment que la clôture de l'acquisition de Shaw par Rogers. L'acquisition de Freedom inclut l'acquisition de toute la clientèle des services sans fil et Internet de la marque Freedom ainsi que de l'infrastructure, du spectre et des points de vente qui lui appartiennent. Elle comprend également un engagement à long terme de Shaw et de Rogers visant à fournir à Vidéotron des services de transport (notamment par l'intermédiaire du réseau de raccordement et du réseau dorsal) et des services d'itinérance. La Transaction Freedom contribuera à l'expansion des services de télécommunications de la Société en Ontario et dans l'Ouest canadien. Le 31 décembre 2022, le Tribunal de la concurrence a rejeté une demande du commissaire de la concurrence visant à bloquer l'acquisition de Freedom par Vidéotron ainsi que l'acquisition de Shaw par Rogers. Par la suite, le 24 janvier 2023, la Cour d'appel fédérale a rejeté l'appel de la décision du Tribunal par le commissaire. L'acquisition de Freedom par Vidéotron demeure, à ce stade-ci, conditionnelle à l'approbation d'ISDE, qui procède actuellement à l'étude de celle-ci. Rogers, Shaw et Vidéotron ont annoncé, le 17 février 2023, avoir convenu de reporter au 31 mars 2023 la date limite de clôture de toutes les transactions. En prévision de l'acquisition de Freedom, Vidéotron a obtenu des engagements de financement de la part d'un syndicat d'institutions

financières à l'égard d'une facilité de crédit à terme garantie d'une taille pouvant atteindre 2,40 G\$, composée de trois tranches ayant des échéances allant jusqu'à quatre ans.

3.2.4 Média

Le 15 février 2022, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2022 à février 2023 et de modifier certaines modalités.

Le 1^{er} avril 2022, la Société a annoncé que Jean Bureau, président et chef de la direction d'Incendo, quitterait la Société après avoir complété sa période de transition de trois ans, tel que prévu lors de l'acquisition de l'entité. Jean-Philippe Normandeau, qui est resté à son poste de chef des opérations, assure la continuité du développement d'Incendo, un leader canadien de la production cinématographique et télévisuelle. M. Normandeau est soutenu par une nouvelle unité de distribution sous la direction de Cynthia Kennedy, qui poursuit le développement et la croissance accélérée de ce segment.

3.2.5 Sports et divertissement

Le 25 octobre 2022, Gestev, une filiale du secteur Sports et divertissement, a annoncé qu'elle devenait le nouveau gestionnaire du Théâtre du Casino du Lac-Leamy, ce qui lui permet d'exploiter, de diffuser et d'offrir une programmation unique et diversifiée aux amateurs de spectacles de la grande région de Gatineau-Ottawa.

3.3 FAITS SAILLANTS 2021

3.3.1 Québecor

Le 24 février 2021, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,275 \$ par action sur les actions de catégorie A et sur les actions subalternes de catégorie B de la société, correspondant à une hausse de 38 % du dividende trimestriel versé, en conformité avec sa cible de verser 30 % à 50 % des flux monétaires libres de la Société.

3.3.2 Québecor Média

Le 5 juillet 2021, Québecor Média a remboursé par anticipation la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021

3.3.3 Télécommunications

Le 22 janvier 2021, Vidéotron a émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 650,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,125 % et échéant le 15 janvier 2031, pour un produit net de 644,0 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,0 M\$

Le 22 mars 2021, Vidéotron et le gouvernement du Québec, conjointement avec le gouvernement canadien, ont conclu des ententes dans le cadre de l'atteinte des objectifs gouvernementaux en matière de déploiement de services Internet haute vitesse dans diverses régions du Québec. En vertu de ces ententes, Vidéotron étendra son réseau Internet haute vitesse afin de brancher environ 37 000 foyers additionnels, et les gouvernements se sont engagés à fournir une aide financière d'environ 258,0 M\$ qui sera entièrement investie dans le prolongement du réseau de Vidéotron.

Le 1^{er} avril 2021, Vidéotron a annoncé l'acquisition de Cablovision Warwick inc. (« Cablovision Warwick ») et de son réseau qui dessert les municipalités de Warwick, de Kingsey Falls et de Saint-Félix-de-Kingsey,

dans le Centre-du-Québec, depuis plus de quatre décennies. Les clients de Cablovision Warwick auront ainsi accès au réseau de Vidéotron, y compris ses produits et services

Le 1^{er} avril 2021, la société R3D Conseil inc. (« R3D Conseil »), dont Québecor était l'un des principaux actionnaires, a été acquise par Groupe Alithya inc. (« Alithya »), un chef de file en stratégie et transformation numérique. Dans le cadre de cette transaction, Québecor a obtenu 11,9 % du capital-actions d'Alithya et 6,7 % des droits de vote liés aux actions émises et en circulation d'Alithya, et le gain sur disposition correspondant de 19,6 M\$ a été comptabilisé au deuxième trimestre 2021. Cette transaction comprend également des engagements par Québecor en volume d'achats de services d'Alithya totalisant environ 360,0 M\$ dans le cadre d'une entente commerciale de 10 ans.

Le 12 mai 2021, Vidéotron a annoncé le déploiement de son réseau 5G dans la ville de Québec, à la suite du lancement réussi sur le territoire de la ville de Montréal en décembre 2020.

Le 4 juin 2021, Jean-François Pruneau a quitté ses fonctions de président et chef de la direction de Vidéotron pour se consacrer à des projets d'investissements personnels. Les responsabilités de la présidence de Vidéotron ont été reprises par Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction de Québecor.

Le 17 juin 2021, Vidéotron a émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 750,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2028, pour un produit net de 743,2 M\$, déduction faite de frais de financement de 6,8 M\$. Vidéotron a également émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2029, pour un produit net de 599,6 M\$, déduction faite des frais de financement de 5,8 M\$.

Le 6 juillet 2021, Vidéotron a remboursé par anticipation la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 800,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021. L'actif des contrats de couverture afférent a également été réalisé.

Le 29 juillet 2021, Québecor a annoncé un investissement de près de 830,0 M\$ par Vidéotron pour l'acquisition de 294 blocs de spectre de la bande de 3 500 MHz à l'échelle du pays. Plus de la moitié de cet investissement se concentre hors Québec, dans quatre provinces canadiennes : l'est et le sud de l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

Le 17 août 2021, Vidéotron a lancé sa plateforme Vrai, une nouvelle plateforme québécoise par abonnement offrant des contenus spécialisés, non scriptés, de type style de vie, documentaire et divertissement afin de répondre à la forte demande pour ce type de contenu. Vrai présente des milliers d'heures de contenu entièrement en français, à consommer sur demande, y compris plus d'une centaine de nouvelles productions originales québécoises à sa première année d'existence.

3.3.4 Média

Le 11 février 2021, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2021 à février 2022 et modifier certaines modalités.

Le 16 juillet 2021, Groupe TVA, avec l'appui d'Investissement Québec et de la Ville de Montréal, a annoncé l'agrandissement des studios MELS, un chef de file de l'industrie cinématographique et télévisuelle au Canada, grâce à la construction de MELS 4. Cet agrandissement permettra à MELS de renforcer son positionnement sur le marché des mégaproductions et des séries étrangères.

Le 15 septembre 2021, Québecor a dévoilé la nouvelle plateforme numérique QUB qui répertorie à un seul et même endroit, l'ensemble de ses contenus d'information et de divertissement. Accessible sur Internet et sur application mobile, QUB se démarque de l'offre sur le marché en permettant aux usagers d'accéder à

un imposant volume de contenus multisources et multiformats, dont des articles, de la musique, des vidéos et de l'audio, en direct ou en rattrapage, par le biais d'une seule plateforme, facilitant ainsi la navigation et la découvrabilité des contenus.

Le 28 octobre 2021, la Société a annoncé la nomination de Régine Laurent à titre d'administratrice, établissant à huit le nombre d'administrateurs qui compose le conseil d'administration de la Société. Présidente de la Commission Laurent et ancienne présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, son savoir-faire, son expertise et sa connaissance des médias seront largement mis à contribution au sein du conseil d'administration de TVA.

Le 28 octobre 2021, la Société a annoncé que France Lauzière quittait définitivement ses fonctions de présidente et chef de la direction de la Société pour des raisons familiales, raisons qui l'avaient également amenée à débiter une pause professionnelle le 14 avril 2021. Rappelons que depuis son arrivée au sein de la Société en 2001, elle a contribué à consolider la position exceptionnelle de TVA à titre de chef de file de la télévision québécoise. Forte de cette expertise en contenu, elle demeurera toutefois disponible pour collaborer avec l'entreprise dans certains dossiers stratégiques. Pierre Karl Péladeau continuera d'assumer sur une base intérimaire les responsabilités de la présidence de TVA.

En décembre 2021, Investissement Québec a accordé à Groupe TVA un prêt non garanti sans intérêt d'un montant maximum de 25 millions de dollars afin de soutenir la construction d'un quatrième studio MELS. Le prêt contient certaines clauses restrictives ainsi que des déclarations et des garanties. Au 31 décembre 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur le prêt non garanti.

3.3.5 Sports et divertissement

Le 1^{er} février 2021, le secteur Sports et divertissement a acquis Audiogramme, la plus importante maison de disques francophone indépendante en Amérique du Nord, qui comprend, entre autres, Editorial Avenue, la plus importante maison d'édition musicale francophone au Canada, continuant ainsi à soutenir le talent des artistes du Québec et à assurer le rayonnement et la diffusion de la musique québécoise.

Le 6 octobre 2021, Gestev, une entité du secteur Sports et divertissement, est devenue le nouveau gestionnaire du Cabaret du Casino de Montréal, il s'agit du plus grand casino au Canada et du premier endroit au Québec à être équipé de l'audio 3D, créant une expérience de son ambiophonique inoubliable. Québecor prévoit positionner celui-ci comme l'un des principaux espaces de spectacle de la ville.

3.4 FAITS SAILLANTS 2020

3.4.1 Québecor

Le 15 juillet 2020, la facilité de crédit renouvelable de Québecor d'un montant de 50,0 M\$ est venue à échéance et n'a pas été renouvelée.

3.4.2 Télécommunications

Vidéotron s'est vu décerner la première place dans la catégorie Technologies et télécommunications aux prix BIP Recherche-ICO des organisations de confiance de la dernière décennie, décernée par l'Institut de la confiance dans les organisations (ICO) le 11 mars 2020. Vidéotron figure également au palmarès des Meilleurs employeurs à Montréal pour 2020 dévoilé par Médiacorp Canada Inc. le 30 janvier 2020.

Du 13 mars au 30 juin 2020, de même que du 20 décembre 2020 au 3 janvier 2021, Vidéotron a suspendu les plafonds de données sur tous les forfaits Internet résidentiels et affaires de ses clients afin de favoriser la mise en place de mesures de télétravail efficaces au sein des entreprises québécoises et de permettre à ses clients de rester connectés avec leurs proches durant la pandémie de la COVID-19. Du 13 mars au 30

juin 2020, Vidéotron a également annulé les tarifs d'itinérance pour les voyageurs à l'extérieur du Canada et a retiré les frais liés à l'Option voyageur 24 h.

Le 15 décembre 2020, Vidéotron a annoncé le lancement de son réseau 5G, dont la mise en service initiale s'effectue de façon progressive sur le territoire de la ville de Montréal pour ensuite se poursuivre ailleurs au Québec. Technologie d'avant-garde, le réseau 5G offre aux clients des vitesses de chargement et de téléchargement plus rapides, tout en permettant l'implantation de nouvelles applications.

3.4.3 Média

Le 21 février 2020, la Société a diminué la taille de sa facilité de crédit de 150,0 M\$ à 75,0 M\$ et modifié certaines modalités.

Le 30 septembre 2020, Groupe TVA a annoncé que MELS Studios et Postproduction a obtenu la certification Dolby Atmos 9.1.4 Home Entertainment, une première au Canada. Cette certification est réservée aux entreprises qui respectent les normes les plus élevées en vue d'offrir une qualité sonore optimale aux cinéphiles du monde entier.

3.4.4 Sports et divertissement

Le 17 juin 2020, le secteur Sports et divertissements a annoncé l'acquisition de la salle de spectacle du Capitole de Québec, le Théâtre Capitole, permettant ainsi de bonifier l'offre de spectacles dans la capitale nationale grâce à cette salle unique et centenaire pouvant accueillir jusqu'à 1 300 personnes.

RUBRIQUE 4 — ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

4.1 ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration de Québecor (le « **Conseil** ») est chargé de superviser la gestion des affaires commerciales et internes de la Société, en vue d'augmenter la valeur pour ses actionnaires. Il est également responsable de la bonne gouvernance de la Société et, à ce titre, doit superviser de façon efficace et indépendante les activités et les affaires de la Société, lesquelles sont gérées au quotidien par la direction. Le Conseil peut déléguer certaines tâches à des comités du conseil. Cette délégation ne dégage pas le Conseil de ses responsabilités générales de gestion de la Société.

Le texte du mandat du Conseil, tel que modifié le 2 novembre 2022, est joint en tant qu'annexe B à la présente notice annuelle.

Les statuts de la Société (les « **Statuts** ») prévoient que le Conseil doit être composé d'au moins trois et d'au plus quinze administrateurs et prévoient, de plus, que les membres du Conseil sont divisés en deux catégories d'administrateurs. Les détenteurs d'actions subalternes de catégorie B, votant séparément comme catégorie, ont le droit d'élire le nombre de membres au Conseil de la Société représentant 25 % de la totalité des membres au Conseil ou, si 25 % de la totalité des membres au Conseil n'est pas un nombre entier, le nombre entier supérieur le plus proche du nombre de membres au Conseil constituant au moins 25 % de tous les membres au Conseil (les « **administrateurs de la catégorie B** »). Les détenteurs d'actions catégorie A, votant séparément comme catégorie, ont le droit d'élire les autres membres au Conseil (les « **administrateurs de la catégorie A** »).

Le Conseil est composé de huit administrateurs. Le mandat de chacun d'eux se termine lors de l'élection de son successeur, à moins qu'il ou elle ne démissionne ou que son poste ne devienne vacant pour cause de décès ou de destitution ou pour toute autre raison. Le tableau qui suit donne, au 7 mars 2023, le nom des administrateurs, leur lieu de résidence, leur occupation principale, de même que l'année où ils ou elles

ont été nommés ou élus administrateurs pour la première fois ainsi que les comités du conseil auxquels chacun siège.

Toutes les informations incluses dans cette rubrique ont été fournies par les administrateurs.

ADMINISTRATEURS DE LA CATÉGORIE A

Nom et lieu de résidence	Occupation principale	Administrateur depuis
André P. Brosseau ⁽¹⁾⁽²⁾ Montréal, Québec, Canada	Président du conseil et chef de la direction Les Investissements Du Musée inc. (société de gestion de patrimoine)	2016
Michèle Colpron, FCPA-FCA, ASC ⁽¹⁾ Saint-Lambert, Québec, Canada	Administratrice de sociétés	2020
Sylvie Lalande, ASC-C.Dir ⁽²⁾ Lachute, Québec, Canada	Vice-présidente du conseil et administrateur en chef de Québecor et de Québecor Média Administratrice de sociétés Présidente du conseil Groupe TVA	2011
Le très Honorable Brian Mulroney, C.P., C.C., LL.D. Montréal, Québec, Canada	Associé principal Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. (cabinet d'avocats) Président du conseil Québecor et Québecor Média	1999
Érik Péladeau Sainte-Adèle, Québec, Canada	Président Cie de publication Alpha inc. (société de portefeuille)	2015
Jean B. Péladeau Montréal, Québec, Canada	Vice-président, Convergence opérationnelle Québecor Média	2022

ADMINISTRATEURS DE LA CATÉGORIE B

Nom et lieu de résidence	Occupation principale	Administrateur depuis
Chantal Bélanger, FCPA, ASC-C.Dir ⁽¹⁾ Blainville, Québec, Canada	Administratrice de sociétés	2018
Lise Croteau, FCPA-FCA, ASC ⁽¹⁾⁽²⁾ Mont-Tremblant, Québec, Canada	Administratrice de sociétés	2019

(1) Membre du comité d'audit et de gestion des risques.

(2) Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise.

Chacun des administrateurs mentionnés ci-dessus a exercé, au cours des cinq dernières années, son occupation principale actuelle ou occupé d'autres postes de direction au sein de la même société ou de sociétés associées, y compris des sociétés appartenant au même groupe et des sociétés qu'elles ont remplacées, qui sont indiqués en regard de son nom, à l'exception d'Érik Péladeau qui était président de Groupe Lelys inc. jusqu'au 30 juin 2018.

4.2 MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Le tableau qui suit présente le nom de chaque membre de la haute direction, son lieu de résidence ainsi que son poste au sein de la Société au 7 mars 2023.

Nom et lieu de résidence	Poste au sein de la Société
Le très Honorable Brian Mulroney, P.C., C.C., LL. D. Montréal, Québec, Canada	Président du conseil*
Sylvie Lalande, ASC-C.Dir. Lachute, Québec, Canada	Vice-présidente du conseil et administrateur en chef*
Pierre Karl Péladeau Montréal, Québec, Canada	Président et chef de la direction
Hugues Simard Montréal, Québec, Canada	Chef de la direction financière
Jonathan Lee Hickey Montréal, Québec, Canada	Vice-président principal, Affaires juridiques et secrétariat corporatif
Jean-François Parent Verdun, Québec, Canada	Vice-président et trésorier
Denis Sabourin Mille-Isles, Québec, Canada	Vice-président et contrôleur corporatif

* Monsieur Brian Mulroney est président du conseil de Québecor. Ce poste étant à temps partiel, il n'est pas considéré comme un membre de l'équipe de direction. Madame Sylvie Lalande occupe la fonction de vice-présidente du conseil et administrateur en chef de Québecor à temps partiel et n'est pas considérée comme étant un membre de l'équipe de direction.

Tous les membres de la haute direction de Québecor ont exercé la fonction principale indiquée ci-dessus, ou ont exercé d'autres fonctions au sein du groupe Québecor au cours des cinq dernières années, à l'exception de :

- Hugues Simard qui a été vice-président exécutif et chef de la direction financière de Indigo Books & Music Inc. à Toronto de juin 2017 à décembre 2018. Avant d'occuper cette fonction, il a occupé, sur une période de près de 20 ans, plusieurs rôles clés dans différentes filiales de Québecor, dont notamment celui de vice-président principal et chef de la direction financière de Vidéotron ltée de 2014 à 2017.

Au 7 mars 2023, à la connaissance de la Société et selon les informations reçues, ses administrateurs et ses dirigeants, en tant que groupe, détenaient à titre de véritables propriétaires, directement ou indirectement, ou contrôlaient, 69 879 516 de ses actions de catégorie A (soit 90,79 % des actions de catégorie A) et 835 880 de ses actions de catégorie B (soit 0,54 % des actions de catégorie B).

4.3 INTERDICTION D'OPÉRATIONS, FAILLITES, AMENDES OU SANCTIONS

À la connaissance de la Société et selon l'information fournie par les administrateurs et les membres de la haute direction, au cours des dix dernières années, aucun administrateur ou membre de la haute direction de la Société, à l'exception de la personne mentionnée ci-dessous, ni aucun actionnaire détenant suffisamment de titres de la Société pour influencer de façon importante sur le contrôle de la Société, (i) n'est ou n'a été administrateur ou membre de la haute direction d'une autre société qui a, pendant que la personne exerçait cette fonction ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction, fait faillite, fait une

proposition concordataire en vertu de toute législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens, ou ii) n'a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens.

André P. Brosseau était administrateur de Virtutone Network Inc. jusqu'en novembre 2014. Cette société a déposé en janvier 2015 un avis d'intention de faire une proposition aux termes de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.

À la connaissance de la Société et selon l'information fournie par les administrateurs et les membres de la haute direction, au cours des dix dernières années, aucun administrateur ou membre de la haute direction de la Société, à l'exception de la personne mentionnée ci-dessous, n'est ou n'a été administrateur, chef de la direction ou chef des finances d'une société qui a fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable, ou s'est vu refuser le droit de se prévaloir de toute dispense pouvant être accordée en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières, pendant plus de 30 jours consécutifs, alors que cet administrateur ou membre de la haute direction exerçait les fonctions d'administrateur, chef de la direction ou chef des finances ou à la suite de la cessation d'une de ces fonctions mais en raison d'un événement survenu pendant que cette personne exerçait une de ces fonctions.

Le 5 mai 2012, André P. Brosseau était administrateur d'Aptilon Corporation (maintenant Groupe DMD connexions santé numériques Inc.) alors que ses titres ont fait l'objet d'une interdiction d'opérations émise par l'Autorité des marchés financiers dans le contexte du défaut d'avoir déposé ses états financiers annuels 2011, son rapport de gestion et ses attestations annuelles connexes. En juillet 2012, une interdiction d'opérations similaire a été émise par les commissions des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de l'Alberta et de l'Ontario. Le 22 février 2013, une interdiction d'opérations similaire a aussi été émise par la commission des valeurs mobilières de l'Alberta, qui visait également le défaut de produire les états financiers, les rapports de gestion intermédiaires et les attestations y afférentes pour l'exercice financier 2011 et les périodes financières terminées les 31 mars, 30 juin et 30 septembre 2012. Ces interdictions furent levées le 28 août 2014 et les actions de Groupe DMD connexions santé numériques Inc. ont été transigées à nouveau à la Bourse NEX le 22 octobre 2014.

RUBRIQUE 5 — COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES

5.1 MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES

Le comité d'audit et de gestion des risques de Québecor (le « **comité d'audit** ») aide le Conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance i) de l'efficacité des contrôles internes et financiers, ii) de la qualité et de l'intégrité de la présentation des états financiers et de l'information financière et iii) des processus d'identification et de gestion des risques d'entreprise de Québecor, incluant les risques liés aux questions d'environnement, de société et de gouvernance. Le comité d'audit surveille également le respect par la Société de ses engagements financiers ainsi que des exigences légales et réglementaires régissant les questions de présentation de l'information financière et de gestion des risques financiers.

Le mandat du comité d'audit a été revu par le Conseil de la Société le 2 novembre 2022. Un exemplaire du mandat du comité d'audit est joint en tant qu'annexe C à la présente notice annuelle.

5.2 COMPOSITION DU COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES

Au 7 mars 2023, le comité d'audit de Québecor est composé de Chantale Bélanger (présidente), André P. Brosseau, Michèle Colpron et Lise Croteau.

Le Conseil a déterminé que chacun des quatre membres du comité d'audit était indépendant et possédait des compétences financières au sens du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (« **Règlement 52-110** »).

5.3 FORMATION ET EXPÉRIENCE PERTINENTES

Membre	Formation et expérience pertinentes
Chantal Bélanger (Présidente)	Madame Bélanger est Fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec. Elle a occupé diverses fonctions à la Banque Laurentienne de 1986 à 2006 notamment comme vice-présidente principale des Services bancaires aux particuliers pour le Québec, ombudsman et directeur des audits internes et des systèmes d'information. Elle est administratrice de la Société de services financiers Fonds FMOQ Inc. depuis 2014. Elle préside le comité d'audit du Fonds de la Société de services financiers FMOQ. Elle a été administratrice de Capital régional et coopératif Desjardins de 2012 à décembre 2019 et a été vice-présidente du conseil, présidente du comité de vérification interne et du comité de valorisation du portefeuille et membre du comité de gouvernance et des ressources humaines. Elle a été administratrice et présidente du comité de vérification de la Régie des rentes du Québec de 2009 à 2015. Elle a été administratrice, présidente du comité de vérification et membre de plusieurs comités de la Société des alcools du Québec de 2002 à 2010. Madame Bélanger est actuellement administratrice, présidente du comité d'audit et membre du comité des ressources humaines et de la rémunération et du comité de régie d'entreprise d'Industries Lassonde Inc.
André P. Brosseau	Monsieur Brosseau œuvre dans le secteur des services bancaires d'investissement depuis 1986. De 1994 à 2007, il a occupé plusieurs fonctions exécutives au sein de la Banque CIBC, la plus récente à titre de co-chef des divisions Cash Equities et Global Cash Equities de Marchés mondiaux CIBC Inc., ainsi qu'à titre de membre du comité exécutif. Présentement, Monsieur Brosseau est président du conseil et chef de la direction de Les Investissements Du Musée Inc. (anciennement connue sous le nom Avenue Capital Markets BNB Inc.), une société de gestion de patrimoine avec des investissements privés au Canada, aux États-Unis et au Brésil, qu'il a fondée en 2010. Il était, jusqu'à la vente de la société à l'été 2021, administrateur, président du comité d'audit et président du comité de rémunération de Groupe DMD connexions santé numériques Inc., une société de solutions numériques dont il était l'un des cinq fondateurs et qui se spécialise dans le média numérique pour les sociétés pharmaceutiques. Monsieur Brosseau est également vice-président du conseil et propriétaire de Quintess (auparavant Grupo Cimcorp Brazil), une société de technologies de l'information spécialisée dans la transformation numérique et la gestion d'infrastructures de télécommunications avec plus de 3 000 employés. Monsieur Brosseau est administrateur de Alithya Group Inc. depuis septembre 2022.

Membre	Formation et expérience pertinentes
Michèle Colpron	<p>Madame Colpron est Fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (FCPA, FCA). Elle est également administratrice de sociétés certifiée (ASC). Madame Colpron cumule plus de 30 ans d'expérience en tant que cadre pour des institutions financières. Elle a travaillé de 2000 à 2012 à la Caisse de dépôt et placement du Québec et a occupé plusieurs fonctions exécutives dont le poste de vice-présidente principale Gestion financière. Elle a également occupé le poste de vice-présidente, Administration des investissements et, celui de vice-présidente Finance et administration des placements privés. De 1993 à 1999, madame Colpron a occupé des postes de direction en tant que chef des finances à Merrill Lynch Bank (Suisse) S.A. et directrice des finances et des ressources humaines au sein de Standard Chartered Bank (Switzerland) S.A. Elle a fait sa première incursion sur le marché international en 1989 en se joignant à Ernst & Young à Londres, puis à Hong Kong de 1991 à 1993 en tant que directrice de l'audit. Madame Colpron siège au conseil d'administration de la Banque de l'infrastructure du Canada depuis 2017 et préside son comité de Finance et Audit. Elle a siégé au conseil d'administration de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) de 2017 à 2022, en a été vice-présidente de 2020 à 2021 et a présidé et été membre de divers comités. Madame Colpron a été membre du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ de 2012 à 2022. Elle a également été vice-présidente du conseil d'administration, administratrice et membre de divers comités du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec entre 2012 et 2020.</p>

Membre	Formation et expérience pertinentes
Lise Croteau	<p>Mme Croteau est comptable professionnelle agréée depuis 1984 et a été nommée Fellow de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (FCPA, FCA) en 2008. Elle est également administratrice de sociétés certifiée (ASC). Elle a été, de 2015 au 31 mars 2018, vice-présidente exécutive et chef de la direction financière d'Hydro-Québec. À ce titre, son mandat comprenait l'orientation, le développement et la supervision de toutes les activités financières, réglementaires et de comptabilité de gestion, ainsi que la planification financière, la fiscalité, le contrôle financier et la gestion des risques. De plus, elle était responsable des états financiers et des rapports d'Hydro-Québec. Elle s'est jointe à Hydro-Québec en 1986, occupant successivement des postes de direction. Elle a également été présidente et chef de la direction par intérim de mai à juillet 2015. En 2016, elle s'est classée au palmarès des cent femmes les plus influentes du Canada, une distinction décernée par le Réseau des femmes exécutives (Women's Executive Network ou WXN). En 2017, le Financial Executives International Canada (FEI Canada – Section Québec) lui a décerné le prix « As de la finance » dans la catégorie « Dirigeant financier d'une grande entreprise ». Mme Croteau est actuellement administratrice, présidente du comité d'audit et membre du comité d'investissement et de gestion des risques de Boralex inc. Depuis mai 2019, elle est également administratrice et membre du comité de d'audit de TotalEnergies SE. Madame Croteau est gouverneure de la Fondation de recherche en administration de l'Université de Sherbrooke (FRAUS), fondation pour laquelle elle a également été administratrice jusqu'en mai 2019. Madame Croteau était membre du conseil d'administration de la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal et de son comité d'audit jusqu'en avril 2019. Elle a également siégé au conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal.</p>

5.4 UTILISATION DE CERTAINES DISPENSES

Québecor ne s'est prévalu d'aucune dispense prévue au Règlement 52-110 à quelque moment que ce soit au cours du dernier exercice financier.

5.5 POLITIQUE D'APPROBATION PRÉALABLE

Le comité d'audit de la Société a adopté une politique en matière de préautorisation de services d'audit et de services non liés à l'audit. Cette politique énonce les procédures et les modalités suivant lesquelles les services pouvant être rendus par l'auditeur externe doivent être préautorisés.

Dès que la liste de services d'audit et de services non liés à l'audit est approuvée par le comité d'audit, le chef de la direction financière de la Société peut engager l'auditeur externe pour lui confier des tâches ou des fonctions particulières selon les modalités approuvées au préalable par le comité d'audit. Le comité d'audit a délégué au président du comité d'audit le pouvoir de pré-approuver les services devant être fournis par l'auditeur externe jusqu'à concurrence de 250 000 \$. Pour tous les services d'une valeur de plus de 250 000 \$ et qui n'ont pas été approuvés au préalable, ils doivent être expressément approuvés par le comité d'audit. Un rapport doit être présenté au comité d'audit relativement à cette politique à tous les trimestres.

Pour l'exercice financier 2022, le montant total de tous les services non liés à l'audit qui n'ont pas été préautorisés était inférieur à 5 % du montant total des honoraires versés à l'auditeur externe.

5.6 HONORAIRES DE L'AUDITEUR EXTERNE

Le tableau qui suit présente les honoraires versés à Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L (« Ernst & Young »), l'auditeur externe de la Société, à l'égard des services rendus au cours des exercices 2022 et 2021 :

	2022	2021
Honoraires d'audit ⁽¹⁾	3 167 740 \$	3 282 403 \$
Honoraires reliés à l'audit ⁽²⁾	104 800 \$	81 275 \$
Honoraires reliés à la fiscalité ⁽³⁾	173 448 \$	138 403 \$
Autres honoraires ⁽⁴⁾	-	-
Total des honoraires	3 445 988 \$	3 502 081 \$

- (1) Les *honoraires d'audit* comprennent les honoraires facturés pour l'audit annuel et les revues trimestrielles des états financiers consolidés annuels et intermédiaires ainsi que ceux pour les services fournis en relation avec des travaux statutaires et réglementaires traditionnellement effectués par l'auditeur externe. Sont également inclus sous cette rubrique, les honoraires facturés pour d'autres services d'audit que seul l'auditeur externe peut raisonnablement effectuer, notamment la rédaction de lettres de confort et de consentement, la revue de documents déposés auprès des autorités réglementaires et les consultations sur la comptabilisation d'opérations particulières.
- (2) Les *honoraires reliés à l'audit* comprennent les honoraires facturés pour la certification et les services connexes qui sont traditionnellement effectués par l'auditeur externe tels que les consultations sur les normes comptables et leur application dans le cadre de transactions prévues, la revue des contrôles préalables liés aux acquisitions et l'audit des régimes de retraite des employés.
- (3) Les *honoraires reliés à la fiscalité* comprennent les honoraires facturés pour des services d'acquiescement d'obligations fiscales, notamment la préparation des déclarations fiscales et des demandes de remboursement de trop-perçu; les consultations fiscales, notamment l'assistance et la représentation en relation avec la revue fiscale, les conseils fiscaux liés à des fusions et à des acquisitions, les demandes d'agrément fiscal ou de conseils techniques auprès des autorités fiscales; les services de planification fiscale et les services de consultation et de planification.
- (4) Les *autres honoraires* comprennent les honoraires facturés par la juricomptabilité et les services occasionnels de formation. Ces honoraires comprennent également des consultations et de l'assistance à la documentation relativement aux contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière pour la Société et ses filiales.

RUBRIQUE 6 — LITIGES

Dans le cadre des litiges entre la Société et un concurrent, des poursuites ont été engagées par la Société et contre la Société. À ce stade-ci des poursuites, la direction de la Société est d'avis que le dénouement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de la Société.

Il existe également un nombre de procédures judiciaires contre la Société qui sont en cours. Généralement, la direction de la Société établit des provisions pour les réclamations ou actions spécifiques en tenant compte des faits de chaque cas. La Société ne peut déterminer quand et si un paiement sera effectué relativement à ces procédures judiciaires.

RUBRIQUE 7 — FACTEURS DE RISQUE

La Société recommande instamment à ses investisseurs actuels et éventuels d'examiner soigneusement les risques décrits sous les rubriques mentionnées ci-après, les autres informations contenues dans la présente notice annuelle ainsi que toute autre information et tout autre document déposé par elle auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières compétentes avant de prendre une décision d'investissement concernant n'importe lequel de ses titres. Les risques et incertitudes qui sont décrits sous ces rubriques ne sont pas les seuls auxquels la Société est exposée. D'autres risques et incertitudes dont elle n'est pas au courant, ou qu'elle considère sans importance actuellement, peuvent aussi devenir

d'importants facteurs qui influenceront sur elle. Si l'un quelconque des risques auxquels il est fait référence au paragraphe ci-dessous venait à se réaliser, son activité, ses flux de trésorerie, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation pourraient s'en ressentir gravement. Ces facteurs de risque doivent être considérés en parallèle avec les énoncés prospectifs contenus dans le présent document et avec les mises en garde figurant sous la rubrique 13 – Énoncés prospectifs.

La Société a décrit les principaux facteurs de risque concernant ses activités et ses entreprises dans son rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, sous la rubrique « Risques et incertitudes », rapport qui a été déposé auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières le 23 février 2023. Les pages présentées sous cette rubrique sont intégrées par renvoi dans la présente notice annuelle et peuvent être consultées sur SEDAR, sous son profil, à www.sedar.com.

RUBRIQUE 8 — PRINCIPALES INFORMATIONS SUR LES TITRES

8.1 STRUCTURE DU CAPITAL

Le capital-actions autorisé de Québecor a été modifié par certificat de modification en date du 4 septembre 1986 par la redésignation des actions ordinaires en actions catégorie A comportant dix votes par action et la création d'actions catégorie B comportant un vote par action. Ses actions catégorie B sont des « **titres subalternes** » (au sens de la réglementation canadienne applicable en matière de valeurs mobilières) car elles ne comportent pas des droits de vote égaux à ceux rattachés aux actions catégorie A. Dans l'ensemble, au 7 mars 2023, tous les droits de vote rattachés aux actions catégorie B représentaient 16,67% de l'ensemble des droits de vote rattachés à la totalité de ses titres comportant droit de vote émis et en circulation.

Les Statuts de Québecor prévoient que si, à quelque moment que ce soit, le « Groupe Péladeau ou un successeur acceptable » (au sens défini dans les statuts de Québecor) n'est pas propriétaire, directement ou indirectement, d'un nombre d'actions catégorie A égal à au moins 40 % de toutes les actions catégorie A en circulation ou n'est pas propriétaire, directement ou indirectement, d'au moins 32 000 000 d'actions catégorie A (ce nombre ayant été ajusté à la hausse pour tenir compte des fractionnements d'actions), alors les actions catégorie A comporteront en tout temps par la suite un vote par action et tous ses administrateurs seront élus par les porteurs des actions catégorie A et des actions catégorie B votant ensemble comme si ces actions ne constituaient qu'une seule catégorie d'actions.

Les Statuts de Québecor prévoient en outre que, si une offre publique d'achat visant les actions catégorie A est faite aux porteurs d'actions catégorie A sans être faite en même temps et aux mêmes conditions aux porteurs d'actions catégorie B, chaque action catégorie B deviendra, à compter de la date à laquelle cette offre est faite, convertible en une action catégorie A, au gré de son porteur, à la seule fin de lui permettre d'accepter l'offre. Toutefois, ce droit de conversion sera présumé ne pas entrer en vigueur si le « Groupe Péladeau ou un successeur acceptable » détient alors un nombre de ses actions, de quelque catégorie que ce soit, suffisant pour lui permettre d'exercer plus de 50 % des droits de vote afférents à toutes ses actions comportant alors droit de vote et qu'il n'accepte pas l'offre avant son expiration. De plus, ce droit de conversion sera présumé ne pas entrer en vigueur si l'offre est retirée par son initiateur.

Les Statuts de Québecor comportent une définition d'une offre donnant naissance au droit de conversion, prévoient la marche à suivre pour exercer ce droit et stipulent qu'au moment où une telle offre est faite, Québecor ou l'agent de transfert des actions catégorie B communiquera par écrit aux porteurs d'actions catégorie B tous les détails sur la façon dont peut être exercé le droit de conversion.

En cas de liquidation ou de dissolution de la Société ou de toute autre distribution de ses biens parmi ses actionnaires pour les fins de la liquidation de ses affaires, les Statuts de Québecor prévoient que tous les biens de la Société disponibles pour paiement ou distribution aux porteurs d'actions catégorie A et d'actions

catégorie B seront payés ou distribués également, action pour action, aux porteurs d'actions catégorie A et aux porteurs d'actions catégorie B.

8.2 CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

Le capital-actions autorisé de Québecor se compose des catégories d'actions suivantes :

- un nombre illimité d'actions catégorie A (droits de vote multiples), chaque action donnant droit à dix voix, convertibles en tout temps en actions catégorie B (droits de vote subalternes), à raison d'une action contre une action; et
- un nombre illimité d'actions catégorie B (droits de vote subalternes), chaque action donnant droit à une voix, convertibles en actions catégorie A, à raison d'une action contre une action, uniquement si une offre publique d'achat visant les actions catégorie A est faite sans qu'une offre soit faite en même temps et aux mêmes conditions pour les actions catégorie B et sujet aux autres conditions stipulées dans les Statuts.

Les porteurs d'actions catégorie B ont le droit d'élire 25 % des membres du Conseil, et les porteurs d'actions catégorie A ont le droit d'élire les autres membres du Conseil.

8.3 CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

En date du 7 mars 2023, 76 971 588 actions catégorie A et 153 964 502 actions catégorie B étaient émises et en circulation.

8.4 DIVIDENDES

Chaque action catégorie A et chaque action catégorie B donne le droit de recevoir les dividendes que le Conseil détermine, d'un montant identique, à la même date et en la même forme, tout comme si les actions catégorie A et les actions catégorie B formaient une seule catégorie d'actions.

La déclaration et le paiement d'un dividende sont des décisions qui relèvent du Conseil, lequel tient compte de la situation financière de la Société et de sa stratégie quant à l'utilisation de ses liquidités. Par ailleurs, en vertu des conventions de crédit et des actes de fiducie relatifs aux titres de créance de certaines filiales de la Société, ces filiales sont assujetties à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers qui peuvent limiter le montant de distribution que ces filiales peuvent déclarer et payer à la Société et, de ce fait, les liquidités disponibles pour la Société et le montant du dividende que la Société peut déclarer et payer sont potentiellement limités.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, Québecor a déclaré et versé des dividendes trimestriels totalisant annuellement 1,20 \$ par action sur ses actions catégorie A et ses actions catégorie B. Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2010, Québecor a déclaré et versé des dividendes trimestriels totalisant respectivement annuellement 1,10 \$ et 0,80 \$ par action sur ses actions catégorie A et ses actions catégorie B.

8.5 MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Les actions catégorie A et les actions catégorie B de Québecor sont inscrites à la TSX sous les symboles respectifs « QBR.A » et « QBR.B ».

Les tableaux qui suivent présentent les fourchettes de cours ainsi que le volume mensuel total de négociation des actions catégorie A et des actions catégorie B à la TSX pour les périodes indiquées :

ACTIONS CATÉGORIE A				
2022	Cours de clôture (\$)	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume (nombre)
Janvier	30,05	30,99	28,43	22 487
Février	28,11	31,32	27,80	25 369
Mars	30,00	31,24	27,22	41 276
Avril	31,50	32,72	30,01	14 532
Mai	29,85	31,95	26,86	30 220
Juin	29,94	31,43	27,11	26 439
Juillet	28,74	30,31	27,52	14 676
Août	28,78	30,34	27,54	12 026
Septembre	25,52	28,97	24,70	12 042
Octobre	25,79	27,17	23,91	517 139
Novembre	29,73	30,50	25,85	2 563 762
Décembre	30,25	30,69	27,50	712 750

ACTIONS CATÉGORIE B				
2022	Cours de clôture (\$)	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume (nombre)
Janvier	30,06	30,83	28,05	12 965 581
Février	27,72	31,48	27,13	11 183 034
Mars	29,80	30,08	26,91	21 271 743
Avril	30,23	32,72	29,65	13 176 294
Mai	28,70	30,33	26,03	19 436 885
Juin	27,51	30,25	26,81	17 980 766
Juillet	28,45	29,20	27,31	8 614 298
Août	28,37	30,11	27,14	10 742 545
Septembre	25,47	28,53	25,01	12 864 417
Octobre	25,68	26,46	23,85	8 981 936
Novembre	28,99	29,12	25,42	12 431 294
Décembre	30,20	30,50	27,22	15 271 711

RUBRIQUE 9 — MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉES DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

Aux fins de cette rubrique, il faut se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion de Québecor pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, qui est intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

Ce rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 est accessible sur le site Internet de Québecor à l'adresse www.quebecor.com et sur SEDAR, sous son profil, à www.sedar.com.

À leur connaissance, aucun membre de la direction ou du Conseil, ni aucun de ses autres initiés, n'avait d'intérêt dans une opération importante réalisée depuis le début de son dernier exercice financier complet ou dans une opération proposée qui a eu ou aurait vraisemblablement une incidence importante sur elle.

RUBRIQUE 10 — CONTRATS IMPORTANTS

Groupe TVA est soumis aux mêmes obligations d'information continue que Québecor, et ces obligations incluent l'exigence de déposer des états financiers et des rapports de gestion annuels et intermédiaires, des déclarations de changement important et des copies des contrats importants. Les investisseurs qui le souhaitent peuvent consulter ces documents sous le profil de Groupe TVA sur SEDAR à www.sedar.com.

Québecor a obtenu des autorités canadiennes en valeurs mobilières une dispense de dépôt dans son profil sur SEDAR, des contrats importants de Groupe TVA qui seraient sinon des contrats importants pour elle. Les contrats importants du Groupe TVA peuvent être consultés sous le profil de cette société à www.sedar.com.

10.1 CONTRATS IMPORTANTS DE QUÉBECOR

Les contrats suivants auxquels Québecor est partie sont : (i) des contrats importants autres que des contrats signés dans le cours normal des activités, et (ii) des contrats importants signés dans le cours normal des activités et qui doivent être divulgués en vertu du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, et qui sont toujours en vigueur :

Convention d'achat d'actions du 8 mai 2018 entre Québecor, Québecor Média et CDP

Le 8 mai 2018, Québecor a annoncé qu'elle a conclu une entente avec Québecor Média et CDP en vue de racheter la totalité du capital-actions de Québecor Média encore détenu par CDP (« l'Entente »). L'Entente prévoit que Québecor et Québecor Média achètent ainsi 17 628 911 actions représentant alors une participation de 18,47 % dans Québecor Média, pour une contrepartie de 1,690 G\$.

Cette entente prévoyait la conclusion des deux opérations suivantes : (1) le rachat pour fins d'annulation par Québecor Média de 16 064 215 actions de Québecor Média détenues par CDP, représentant environ 91,1 % de la participation de CDP avant la clôture, pour un prix d'achat global de 1,54 G\$, payable en espèces; et (2) l'achat par Québecor de 1 564 696 actions de Québecor Média détenues par CDP représentant environ 8,9 % de la participation de CDP avant la clôture, en contrepartie de l'émission de débentures de Québecor d'un montant en capital global de 150 M\$ qui seront convertibles en actions subalternes catégorie B de Québecor (les « **débentures convertibles** »). Les transactions prévues dans la convention d'achat ont été finalisées le 22 juin 2018.

L'Entente peut être consultée sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Acte de fiducie pour l'émission de débentures entre Québecor et Société de fiducie AST (Canada), à titre de fiduciaire, en date du 22 juin 2018

Le 22 juin 2018, Québecor a émis une débenture convertible (la « **Débenture convertible** ») d'un montant en capital global de 150 000 000 \$, portant intérêt à 4 % par année et venant à échéance en juin 2024, en vertu d'un acte de fiducie (l'« **Acte de fiducie** ») intervenu le 22 juin 2018 entre Québecor et Société de fiducie AST (Canada), à titre de fiduciaire. Les principales modalités de cette débenture sont les suivantes :

- les intérêts sont payables chaque semestre en espèces, en actions catégorie B de Québecor ou au moyen du produit de la vente d'actions catégorie B de Québecor;

- à l'échéance, la Débenture convertible sera payable en espèces par Québecor selon le capital impayé, plus les intérêts courus et impayés, sous réserve d'un rachat, d'une conversion, d'un achat ou d'un remboursement antérieur;
- le jour précédant l'échéance (« **Date de rachat** »), Québecor peut racheter la Débenture convertible en circulation en émettant le nombre d'actions catégorie B de Québecor correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours alors en vigueur d'une action catégorie B de Québecor, sous réserve d'un prix plancher de 26,85 \$ par action (soit un nombre maximal de 5 586 592 actions catégorie B de Québecor correspondant à un ratio de 150 000 000 \$ sur le prix plancher) et d'un prix plafond de 33,5625 \$ par action (soit un nombre minimal de 4 469 274 actions catégorie B de Québecor correspondant à un ratio de 150 000 000 \$ sur le prix plafond). Le tout est sujet aux ajustements conformément aux modalités de l'Acte de fiducie;
- à tout moment la Date de rachat, Québecor peut racheter ou convertir, en totalité ou en partie, la Débenture convertible en circulation, sous réserve des modalités de l'Acte de fiducie;
- la Débenture convertible est convertible, en tout temps avant la date d'échéance, en actions catégorie B de Québecor par le porteur conformément aux modalités de l'Acte de fiducie; et
- dans tous les cas, Québecor a l'option de payer un montant en espèces équivalent à la valeur marchande des actions, soit le produit i) du nombre des actions catégorie B de Québecor qui auraient autrement été émises et ii) du cours alors en vigueur d'une action catégorie B de Québecor.

Cet acte de fiducie peut être consulté sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Convention de droits d'inscription datée du 22 juin 2018 entre Québecor et CDP

Le 22 juin 2018, Québecor et CDP ont conclu une convention de droits d'inscription (la « **Convention de droits d'inscription** ») aux termes de laquelle Québecor a conféré à la CDP des droits d'inscription sur demande et des droits d'inscription de suite à l'égard des débentures convertibles et des actions de catégorie B de Québecor sous-jacentes.

Cette Convention de droits d'inscription peut être consultée sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

10.2 CONTRATS IMPORTANTS DE QUÉBECOR MÉDIA

Les contrats suivants auxquels Québecor Média est partie sont : (i) des contrats importants autres que des contrats signés dans le cours normal des activités, et (ii) des contrats importants signés dans le cours normal des activités et qui doivent être divulgués en vertu du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, et qui sont toujours en vigueur :

Convention de crédit amendée et refondue intervenue en date du 14 juin 2013, entre Québecor Média, à titre d'emprunteur, les institutions financières qui y sont parties de temps à autre, à titre de prêteurs, et Bank of America, N.A., à titre d'agent administratif, telle qu'amendée

Les facilités de crédit de premier rang de Québecor Média assorties de sûretés comprennent présentement une facilité de crédit renouvelable (la « **facilité renouvelable** ») de 300 000 000 \$ qui vient à échéance le 15 juillet 2025 et une facilité de crédit à terme (« **facilité B** ») de 350 000 000 \$US qui a été réduite à zéro et annulée suivant son remboursement intégral le 15 juillet 2019. Les facilités de crédit de premier rang de Québecor Média assorties de sûretés permettent également d'emprunter jusqu'à un montant additionnel de 800 000 000 \$ (moins le montant équivalent en dollars canadiens de la Facilité B en date du 1^{er} août 2013) aux termes d'une facilité supplémentaire non engagée (ou une augmentation de la facilité renouvelable ou de la Facilité B), sous réserve de l'absence de défaut et de la volonté des prêteurs de financer le montant supplémentaire. Québecor Média peut tirer des lettres de crédit aux termes de la facilité renouvelable. Le

produit tiré des facilités de crédit de premier rang peut être affecté aux fins corporatives générales de l'entreprise.

Les emprunts aux termes de la facilité renouvelable portent intérêt, selon le cas, selon le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain, le taux des acceptations bancaires ou le taux de financement au jour le jour garanti (« **Taux SOFR** »), plus, la marge applicable convenue. Des frais d'engagement ou des frais de tirage particuliers peuvent également s'appliquer.

Les emprunts aux termes de la facilité renouvelable sont remboursables intégralement le 15 juillet 2025.

Les emprunts contractés en vertu des facilités de crédit de premier rang assorties d'une sûreté et en vertu d'instruments dérivés admissibles sont garantis par une hypothèque et un contrat de sûreté de premier rang (sous réserve de certaines charges autorisées) grevant la totalité des biens meubles de Québecor Média ainsi que par des gages de premier rang constitués de la totalité des actions (sous réserve de certaines charges autorisées) de Vidéotron.

Les facilités de crédit de premier rang assorties d'une sûreté de Québecor Média comportent les engagements usuels qui restreignent et limitent la capacité de Québecor Média de faire, entre autres, les choses suivantes : procéder à une opération de fusion, accorder des sûretés, vendre des actifs, verser des dividendes ou faire d'autres distributions, encourir des dettes et procéder à des opérations avec des parties reliées. En outre, les facilités de crédit de premier rang assorties d'une sûreté renferment des engagements financiers habituels au seul bénéfice des prêteurs aux termes de la facilité renouvelable et les cas de défaut habituels, y compris le non-paiement du capital ou des intérêts, le manquement à un engagement financier, l'omission de respecter tout autre engagement, certains cas de faillite concernant Québecor Média et ses filiales importantes (incluant Vidéotron), et la survenance d'un changement de contrôle.

La convention de crédit et ses amendements subséquents peuvent être consultés sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

10.3 CONTRATS IMPORTANTS DE VIDÉOTRON

Les contrats suivants auxquels Vidéotron est partie sont : (i) des contrats importants autres que des contrats signés dans le cours normal des activités, et (ii) des contrats importants signés dans le cours normal des activités et qui doivent être divulgués en vertu du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, et qui sont toujours en vigueur :

Acte de fiducie ayant trait aux billets de premier rang à 5 5/8 % de Vidéotron d'un capital de 400 000 000 \$ échéant le 15 juin 2025, intervenu le 17 juin 2013 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire

Le 17 juin 2013, Vidéotron a émis des billets de premier rang à 5 5/8 %, d'un montant en capital global de 400 000 000 \$ échéant le 15 juin 2025, aux termes d'un acte de fiducie intervenu le 17 juin 2013 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire. Ces billets de premier rang ne sont pas assortis d'une sûreté et viennent à échéance le 15 juin 2025. Les intérêts sur ces billets de premier rang doivent être payés comptant, semestriellement à terme échu le 15 avril et le 15 octobre de chaque année. Ces billets de premier rang bénéficient d'une garantie de premier rang non assortie d'une sûreté de la plupart des filiales de Vidéotron, mais non de la totalité de celles-ci. Les billets de premier rang sont remboursables au gré de Vidéotron dans certaines circonstances au prix de rachat compensatoire, tel qu'indiqué dans l'acte de fiducie. L'acte de fiducie renferme les clauses restrictives habituelles concernant Vidéotron et certaines de ses filiales, ainsi que les cas de défaut habituels. Si un cas de défaut survient et se poursuit (sauf s'il s'agit de la faillite ou de l'insolvabilité de Vidéotron), le fiduciaire ou les porteurs de billets de premier rang représentant au moins 25 % du capital à l'échéance des billets de premier rang alors en circulation peuvent déclarer tous

les billets de premier rang exigibles. Les billets de premier rang émis en vertu de cet acte de fiducie n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la *Securities Act* ou des lois de tout autre territoire.

Cet acte de fiducie peut être consulté sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Acte de fiducie ayant trait aux billets de premier rang à 5 ⅜ % de Vidéotron d'un capital de 600 000 000 \$US échéant le 15 juin 2024, daté du 9 avril 2014 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Wells Fargo Bank, à titre de fiduciaire

Le 9 avril 2014, Vidéotron a émis des billets de premier rang à 5 ⅜ %, d'un montant en capital global de 600 000 000 \$US échéant le 15 juin 2024, aux termes d'un acte de fiducie intervenu le 9 avril 2014 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Wells Fargo Bank, à titre de fiduciaire. Ces billets de premier rang ne sont pas assortis d'une sûreté et viennent à échéance le 15 juin 2024. Les intérêts sur ces billets de premier rang doivent être payés comptant, semestriellement à terme échu le 15 juin et le 15 décembre de chaque année. Ces billets de premier rang bénéficient d'une garantie de premier rang non assortie d'une sûreté de la plupart des filiales de Vidéotron, mais non de la totalité de celles-ci. Les billets de premier rang sont remboursables au gré de Vidéotron dans certaines circonstances au prix de rachat compensatoire, tel qu'indiqué dans l'acte de fiducie. L'acte de fiducie renferme les clauses restrictives habituelles concernant Vidéotron et certaines de ses filiales, ainsi que les cas de défaut habituels. Si un cas de défaut survient et se poursuit (sauf s'il s'agit de la faillite ou de l'insolvabilité de Vidéotron), le fiduciaire ou les porteurs de billets de premier rang représentant au moins 25 % du capital à l'échéance des billets de premier rang alors en circulation peuvent déclarer tous les billets de premier rang exigibles. Les billets de premier rang émis en vertu de cet acte de fiducie n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la *Securities Act* ou des lois de tout autre territoire.

Cet acte de fiducie peut être consulté sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Acte de fiducie ayant trait aux billets de premier rang à 5 ¾ % de Vidéotron d'un capital de 375 000 000 \$ échéant le 15 janvier 2026, intervenu le 15 septembre 2015 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire

Le 15 septembre 2015, Vidéotron a émis des billets de premier rang à 5 ¾ %, d'un montant en capital global de 375 000 000 \$ échéant le 15 janvier 2026, aux termes d'un acte de fiducie intervenu le 15 septembre 2015 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire. Ces billets de premier rang ne sont pas assortis d'une sûreté et viennent à échéance le 15 janvier 2026. Les intérêts sur ces billets de premier rang doivent être payés comptant, semestriellement à terme échu le 15 mars et le 15 septembre de chaque année. Ces billets de premier rang bénéficient d'une garantie de premier rang non assortie d'une sûreté de la plupart des filiales de Vidéotron, mais non de la totalité de celles-ci. Les billets de premier rang sont remboursables au gré de Vidéotron dans certaines circonstances à un prix basé sur une formule compensatoire durant les cinq premières années du terme et, par la suite, au prix de rachat indiqué dans l'acte de fiducie. L'acte de fiducie renferme les clauses restrictives habituelles concernant Vidéotron et certaines de ses filiales, ainsi que les cas de défaut habituels. Si un cas de défaut survient et se poursuit, sauf s'il s'agit de la faillite ou de l'insolvabilité de Vidéotron, le fiduciaire ou les porteurs de billets de premier rang représentant au moins 25 % du capital à l'échéance des billets de premier rang alors en circulation peuvent déclarer tous les billets de premier rang exigibles. Les billets de premier rang émis en vertu de cet acte de fiducie n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la *Securities Act* ou des lois de tout autre territoire.

Cet acte de fiducie peut être consulté sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Acte de fiducie ayant trait aux billets de premier rang à 5 ⅞ % de Vidéotron d'un capital de 600 000 000 \$US échéant le 15 avril 2027, daté du 13 avril 2017 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Wells Fargo Bank, National Association, à titre de fiduciaire

Le 13 avril 2017, Vidéotron a émis des billets de premier rang à 5 ½ %, d'un montant en capital global de 600 000 000 \$US échéant le 15 avril 2027, aux termes d'un acte de fiducie intervenu le 13 avril 2017 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Wells Fargo Bank, National Association à titre de fiduciaire. Ces billets de premier rang ne sont pas assortis d'une sûreté et viennent à échéance le 15 avril 2027. Les intérêts sur ces billets de premier rang doivent être payés comptant, semestriellement à terme échu le 15 avril et le 15 octobre de chaque année. Ces billets de premier rang bénéficient d'une garantie de premier rang non assortie d'une sûreté de la plupart des filiales de Vidéotron, mais non de la totalité de celles-ci. Les billets de premier rang sont remboursables au gré de Vidéotron dans certaines circonstances à un prix basé sur une formule compensatoire durant les cinq premières années du terme et, par la suite, au prix de rachat indiqué dans l'acte de fiducie. L'acte de fiducie renferme les clauses restrictives habituelles concernant Vidéotron et certaines de ses filiales, ainsi que les cas de défaut habituels. Si un cas de défaut survient et se poursuit (sauf s'il s'agit de la faillite ou de l'insolvabilité de Vidéotron), le fiduciaire ou les porteurs de billets de premier rang représentant au moins 25 % du capital à l'échéance des billets de premier rang alors en circulation peuvent déclarer tous les billets de premier rang exigibles. Les billets de premier rang émis en vertu de cet acte de fiducie n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la *Securities Act* ou des lois de tout autre territoire.

Acte de fiducie ayant trait aux billets de premier rang à 4 ½ % de Vidéotron d'un capital de 800 000 000 \$ échéant le 15 janvier 2030, intervenu le 8 octobre 2019 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire

Le 8 octobre 2019, Vidéotron a émis des billets de premier rang à 4 ½ %, d'un montant en capital global de 800 000 000 \$ échéant le 15 janvier 2030, aux termes d'un acte de fiducie intervenu le 8 octobre 2019 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire. Ces billets de premier rang ne sont pas assortis d'une sûreté et viennent à échéance le 15 janvier 2030. Les intérêts sur ces billets de premier rang doivent être payés comptant, semestriellement à terme échu le 15 avril et le 15 octobre de chaque année. Ces billets de premier rang bénéficient d'une garantie de premier rang non assortie d'une sûreté de la plupart des filiales de Vidéotron, mais non de la totalité de celles-ci. Les billets de premier rang sont remboursables au gré de Vidéotron dans certaines circonstances à un prix basé sur une formule compensatoire durant les cinq premières années du terme et, par la suite, au prix de rachat indiqué dans l'acte de fiducie. L'acte de fiducie renferme les clauses restrictives habituelles concernant Vidéotron et certaines de ses filiales, ainsi que les cas de défaut habituels. Si un cas de défaut survient et se poursuit, sauf s'il s'agit de la faillite ou de l'insolvabilité de Vidéotron, le fiduciaire ou les porteurs de billets de premier rang représentant au moins 25 % du capital à l'échéance des billets de premier rang alors en circulation peuvent déclarer tous les billets de premier rang exigibles. Les billets de premier rang émis en vertu de cet acte de fiducie n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la *Securities Act* ou des lois de tout autre territoire.

Cet acte de fiducie peut être consulté sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Acte de fiducie ayant trait aux billets de premier rang à 3 ⅞ % de Vidéotron d'un capital de 650 000 000 \$ échéant le 15 janvier 2031, intervenu le 22 janvier 2021 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire

Le 22 janvier 2021, Vidéotron a émis des billets de premier rang à 3 ⅞ %, d'un montant en capital global de 650 000 000 \$ échéant le 15 janvier 2031, aux termes d'un acte de fiducie intervenu le 22 janvier 2021 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire. Ces billets de premier rang ne sont pas assortis d'une sûreté et viennent à échéance le 15 janvier 2031. Les intérêts sur ces billets de premier rang doivent être payés comptant, semestriellement à terme échu le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année. Ces billets de premier rang bénéficient d'une garantie de premier rang non assortie d'une sûreté de la plupart des filiales de Vidéotron, mais non de la totalité de celles-ci. Les billets de premier rang sont remboursables au gré de Vidéotron

dans certaines circonstances à un prix basé sur une formule compensatoire durant les cinq premières années du terme et, par la suite, au prix de rachat indiqué dans l'acte de fiducie. L'acte de fiducie renferme les clauses restrictives habituelles concernant Vidéotron et certaines de ses filiales, ainsi que les cas de défaut habituels. Si un cas de défaut survient et se poursuit, sauf s'il s'agit de la faillite ou de l'insolvabilité de Vidéotron, le fiduciaire ou les porteurs de billets de premier rang représentant au moins 25 % du capital à l'échéance des billets de premier rang alors en circulation peuvent déclarer tous les billets de premier rang exigibles. Les billets de premier rang émis en vertu de cet acte de fiducie n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la *Securities Act* ou des lois de tout autre territoire.

Cet acte de fiducie peut être consulté sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Acte de fiducie ayant trait aux billets de premier rang à 3 5/8 % de Vidéotron d'un capital de 500 000 000 \$US échéant le 15 juin 2029, daté du 17 juin 2021 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Wells Fargo Bank, National Association, à titre de fiduciaire

Le 17 juin 2021, Vidéotron a émis des billets de premier rang à 3 5/8 %, d'un montant en capital global de 500 000 000 \$US échéant le 15 juin 2029, aux termes d'un acte de fiducie intervenu le 17 juin 2021 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Wells Fargo Bank, National Association à titre de fiduciaire. Ces billets de premier rang ne sont pas assortis d'une sûreté et viennent à échéance le 15 juin 2029. Les intérêts sur ces billets de premier rang doivent être payés comptant, semestriellement à terme échu le 15 juin et le 15 décembre de chaque année. Ces billets de premier rang bénéficient d'une garantie de premier rang non assortie d'une sûreté de la plupart des filiales de Vidéotron, mais non de la totalité de celles-ci. Les billets de premier rang sont remboursables au gré de Vidéotron dans certaines circonstances à un prix basé sur une formule compensatoire durant les trois premières années du terme et, par la suite, au prix de rachat indiqué dans l'acte de fiducie. L'acte de fiducie renferme les clauses restrictives habituelles concernant Vidéotron et certaines de ses filiales, ainsi que les cas de défaut habituels. Si un cas de défaut survient et se poursuit (sauf s'il s'agit de la faillite ou de l'insolvabilité de Vidéotron), le fiduciaire ou les porteurs de billets de premier rang représentant au moins 25 % du capital à l'échéance des billets de premier rang alors en circulation peuvent déclarer tous les billets de premier rang exigibles. Les billets de premier rang émis en vertu de cet acte de fiducie n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la *Securities Act* ou des lois de tout autre territoire.

Cet acte de fiducie peut être consulté sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Acte de fiducie ayant trait aux billets de premier rang à 3 5/8 % de Vidéotron d'un capital de 750 000 000 \$ échéant le 15 juin 2028, intervenu le 17 juin 2021 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire

Le 17 juin 2021, Vidéotron a émis des billets de premier rang à 3 5/8 %, d'un montant en capital global de 750 000 000 \$ échéant le 15 juin 2028, aux termes d'un acte de fiducie intervenu le 17 juin 2021 entre Vidéotron, les parties agissant en qualité de cautions à cet acte et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire. Ces billets de premier rang ne sont pas assortis d'une sûreté et viennent à échéance le 15 juin 2028. Les intérêts sur ces billets de premier rang doivent être payés comptant, semestriellement à terme échu le 15 juin et le 15 décembre de chaque année. Ces billets de premier rang bénéficient d'une garantie de premier rang non assortie d'une sûreté de la plupart des filiales de Vidéotron, mais non de la totalité de celles-ci. Les billets de premier rang sont remboursables au gré de Vidéotron dans certaines circonstances à un prix basé sur une formule compensatoire durant les trois premières années du terme et, par la suite, au prix de rachat indiqué dans l'acte de fiducie. L'acte de fiducie renferme les clauses restrictives habituelles concernant Vidéotron et certaines de ses filiales, ainsi que les cas de défaut habituels. Si un cas de défaut survient et se poursuit, sauf s'il s'agit de la faillite ou de l'insolvabilité de Vidéotron, le fiduciaire ou les porteurs de billets de premier rang représentant au moins 25 % du capital à l'échéance des billets de premier rang alors en circulation peuvent déclarer tous les billets de premier

rang exigibles. Les billets de premier rang émis en vertu de cet acte de fiducie n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la *Securities Act* ou des lois de tout autre territoire.

Cet acte de fiducie peut être consulté sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Convention de crédit initialement datée du 28 novembre 2000 entre Vidéotron, en qualité d'emprunteur, les parties agissant en qualité de cautions, les institutions financières signataires, en qualité de prêteurs, et la Banque Royale du Canada, en qualité de mandataire administratif, telle que modifiée

Les facilités de crédit de premier rang de Vidéotron, telles que modifiées et refondues le 16 juin 2015 (telles qu'amendées par la suite), prévoient actuellement une facilité de crédit garantie renouvelable de 2 000 000 000 \$ venant à échéance le 20 juillet 2026. Le produit tiré de la facilité de crédit renouvelable peut être affecté aux fins générales de l'entreprise, notamment l'émission de lettres de crédit et le versement de dividendes à Québecor Média sous réserve de certaines conditions.

Les avances aux termes de la facilité de crédit garantie renouvelable de Vidéotron portent intérêt, selon le cas, selon le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain, le taux SOFR ou selon le taux des acceptations bancaires, plus, la marge applicable convenue. Vidéotron a également accepté de payer des commissions d'engagement déterminées relativement à sa facilité de crédit renouvelable.

La facilité de crédit renouvelable devra être remboursée intégralement le 20 juillet 2026.

Les emprunts faits en vertu des facilités de crédit de premier rang et des instruments dérivés admissibles sont garantis par une hypothèque ou une sûreté de premier rang (sous réserve de certaines charges autorisées) visant la totalité des actifs actuels et futurs de Vidéotron et de ceux des cautions à la facilité de crédit de premier rang (soit la plupart, mais non la totalité des filiales de Vidéotron), par les garanties desdites cautions, par la mise en gage d'actions par Vidéotron et lesdites cautions, et par d'autres sûretés.

Les facilités de crédit de premier rang de Vidéotron renferment les clauses habituelles qui restreignent et limitent la capacité de Vidéotron et des membres du Groupe VL (définis à la convention de crédit comme étant Vidéotron et ses filiales en propriété exclusive) à, entre autres, conclure des opérations de fusion ou de regroupement, de se liquider ou se dissoudre, constituer des charges, vendre des actifs, verser des dividendes ou effectuer d'autres distributions, émettre des actions de leur capital, contracter des dettes ou conclure des opérations entre parties apparentées. De plus, les facilités de crédit de premier rang de Vidéotron renferment des engagements financiers et des cas de défaut habituels, notamment le défaut de paiement du capital ou des intérêts, le manquement à un engagement financier, l'inexécution d'un engagement ou le non-respect de celui-ci, certains cas de faillite se rapportant à Vidéotron ou un des membres du Groupe VL (autre qu'une filiale non matérielle telle que définie dans la convention de crédit), et la survenance d'un changement de contrôle.

Cette convention de crédit et ses amendements peuvent être consultés sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

Convention d'achat d'actions datée du 12 août 2022, conclue entre Québecor, Vidéotron, Rogers et Shaw

Le 12 août 2022, la Société, Vidéotron, Rogers et Shaw ont conclu une convention d'achat d'actions pour la vente de Freedom à la Société, incluant l'ensemble de la clientèle sans fil et Internet de la marque Freedom, ainsi que l'infrastructure, le spectre et les points de vente au détail qu'elle possède, pour un prix d'achat de 2,85 milliards de dollars en assumant une encaisse et un endettement nuls. L'acquisition de Freedom est subordonnée (i) à l'autorisation de la *Loi sur la concurrence* (Canada), laquelle a été obtenue, et (ii) à l'approbation du Ministre de l'Innovation, de la Science et de l'Industrie, laquelle n'a pas encore été obtenue. La réalisation de l'acquisition de Freedom est en outre soumise aux conditions suivantes : (i) qu'il

n'y ait pas eu de changement défavorable important (« *Material Adverse Effect* » tel que le terme est défini dans la convention d'achat d'actions), et (ii) que toutes les conditions préalables à l'achat par Rogers de toutes les actions émises et en circulation du capital de Shaw par le biais d'un plan d'arrangement en vertu des dispositions du *Business Corporations Act* (Alberta) soient remplies ou que l'on renonce à ces conditions.

Cette convention d'achat d'actions peut être consultée sur SEDAR, sous le profil de Québecor, à www.sedar.com.

RUBRIQUE 11 — INTÉRÊTS DES EXPERTS

Ernst & Young est le cabinet d'experts-comptables qui a préparé le rapport d'audit sur les états financiers consolidés annuels de Québecor pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022. Ce cabinet a confirmé qu'il est indépendant au sens du Code de déontologie de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec. Ce code est équivalent ou semblable aux codes de déontologie applicables dans les autres provinces du Canada.

RUBRIQUE 12 — AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres à l'égard des actions catégorie A et des actions catégorie B de Québecor est Compagnie Trust TSX. Les services de transfert sont disponibles aux bureaux de Montréal et de Toronto de cette société.

RUBRIQUE 13 — ÉNONCÉS PROSPECTIFS

La présente notice annuelle contient des « énoncés prospectifs » concernant la situation financière, les résultats d'exploitation, l'entreprise et certains des plans et des objectifs de la Société. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les attentes, estimations, prévisions et projections actuelles à propos des secteurs dans lesquels la Société exerce des activités ainsi que sur les opinions et les hypothèses de son équipe de direction. Ces énoncés incluent en particulier les énoncés à propos de ses plans, de ses perspectives, de sa situation financière et de sa stratégie d'affaires. Tous les énoncés autres que les énoncés de faits historiques compris dans la présente notice annuelle, y compris les déclarations concernant les perspectives des secteurs d'activités de la Société et ses clients éventuels, ses projets, sa situation financière et sa stratégie d'affaires, peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation et de la réglementation canadiennes en valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs sont reconnaissables à l'utilisation du conditionnel ou du futur, d'expressions comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire », ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Bien que la Société croie que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs soient raisonnables, ces énoncés, par leur nature, comportent des risques et des incertitudes et ne constituent pas une garantie quant au rendement futur. Ces énoncés sont également assujettis à certaines hypothèses portant entre autres sur : la stratégie d'affaires prévue de la Société, les tendances prévues dans ses secteurs d'activité, les restructurations prévues de ses secteurs ou de ses entreprises, toute provision pour restructuration ou charge de dépréciation s'y rapportant, sa capacité à continuer de contrôler les coûts et les informations et déclarations relatives à la Transaction Freedom, y compris les avantages et effets anticipés de la Transaction Freedom. La Société ne peut donner aucune garantie que ces estimations et attentes s'avéreront exactes. Les résultats réels peuvent différer, et diffèrent souvent, de ce qui est exprimé, sous-entendu ou projeté dans les énoncés prospectifs et ces différences peuvent être importantes. Certains facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés, sous-entendus ou projetés dans les énoncés prospectifs incluent ceux qui suivent, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active;
- la fragmentation de l'univers des médias;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement du réseau de Québecor Média ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire et de VSDA, ainsi que la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité;
- les conflits de travail ou les grèves;
- les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les épidémies, les pandémies ou d'autres crises de santé publique, y compris la pandémie de la COVID-19, et l'instabilité politique dans certains pays;
- l'impact des mesures d'urgence mises en œuvre ou qui pourraient être mises en œuvre par divers paliers gouvernementaux;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement;
- la capacité de Québecor Média de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'activité;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts;
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur une portion des exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor;
- la Transaction Freedom pourrait ne pas se conclure ou ne pas se conclure à l'intérieur du calendrier prévu, les conditions des approbations requises des autorités réglementaires à la Transaction Freedom pourraient ne pas être rencontrées ou pourraient être différentes, et les conditions de clôture pourraient ne pas être rencontrées;

- les risques liés à la Transaction Freedom, si complétée, y compris la capacité de Québecor Média à intégrer avec succès les activités de Freedom à la suite de l'acquisition et les responsabilités ou les coûts potentiels non connus associés à la Transaction; et
- les avantages et les effets prévus de la Transaction, si complétée, pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus ou ne pas se concrétiser du tout. Entre autres, le dénouement de litiges ou d'autres procédures réglementaires associés à la Transaction ou à la fusion Rogers-Shaw pourrait entraîner des changements dans les paramètres de la transaction.

Les énoncés prospectifs sont décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue et sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et devraient éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion déposé auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes le 23 février 2023, laquelle rubrique est intégrée par renvoi à la présente notice annuelle.

Les énoncés prospectifs figurant dans la présente notice annuelle reflètent les attentes de la Société à la date des présentes et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

RUBRIQUE 14 — RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur la Société sont disponibles sur SEDAR à www.sedar.com.

D'autres informations, y compris celles sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants, les principaux porteurs de titres de la Société et les titres autorisés à des fins d'émission dans le cadre de plans de rémunération sous forme de titres de participation, le cas échéant, sont contenues dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Québecor préparée relativement à son assemblée annuelle des actionnaires tenue le 12 mai 2022. La mise à jour de ces renseignements apparaîtra à la circulaire préparée en vue de l'assemblée annuelle de 2023 et qui sera déposée conformément à la réglementation à cet égard. D'autres renseignements financiers sont inclus aux états financiers consolidés comparatifs et au rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Les documents susmentionnés ainsi que les communiqués de presse de la Société sont également accessibles sur le site Internet de la Société à www.quebecor.com,

ANNEXE A

EXTRAIT DE LA NOTICE ANNUELLE DE GROUPE TVA INC. POUR L'EXERCICE FINANCIER TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022, DATÉE DU 20 FÉVRIER 2023

REMARQUE INTRODUCTIVE

Dans la présente notice annuelle, à moins d'incompatibilité avec le contexte, les mots « **Société** » et « **TVA** » désignent Groupe TVA inc. et ses filiales et divisions. Sauf indication contraire, l'information contenue aux présentes est donnée en date du 31 décembre 2022. Tous les montants en dollars apparaissant dans la présente notice annuelle sont en dollars canadiens, sauf si une autre devise est indiquée. De plus, le tableau qui suit présente une liste de termes définis utilisés dans la présente notice annuelle pour désigner diverses sociétés du groupe ou affiliées à TVA.

Entité	Terme défini
Communications Qolab inc.	« Qolab »
Incendo Média inc.	« Incendo »
Mels Studios et Postproduction s.e.n.c.	« MELS »
Québecor inc.	« Québecor »
Québecor Média inc.	« Québecor Média »
TVA Publications inc.	« TVA Publications »

RUBRIQUE 1 LA SOCIÉTÉ

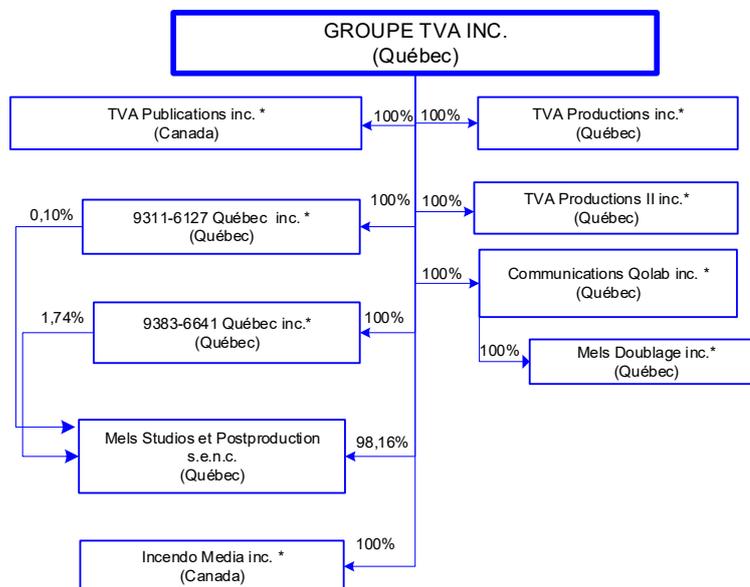
Groupe TVA inc. a été constituée en vertu des lois du Québec par lettres patentes le 29 mars 1960 sous le nom de Télé-Métropole Corporation. Le 5 juillet 1973, la dénomination sociale de Télé-Métropole Corporation a été changée à Télé-Métropole inc. Le 17 février 1998, la dénomination sociale de Télé-Métropole inc. a été changée à Groupe TVA inc. La Société est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec).

Son siège social est situé au 1600, boulevard de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), H2L 4P2. L'adresse de son site Web est www.grouperva.ca. Le numéro de téléphone est le 514 526-9251. Les renseignements qui sont affichés sur son site Web ne font pas partie intégrante de la présente notice annuelle ni ne sont réputés y être intégrés par renvoi.

1.1. FILIALES

L'organigramme ci-dessous présente les principales filiales de la Société au 31 décembre 2022, de même que leur lieu de constitution, ainsi que le pourcentage des droits de vote détenus, directement ou indirectement, par la Société. Certaines filiales, dont l'actif total ne représentait pas plus de 10 % de l'actif consolidé de la Société au 31 décembre 2022 et dont le chiffre d'affaires et les produits d'exploitation ne représentaient pas plus de 10 % de son chiffre d'affaires consolidé et de ses produits d'exploitation consolidés à cette date, ont été omises. L'ensemble des filiales omises représentait moins de 20 % de l'actif consolidé et moins de 20 % du chiffre d'affaires consolidé et des produits d'exploitation consolidés de la Société au 31 décembre 2022.

Les filiales identifiées d'un astérisque (*) représentent chacune 10 % ou moins du total des actifs consolidés et 10 % ou moins du chiffre d'affaires consolidé et des produits d'exploitation consolidés de la Société au 31 décembre 2022. Elles ont été incluses afin de donner une meilleure compréhension de la structure générale de la Société.



RUBRIQUE 2 ACTIVITÉS

TVA est une entreprise de communication qui œuvre dans quatre secteurs d'activités : la Télédiffusion, les Services cinématographiques et audiovisuels, les Magazines ainsi que la Production et la distribution. En Télédiffusion, la Société est active en création, en diffusion et en production d'émissions de divertissement, de sports, d'information et d'affaires publiques ainsi qu'en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter neuf services spécialisés. Le secteur Services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios, de mobiles et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Dans le secteur Magazines, TVA publie de nombreux titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur Production et distribution se spécialise dans la production et la distribution d'émissions de télévision destinées au marché mondial.

Au début de l'exercice 2022, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. À la suite de ces changements, les activités de la division TVA Films, anciennement présentées dans le secteur Télédiffusion, ont été regroupées avec les activités existantes de distribution du secteur Production et distribution. L'information financière de la période comparative présentée dans la présente notice annuelle a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Télédiffusion

Le secteur Télédiffusion inclut les activités du Réseau TVA, des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles ainsi que les activités de production commerciale et d'édition sur mesure notamment par l'entremise de sa filiale Qolab.

Services cinématographiques et audiovisuels (« MELS »)

Le secteur Services cinématographiques et audiovisuels, par le biais des filiales MELS et MELS Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios, de mobiles et d'équipements, les activités de doublage et de vidéodescription (« **services d'accessibilité média** ») ainsi que les services de postproduction, de production virtuelle et d'effets visuels.

Magazines

Le secteur Magazines, par l'entremise de sa filiale TVA Publications, comprend les activités d'édition de magazines dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.

Production et distribution

Le secteur Production et distribution, par l'entremise des sociétés du groupe Incendo et de la division de la Société, TVA Films, inclut les activités de production et de distribution d'émissions de télévision, de films et de téléséries destinés au marché mondial.

Le tableau qui suit fournit de l'information sur les revenus pour chacun des secteurs d'activités de la Société.

REVENUS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS (en milliers de dollars)

	Exercice terminé le 31 décembre 2022	Exercice terminé le 31 décembre 2021
Télédiffusion	479 458 \$	491 762 \$
Services cinématographiques et audiovisuels	74 914 \$	86 021 \$
Magazines	40 547 \$	45 655 \$
Production et distribution	19 991 \$	20 425 \$
Éléments intersectoriels	(20 501) \$	(21 029) \$
TOTAL	594 409 \$	622 834 \$

2.1. TÉLÉDIFFUSION

TVA détient et exploite six des dix stations qui forment le Réseau TVA, à savoir : CFTM-TV (Montréal) qui agit à titre de tête de réseau et cinq stations de télévision régionales : CFCM-TV (Québec), CHLT-TV (Sherbrooke), CHEM-TV (Trois-Rivières), CFER-TV (Rimouski-Matane-Sept-Îles) et CJPM-TV (Saguenay / Lac St-Jean) (les « **stations régionales** »). À ces stations régionales s'ajoutent quatre stations affiliées : CHOT-TV (Gatineau) et CFEM-TV (Rouyn) détenues par RNC Média inc., ainsi que CIMT-TV (Rivière-du-Loup) et CHAU-TV (Carleton) détenues par Télé Inter-Rives ltée (les « **stations affiliées** »). TVA détient une participation de 45 % dans Télé Inter-Rives ltée. Le signal du Réseau TVA rejoint la quasi-totalité de l'auditoire francophone du Québec, les communautés francophones de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ainsi qu'une partie substantielle de la population francophone du reste du Canada. TVA détient également les chaînes spécialisées LCN, ADDIK, Prise 2, CASA, YOOPA, TVA Sports, MOI ET CIE, Zeste et Évasion.

En plus de la télévision linéaire, le Réseau TVA et les chaînes spécialisées possèdent des applications numériques qui leur permettent de diffuser du contenu à la demande et en continu. Le site qub.ca/tvaplus ainsi que l'application mobile TVA+ offrent un accès gratuit à la programmation du Réseau TVA, à certains contenus des chaînes spécialisées et à du contenu original.

En mars 2019, TVA Sports a lancé une nouvelle plateforme de diffusion en continu, TVA Sports Direct, qui donne accès à du contenu, à la demande et en continu, accessible sur tous les écrans disponibles par abonnement.

2.1.1. TÉLÉDIFFUSION

CFTM-TV (MONTRÉAL)

CFTM-TV (Montréal), dont les activités ont débuté en février 1961, opère à partir de ses studios de télévision situés au 1600, boulevard de Maisonneuve Est, à Montréal. CFTM-TV (Montréal) émet son signal à partir d'une antenne située au sommet du Mont-Royal.

La programmation de CFTM-TV (Montréal) comprend des dramatiques, des téléromans, des émissions de variétés, des émissions de services, des émissions de télé-réalité, des magazines, des jeux-questionnaires, des films, des documentaires et des émissions d'information et d'affaires publiques. Une partie de la programmation de CFTM-TV (Montréal) est produite par la Société et celle-ci est complétée par des émissions et des films acquis de producteurs indépendants et d'autres tiers. Cette programmation constitue une partie substantielle de la programmation des stations membres du Réseau TVA. La programmation est également disponible en vidéo sur demande et sur l'application mobile TVA+.

STATIONS RÉGIONALES

La programmation de ses cinq stations régionales provient principalement de CFTM-TV (Montréal) et est complétée par une programmation produite par chacune des stations régionales reflétant leur réalité culturelle, économique, politique et sociale. Quant à CFCM-TV (Québec), elle produit au moins 18 heures de programmation par semaine de radiodiffusion dont cinq heures trente minutes de nouvelles locales, incluant deux bulletins de nouvelles durant la fin de semaine et trois heures trente minutes d'autres émissions qui reflètent spécifiquement la réalité culturelle, économique, politique et sociale de la région de Québec et qui peuvent être diffusées sur le Réseau TVA. Chacune des autres stations régionales diffuse au moins cinq heures de programmation locale par semaine de radiodiffusion. Plusieurs des reportages issus des bulletins de nouvelles locales peuvent être diffusés par les stations du Réseau TVA et faire partie intégrante du contenu informatif de la chaîne d'information LCN.

STATIONS AFFILIÉES

Des ententes d'affiliation entre la Société et Télé Inter-Rives ltée (propriétaire des stations CHAU-TV (Carleton) et CIMT-TV (Rivière-du-Loup)) ainsi qu'entre la Société et RNC Média inc. (propriétaire des stations CHOT-TV (Gatineau) et CFEM-TV (Rouyn)), sont en vigueur jusqu'au 31 août 2023.

2.1.2. SERVICES SPÉCIALISÉS

ADDIK

La Société détient une licence à l'échelle nationale pour exploiter ADDIK, une chaîne spécialisée de langue française dont le lancement a eu lieu le 21 octobre 2004. La programmation de cette chaîne est consacrée à la fiction et offre un contenu consacré au suspense, aux enquêtes policières et aux intrigues. L'adresse du site de cette chaîne est qub.ca/tvaplus/addik.

CASA

La Société détient une licence à l'échelle nationale pour exploiter CASA, une chaîne spécialisée de langue française offrant une programmation divertissante et instructive axée sur tous les aspects de la maison incluant la décoration, la rénovation, l'immobilier, la cuisine, le jardinage et les animaux. Cette chaîne a été lancée le 19 février 2008. L'adresse du site de cette chaîne est qub.ca/tvaplus/casa.

ÉVASION

La Société détient une licence à l'échelle nationale pour exploiter Évasion, une chaîne spécialisée de

langue française consacrée au voyage, au tourisme et à l'aventure. Cette chaîne a été lancée le 31 janvier 2000. L'adresse du site de cette chaîne est qub.ca/tvaplus/evasion.

LE CANAL NOUVELLES (LCN)

Lancé en septembre 1997, la Société détient une licence à l'échelle nationale pour exploiter LCN, une chaîne spécialisée de langue française. LCN diffuse des émissions de nouvelles nationales d'intérêt général et d'information. Cette chaîne doit offrir des bulletins de nouvelles actualisés au moins toutes les 120 minutes. L'adresse du site de cette chaîne est qub.ca/tvaplus/lcn. Certains contenus de LCN sont également disponibles sur tvnouvelles.ca ou via l'application mobile de TVA Nouvelles.

MOI ET CIE

La Société détient une licence à l'échelle nationale pour exploiter MOI ET CIE, une chaîne spécialisée de langue française qui propose des contenus variés qui osent, divertissent et inspirent et dont la programmation est consacrée à des docu-réalités, des séries et des films. Cette chaîne a été lancée le 2 mai 2011 sous le nom de Mlle et a été repositionnée le 1^{er} février 2013 sous l'appellation MOI&cie et le 23 avril 2018 sous l'appellation MOI ET CIE. L'adresse du site de cette chaîne est qub.ca/tvaplus/moi-et-cie.

PRISE 2

La Société détient une licence à l'échelle nationale pour exploiter Prise 2, une chaîne spécialisée de langue française dont la programmation est constituée de séries populaires diffusées sur les chaînes québécoises et internationales, de classiques indémodables et de films à succès. Cette chaîne a été lancée le 9 février 2006. L'adresse du site de cette chaîne est qub.ca/tvaplus/prise2.

TVA SPORTS

La Société détient une licence à l'échelle nationale pour exploiter TVA Sports, une chaîne spécialisée de langue française consacrée à tous les aspects du sport en se concentrant sur les sports professionnels d'intérêt général. Cette chaîne a été lancée le 12 septembre 2011. Le contenu de TVA Sports est disponible sur le site tvasports.ca ainsi que sur son application mobile.

En 2014, TVA Sports est devenu le diffuseur francophone officiel au Canada de la Ligue nationale de hockey pour les douze prochaines années à compter de la saison 2014-2015. En plus du hockey, la chaîne propose aux amateurs de sports d'autres événements sportifs par le biais de ses ententes avec différentes ligues sportives.

TVA Sports offre également sous un signal multiplex les services TVA Sports 2 et TVA Sports 3, lesquels sont opérés sous la même licence que celle de TVA Sports et complètent la programmation sportive offerte aux abonnés de TVA Sports. TVA Sports a produit 3 148 heures d'émissions originales au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2022.

En mars 2019, TVA Sports a lancé une nouvelle plateforme de diffusion en continu, TVA Sports Direct, qui donne accès à du contenu, à la demande et en continu, accessible sur tous les écrans disponibles par abonnement. En octobre 2020, la Société a annoncé un virage stratégique pour TVA Sports, basé sur les habitudes et le profil des consommateurs de sports. Ainsi, la chaîne se distingue en transformant les bulletins de nouvelles de sports dits « traditionnels » vers une offre concentrée à 100 % sur le numérique.

YOOPA

La Société détient une licence à l'échelle nationale pour exploiter YOOPA, une chaîne spécialisée de langue française, principalement destinée aux enfants, dont la programmation est composée de contenus

divertissants et ludo-éducatifs qui contribuent à leur développement et à leur épanouissement. Cette chaîne a été lancée le 1^{er} avril 2010. L'adresse du site de cette chaîne est qub.ca/tvaplus/yoopa.

ZESTE

La Société détient une licence à l'échelle nationale pour exploiter Zeste, une chaîne spécialisée de langue française qui rassemble des émissions portant sur la cuisine et les recettes au quotidien, les compétitions culinaires, les aventures épicuriennes autour du monde et les découvertes gastronomiques. L'adresse du site de cette chaîne est qub.ca/tvaplus/zeste. En plus de ce contenu, le site zeste.ca présente des recettes en lien avec la programmation de Zeste, en plus de regrouper tout le contenu « Cuisine » de la Société.

2.1.3. TVA PRODUCTIONS INC. ET TVA PRODUCTIONS II INC.

TVA Productions inc. et TVA Productions II inc. ont produit 1 217 heures d'émissions originales au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2022, dont, notamment, des émissions de services, des émissions de variétés, des magazines et des jeux télévisés. Ces productions sont diffusées sur les stations du Réseau TVA, par les services spécialisés de la Société et leurs plateformes afférentes.

2.1.4. SOURCES DE REVENUS

Les stations de télévision privées généralistes tirent l'essentiel de leurs revenus de la vente de services publicitaires intégrés et diversifiés. Les tarifs établis dépendent largement des parts de marché, de la composition démographique et socio-économique de l'auditoire, et des autres médias disponibles ou des autres véhicules promotionnels.

La vente de services publicitaires du Réseau TVA, soit celui de sa station CFTM-TV (Montréal), des stations régionales et affiliées et des services spécialisés est effectuée par des représentants de la division de ventes publicitaires opérée par Québecor Expertise Média (aussi connue sous Québecor Ventes).

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, les revenus des services spécialisés provenaient à 66 % des redevances d'abonnement versées par les entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») et 34 % provenant principalement de revenus publicitaires.

Le secteur Télédiffusion de la Société subit les effets du caractère saisonnier de certaines de ses activités dus, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires et aux habitudes de visionnement et d'écoute du public. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.

En 2020, la pandémie de la COVID-19 et les mesures mises en place pour freiner sa propagation ont causé, entre autres, une réduction significative des revenus publicitaires de la Société dont la reprise est encore fragilisée dans certains marchés ou secteurs.

2.1.5. LICENCES ET RÉGLEMENTATION

Les stations de télévision et les services facultatifs (aussi appelés services spécialisés) sont tous exploités en vertu de licences émises par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »). Ces activités sont assujetties aux exigences de la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada), des règlements d'application de celle-ci, notamment le *Règlement de 1987 sur la télédiffusion* et le *Règlement de 2017 sur les services facultatifs*, aux politiques et décisions du CRTC publiées à l'occasion, ainsi qu'aux conditions et aux attentes établies dans la licence relative à chaque station ou service facultatif. Ces licences sont émises pour une durée fixe et, avant chaque expiration, la Société

doit demander leur renouvellement au CRTC. Les renouvellements sont en général accordés aux entreprises qui respectent les conditions de leurs licences. L'acquisition ou l'aliénation d'activités de radiodiffusion nécessite des autorisations réglementaires. En date des présentes, la Société se conforme, à tous égards importants, à toutes les conditions de ses diverses licences et n'a aucune raison de croire que ses licences ne seront pas renouvelées à leur échéance.

Propriété et contrôle des entreprises de radiodiffusion canadiennes

Le gouvernement canadien a interdit au CRTC d'attribuer, de modifier ou de renouveler la licence de radiodiffusion d'un demandeur qui est un non-Canadien. Le terme « Canadien », qui est défini dans les Instructions au CRTC (inadmissibilité de non-Canadiens) (les « **Instructions au CRTC** »), désigne, entre autres, un citoyen ou un résident permanent du Canada ou une personne morale qualifiée. Une personne morale qualifiée est une personne morale constituée ou prorogée au Canada dont le chef de la direction et au moins 80 % des administrateurs sont des Canadiens et dont au moins 80 % des actions avec droit de vote émises et en circulation et au moins 80 % des votes sont détenus en propriété véritable, directement ou indirectement, par des Canadiens, ou sont directement ou indirectement sous le contrôle de Canadiens.

En plus de remplir les conditions qui précèdent, des Canadiens doivent détenir en propriété véritable, directement ou indirectement, au moins 66,6 % des actions avec droit de vote émises et en circulation, et exercer un contrôle sur un tel pourcentage d'actions, de même que sur au moins 66,6 % des droits de vote de la société-mère qui contrôle la filiale. De plus, ni la société-mère, ni ses administrateurs ne doivent exercer un contrôle ou une influence sur les décisions de programmation de la filiale si des Canadiens ne détiennent pas en propriété véritable au moins 80 % des actions émises et en circulation de la société mère et des droits de vote rattachés à ces actions, ou exercent un contrôle sur au moins 80 % de ces actions et de ces droits de vote, si le chef de la direction de la société mère est un non-Canadien ou si au moins de 80 % des administrateurs de la société-mère sont des Canadiens. Il n'existe aucune restriction particulière quant au nombre d'actions sans droit de vote pouvant être détenues par des non-Canadiens. Enfin, un demandeur qui cherche à acquérir, à modifier ou à renouveler une licence de radiodiffusion ne doit pas être contrôlé *de facto* par des non-Canadiens, une question de fait qui peut être tranchée par le CRTC, à sa discrétion. Le terme « contrôle » est défini de façon générale et désigne une situation qui crée un contrôle de fait, soit direct, par la propriété de valeurs mobilières, soit indirect, notamment par l'intermédiaire d'une fiducie, d'un accord, d'une entente ou de la propriété d'une personne morale ou de toute autre façon. TVA est une personne morale canadienne qualifiée.

Les règlements adoptés en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada) exigent l'approbation préalable du CRTC à l'égard de toute opération qui, directement ou indirectement, entraîne un changement dans le contrôle effectif d'une personne morale titulaire d'une licence d'exploitation d'entreprise de programmation de télévision (par exemple, une station de télévision généraliste ou un service de programmation facultatif), ou l'acquisition d'une participation avec droit de vote dépassant des seuils précis.

Diversité des voix

L'avis public de radiodiffusion CRTC 2008-4 intitulé « Diversité des voix » énonce les politiques du CRTC quant à la propriété mixte de médias, la propriété commune des services de télévision, notamment des services facultatifs, la propriété commune d'EDR et la propriété commune d'entreprises de télévision en direct et de radio. En vertu de ces politiques, le CRTC permet généralement à une partie de ne posséder qu'une seule station de télévision conventionnelle de même langue dans un marché. De façon générale, le CRTC n'approuvera pas une demande de changement de contrôle effectif d'entreprises de radiodiffusion si elle faisait en sorte qu'une seule et même personne détiendrait ou contrôlerait une station de radio locale, une station de télévision locale et un journal local desservant le même marché. De façon générale, le CRTC n'approuvera pas une demande de changement de contrôle effectif qui amènerait une seule et même personne à occuper une position dominante en matière de distribution de services de télévision aux Canadiens, ce qui nuirait à la diversité de la programmation offerte aux auditoires canadiens.

Compétence en matière d'entreprises canadiennes de radiodiffusion

Les activités de radiodiffusion de TVA sont régies par la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada) et ses règlements d'application qui autorisent le CRTC, sous réserve des instructions du gouverneur en conseil, à régir et à superviser tous les aspects du réseau canadien de radiodiffusion pour veiller à l'application de la politique énoncée dans la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada). Certaines des activités de TVA sont également assujetties à la *Loi sur la radiocommunication* (Canada), qui autorise Innovation, Sciences et Développement économique Canada à établir et à administrer les normes techniques auxquelles doivent se soumettre les réseaux et tous les émetteurs, notamment le maintien de la qualité technique des signaux.

Le CRTC dispose, entre autres, de l'autorité nécessaire en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada) et ses règlements d'application pour attribuer, sous réserve du respect de certaines conditions, modifier, renouveler, suspendre et révoquer les licences de radiodiffusion, approuver certaines modifications à apporter à la propriété et au contrôle des personnes morales et déterminer et surveiller la conformité aux règlements et aux politiques en matière de radiodiffusion, notamment à diverses normes de programmation et de distribution, sous réserve de certaines instructions du gouverneur en conseil.

Droits de licence de radiodiffusion

Les titulaires d'une licence de radiodiffusion doivent acquitter des droits de licence annuels au CRTC. Les droits de licence se divisent en deux parties. La première partie répartit les frais de réglementation du CRTC pour l'année entre les titulaires de licence selon la proportion des recettes brutes de chaque titulaire tirée des activités annuelles réglementées de tous les titulaires de licence dont les recettes brutes dépassent un certain plafond d'exemption (droits de la Partie I). L'autre partie des droits, aussi appelés les droits de licence de la Partie II, sont payables, sur une base proportionnelle, par les entreprises de radiodiffusion dont les activités autorisées dépassent 1 500 000 \$. Le montant total annuel devant être évalué par le CRTC correspond au plus petit des montants suivants : a) 100 000 000 \$ indexé annuellement depuis 2011; et b) 1,365 % multiplié par les recettes totales tirées des frais d'utilisation pour l'année d'imposition se terminant au cours de l'année civile précédente pour tous les titulaires de licence dont les recettes tirées des frais d'utilisation dépassent les plafonds d'exemption applicables, moins le plafond d'exemption global applicable à l'ensemble de ces licences pour cette année d'imposition.

Obligation de paiement de redevances

TVA est tenue de payer les redevances au titre des droits d'auteur qui sont prévues par les tarifs de la Commission du droit d'auteur du Canada (la « **Commission du droit d'auteur** »). Celle-ci établit certains tarifs relatifs aux redevances au titre des droits d'auteur que les entreprises de radiodiffusion canadiennes, y compris les services de câblodistribution, les services de télévision et les services facultatifs, paient aux sociétés de gestion de droits d'auteur, c'est-à-dire aux organismes qui administrent les droits d'un grand nombre de titulaires de droits d'auteur. Les tarifs homologués par la Commission du droit d'auteur s'appliquent généralement jusqu'à ce que la Commission du droit d'auteur rende une décision concernant un nouveau tarif après la tenue d'audiences publiques. Les nouveaux tarifs s'appliquent souvent rétroactivement.

Le gouvernement du Canada peut apporter de temps à autre des modifications à la *Loi sur le droit d'auteur* en exécution des obligations du Canada aux termes des traités internationaux et à d'autres fins. TVA pourrait être tenue de payer des redevances additionnelles en vertu des tarifs à la suite de telles modifications.

Programmation de radiodiffusion canadienne (stations de télévision et services facultatifs)

Programmation du contenu canadien

Les règlements du CRTC exigent que les titulaires de licences de stations de télévision maintiennent un pourcentage précis de contenu canadien dans leur programmation. Les stations privées de télévision sont tenues de consacrer un pourcentage d'au moins 50 % de la période de radiodiffusion en soirée (18 h à minuit) à la diffusion de contenu canadien. Les services facultatifs doivent également maintenir dans leur programmation un pourcentage précis de contenu canadien qui est habituellement indiqué dans les conditions de leurs licences.

Dans la politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2015-86 publiée le 12 mars 2015, le CRTC a éliminé, avec effet immédiat, la politique d'exclusivité des genres et les protections afférentes pour tous les services facultatifs de langue anglaise et de langue française, y compris les services de vidéo sur demande canadiens. À titre d'exception à l'élimination générale de la protection des genres, le CRTC a conservé les conditions de licence relatives à la nature du service dans le cas des services bénéficiant d'une distribution obligatoire, des services de nouvelles nationales et des services de sports.

Conditions de licence de TVA

Les stations de télévision généralistes et les services facultatifs de TVA (excluant LCN et TVA Sports) sont assujettis à certaines conditions dont notamment :

- L'obligation de consacrer, au cours de chaque année de radiodiffusion, au moins 45 % des revenus bruts de l'année précédente de l'entreprise à l'investissement dans des émissions canadiennes ou à leur acquisition.
- L'obligation de consacrer, au cours de chaque année de radiodiffusion, au moins 15 % des revenus bruts de l'année précédente de l'entreprise à l'investissement dans des émissions d'intérêt national ou à leur acquisition, dont au moins 75 % des dépenses doivent être effectuées auprès d'une société de production indépendante.

Par ailleurs, TVA doit dépenser 5% des revenus bruts de ses stations de l'année précédente en nouvelles de reflet local. TVA Montréal doit diffuser au moins 25 heures de programmation locale au cours de chaque semaine et au moins 6 heures de nouvelles locales de reflet local au cours de chaque semaine. Quant à TVA Québec, la programmation locale doit être de l'ordre de 18 heures par semaine dont 2 heures de nouvelles de pertinence locale, 3 heures 30 minutes de nouvelles de reflet local, 3 heures 30 minutes d'émissions autres de reflet local et 9 heures de programmation locale générale. Les autres stations de TVA doivent diffuser 5 heures de programmation locale chaque semaine dont 2 heures 30 minutes de nouvelles locales de reflet local.

Les conditions de licence en vigueur pour la période allant du 1^{er} septembre 2017 au 31 août 2022 ont été renouvelées administrativement, sans modification, le 4 juillet 2022 pour une période additionnelle de deux ans, soit du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2024.

Réexamen et nouvelle audience pour TVA

À la suite de la demande de réexamen et nouvelle audience pour les groupes de propriété de langue française et anglaise initiée par le gouverneur en conseil, le CRTC a imposé deux nouvelles conditions de licence pour TVA. En ce qui concerne les émissions originales, TVA doit consacrer à ces émissions au moins 50 % des dépenses en émissions canadiennes du groupe en 2018-2019 et au moins 75 % à partir de 2019. En ce qui concerne les émissions de musique, entre le 1^{er} septembre 2018 et le 31 août 2022, TVA a dû verser 0,17 % des revenus bruts de l'année précédente du groupe (excluant TVA Sports et LCN) au fonds MUSICACTION.

Nouveau cadre réglementaire relatif à la télévision locale et communautaire

Le 15 juin 2016, le CRTC a publié un nouveau cadre réglementaire relatif à la télévision locale et communautaire. Cette politique établit des mesures réglementaires afin que les Canadiens continuent d'avoir accès à de la programmation locale qui reflète leurs besoins et leurs intérêts. Cela comprend la diffusion de nouvelles locales de grande qualité ainsi que la diffusion d'une programmation communautaire qui permet aux Canadiens de s'exprimer. Afin d'assurer que les stations de télévision locales disposent des ressources financières nécessaires pour continuer à fournir des émissions de nouvelles et d'informations locales de grande qualité, et que les divers marchés ne subissent pas une érosion des nouvelles locales, le CRTC a rééquilibré les ressources déjà présentes dans le système de radiodiffusion en prenant les mesures suivantes :

- les EDR peuvent consacrer une partie de leur contribution à l'expression locale à la production de nouvelles locales pour les stations de télévision locales;
- les EDR par satellites de radiodiffusion directe peuvent consacrer une partie de leur contribution à la programmation canadienne à la production de nouvelles locales pour les stations de télévision locales; et
- les stations de télévision locales indépendantes (soit celles qui ne font pas partie de grands groupes intégrés verticalement) ont dorénavant accès à un soutien financier grâce au Fonds pour les nouvelles locales indépendantes. Toutes les EDR titulaires sont tenues de faire des contributions à ce fonds.

Le tableau qui suit présente les approbations de licences de radiodiffusion pour chacune des stations de télévision appartenant à la Société de même que celles pour les services facultatifs qu'elle possède en propriété exclusive :

Stations et services facultatifs	Endroit	Date d'expiration	No de décision
Réseau TVA	Canada	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
CFTM-TV	Montréal	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
CHLT-TV	Sherbrooke	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
CHEM-TV	Trois-Rivières	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
CFCM-TV	Québec	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
CJPM-TV	Saguenay/Lac St-Jean	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
CFER-TV	Rimouski	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
ADDIK	Canada	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
CASA	Canada	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
Le Canal Nouvelles (LCN)	Canada	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
MOI ET CIE	Canada	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
Prise 2	Canada	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
TVA Sports	Canada	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
YOOPA	Canada	31 août 2024	CRTC 2017-147 CRTC 2022-180
Évasion	Canada	31 août 2024	CRTC 2019-6 CRTC 2019-126 CRTC 2020-392 CRTC 2022-180

Stations et services facultatifs	Endroit	Date d'expiration	No de décision
Zeste	Canada	31 août 2024	CRTC 2019-6 CRTC 2019-126 CRTC 2020-392 CRTC 2022-180

2.1.6. CONCURRENCE, AUDITOIRE ET PART DE MARCHÉ EN TÉLÉVISION

Le secteur Télédiffusion est en concurrence directe avec tous les autres médias publicitaires. La répartition de l'assiette publicitaire entre ces divers médias est déterminée par plusieurs facteurs, notamment la conjoncture économique, les préférences des annonceurs et l'intérêt pour le produit offert.

Le secteur Télédiffusion au Québec doit composer avec un environnement très concurrentiel en raison de la multiplication de l'offre de contenu, notamment des services de vidéo sur demande par abonnement non réglementés, comme Netflix, qui ont accès à des capitaux internationaux pour financer leurs contenus originaux et exclusifs. Par ailleurs, les stations appartenant à l'État bénéficient quant à elles d'un soutien financier important de la part des gouvernements, tout en ayant également accès au marché publicitaire et au financement disponible à la programmation canadienne. En plus de l'offre audiovisuelle accrue, les téléspectateurs sont de plus en plus sollicités par le Web et sa gamme de services périphériques. Les conséquences négatives des diverses plateformes numériques sur le secteur Télédiffusion se font sentir sur les revenus publicitaires traditionnels.

La qualité de sa programmation, la grande popularité de ses émissions, sa notoriété en matière d'information et l'utilisation de nouvelles plateformes de diffusion sont autant de facteurs qui permettent à la Société de maintenir ses cotes d'écoute et sa part importante du marché publicitaire. Pour l'année 2022, le Réseau TVA est demeuré en tête avec ses 24,5 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes.

(Source : Numeris, Québec franco, 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, 1-d, 2h-2h, t2+)

2.2. SERVICES CINÉMATOGRAPHIQUES ET AUDIOVISUELS

La Société, notamment par l'entremise de MELS, offre des services de première qualité pour les secteurs du cinéma et de la télévision, y compris des services complets de location de studios, de mobiles et d'équipements, des services de postproduction, d'effets visuels et des services d'accessibilité média. Elle offre également des services de gestion d'actifs pour la distribution et la diffusion sur les réseaux de cinéma, de télévision, du Web et de téléphonie mobile, permettant d'offrir un guichet unique dans le secteur du cinéma et de la télévision. Depuis octobre 2020, MELS offre la location d'un plateau de production virtuelle avec un mur d'écran DEL. Ce plateau de production est une plateforme de production intégrée permettant à MELS d'offrir une solution de production virtuelle complète.

Les opérations de ce secteur d'activités sont fortement dépendantes de la disponibilité des studios et des équipements ainsi que de la possibilité de satisfaire les besoins en services de postproduction des producteurs internationaux et locaux durant leurs périodes de production.

2.2.1 LOCATION DE STUDIOS, DE MOBILES ET D'ÉQUIPEMENTS

La Société offre la location de 18 studios de tournage d'une superficie d'environ 212 000 pieds² à Montréal et à Saint-Hubert, Québec, de caméras, de mobiles et d'éclairage ainsi que la gestion et la production d'éléments pour la distribution et la diffusion sur les réseaux de cinéma, de télévision, du Web et de téléphonie mobile. Elle offre également des services techniques sur plateaux. Les studios

accueillent des productions cinématographiques et télévisuelles autant locales qu'étrangères, incluant des superproductions américaines.

2.2.2 POSTPRODUCTION

Postproduction - image

La Société offre des services de montage, d'intermédiaire numérique, d'étalonnage, de colorisation, de cinéma numérique, de laboratoire photochimique, des services de restauration d'images et autres services connexes.

Postproduction – sonore

La Société offre des services de conception sonore, de bruitage, de doublage, ainsi que de mixage, que ce soit pour les domaines de la publicité ou des jeux vidéo.

2.2.3 EFFETS VISUELS

L'offre de service en matière d'effets visuels de la Société s'étend à l'ensemble des besoins en effets visuels, en films, en télévision et en publicité. La Société est spécialisée en environnements photo réalistes, simulations de foules, extensions de décors ainsi qu'en *tracking* 3D.

2.2.4 SERVICES D'ACCESSIBILITÉ MÉDIA

La Société, notamment par l'entremise de Mels Doublage inc., offre des services de surimpression vocale principalement pour les chaînes francophones de l'entreprise. Elle offre également un service complet de sous-titrage pour malentendants et de vidéodescription.

2.2.5 DISTRIBUTION

La Société offre également des services d'accès à une plateforme de *streaming* privée VSR (Virtual Screening Room), de distribution, d'encodage pour les différentes plateformes et d'archivage.

2.2.6 SOURCES DE REVENUS

Les principales sources de revenus de ce secteur sont la location de studios, de mobiles et d'équipements ainsi que les services d'accessibilité média. Les services de location de studios, de mobiles et d'équipements de tournage représentent 45 % des revenus totaux du secteur, dont 35 % proviennent de clients internationaux. Les services d'accessibilité média représentent quant à eux 21 % des revenus totaux du secteur. Les services de postproduction représentent également 21 % et desservent principalement les clients locaux alors que les effets visuels représentent 5 % des revenus totaux du secteur.

2.2.7 CLIENTÈLE

Les principaux clients du secteur Services cinématographiques et audiovisuels sont les grands studios cinématographiques et les cinéastes indépendants. Par le passé, un pourcentage significatif des revenus du secteur Services cinématographiques et audiovisuels provenait d'un nombre limité de clients, dont plusieurs sont étrangers et dont la fidélité au Canada peut être ébranlée lorsque des environnements de production plus favorables leur sont offerts à l'extérieur du Canada. La Société s'attend encore à ce qu'un fort pourcentage des revenus du secteur Services cinématographiques et audiovisuels continue de provenir d'un nombre relativement restreint de clients dans un proche avenir. En général, la Société ne dispose pas d'ententes de service à long terme ou exclusives avec les clients de son secteur Services cinématographiques et audiovisuels. La rétention de la clientèle repose sur la satisfaction des clients en ce qui concerne la fiabilité, la disponibilité, la qualité et le prix.

2.2.8 RÉGLEMENTATION

Le Canada est un territoire favorable pour la production télévisuelle et cinématographique en raison de son régime incitatif de crédits d'impôt. Le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux accordent des subventions et des encouragements afin d'attirer les producteurs étrangers et d'appuyer la production cinématographique et télévisuelle canadienne. Bon nombre de grands studios et d'autres clients clés du secteur Services cinématographiques et audiovisuels, de même que des producteurs de contenu des secteurs Télédiffusion ainsi que Production et distribution, financent une partie de leur budget de production grâce aux programmes d'encouragement gouvernementaux canadiens, notamment les crédits d'impôt fédéraux et provinciaux.

2.2.9 CONCURRENCE

La Société entre en concurrence avec divers types d'entreprises de location de studios et d'équipements, et de postproduction, dont certaines jouissent d'une présence nationale et, dans une moindre mesure, avec les services internes des grands studios cinématographiques qui sont également des clients de la Société. Certaines de ces entreprises et certains de ces studios disposent de moyens financiers et de ressources en marketing supérieurs à ceux de la Société et ont atteint un niveau supérieur à celui de la Société en ce qui concerne la reconnaissance de leur marque distinctive. La Société peut aussi devoir affronter la concurrence de sociétés actives sur des marchés connexes et pouvant offrir des services semblables ou supérieurs à ceux qu'elle offre.

2.2.10 ACTIVITÉS CYCLIQUES

Bien que cyclique, notamment en ce qui concerne la location de studios, de mobiles et d'équipements cinématographiques, le niveau d'activités de ce secteur demeure tributaire des besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux.

La pandémie de la COVID-19 a forcé la mise en place et le maintien de conditions de production restrictives depuis 2020 dans ce secteur.

2.3. MAGAZINES

2.3.1. TVA PUBLICATIONS

Le secteur Magazines offre de nombreux titres à ses lecteurs. En plus des titres réguliers, le secteur offre des numéros spéciaux, des hors-séries thématiques ainsi que des titres saisonniers. Ses principales marques se déclinent en deux créneaux :

Artistiques

- 7 Jours
- La Semaine
- Échos Vedettes
- Star Système
- DH
- Cool!
- TV Hebdo

Mensuels

- Canadian Living
- Coup de pouce
- Clin d'œil
- Style at Home
- Les idées de ma maison
- Espaces

Le secteur Magazines offre également ses marques et ses contenus sur des plateformes numériques. Ainsi, les sites suivants publient chaque jour du contenu pertinent en lien avec les lignes éditoriales des marques correspondantes :

- clindoeil.ca
- tvhebdo.com
- 7jours.ca
- magazine-cool.ca
- recettes.qc.ca
- espaces.ca
- coupdepouce.com
- styleathome.com
- canadianliving.com

Depuis 2016, la Société offre l'application « Molto », un kiosque numérique qui expose le contenu de tous ses magazines et qui permet aux utilisateurs de consommer à volonté l'intégralité de ses publications sur leur tablette ou leur téléphone intelligent via le paiement d'un abonnement mensuel. Ces publications sont également disponibles sur les plateformes PressReader et Zinio.

Le contenu de chacun des magazines est soit produit à l'interne par les employés de la Société ou par des pigistes, soit acheté sur le marché. La direction artistique, l'infographie ainsi que la coordination et la révision des contenus sont réalisées par le personnel de TVA Publications. L'impression, la distribution et la finition des titres ainsi que la gestion des bases de données des abonnés sont confiées à des fournisseurs de services internes et externes.

2.3.2. SOURCES DE REVENUS

Les principales sources de revenus du secteur Magazines sont les ventes publicitaires, la vente en kiosque et les revenus d'abonnement. Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« **FCP** ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. En 2020, ce programme a été bonifié pour la période de référence de 12 mois débutant le 1^{er} avril de cette même année, une mesure d'aide gouvernementale ponctuelle et additionnelle offerte afin d'aider les entreprises de cette industrie à faire face à la pandémie de la COVID-19 et résultant en la bonification de 25 % de la subvention reçue pour cette même période de référence. En 2021, ce programme a été reconduit pour une période de 12 mois résultant en la bonification de 14 % de la subvention reçue pour la période de référence du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022. En 2020, le ministre du Patrimoine canadien a également annoncé la modernisation de ce fonds avec l'objectif de mettre davantage l'accent sur la création de contenu canadien, un changement prenant effet pour le cycle de subventions débutant le 1^{er} avril 2021 et prévoyant une période de transition de cinq ans, à la fin de laquelle les changements apportés au programme seront tous en vigueur. Compte tenu que l'ancienne méthode d'attribution des subventions était davantage axée sur la diffusion des titres, ce changement a et aura un impact sur le montant d'aide gouvernementale dont bénéficie ce secteur d'activités et provenant de ce programme régulier. TVA Publications bénéficie de ce programme et l'ensemble de l'aide reliée à celui-ci représente 21,1 % des revenus du secteur pour l'exercice 2022. La tendance à la baisse dans le marché de l'édition et l'accroissement de la diversité des médias demeurent des enjeux importants quant à la performance du secteur. Néanmoins, la force des marques de commerce de la Société présente un atout important.

Le secteur Magazines de la Société subit les effets du caractère saisonnier de certaines de ses activités dus, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires et aux habitudes de lecture du public. Ses résultats d'exploitation sont sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales puisque la Société dépend des ventes de publicité et des ventes en kiosque pour une portion importante de ses revenus.

2.3.3. CONCURRENCE

Le secteur Magazines fait face à une vaste concurrence dans un marché en constante évolution : consolidation de marché, arrivée de nouveaux joueurs, disparition de certains titres ou réduction de la fréquence de publication de ces derniers, etc. Les médias imprimés sont également confrontés à une concurrence accrue provenant des médias numériques dont certains offrent des contenus gratuits et de nouvelles plateformes technologiques.

2.4. PRODUCTION ET DISTRIBUTION

La Société, par l'entremise des sociétés du groupe Incendo et de la division TVA Films, exerce des activités de production et de distribution d'émissions de télévision, de films et de téléseries destinés au marché mondial.

Au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2022, le secteur a poursuivi ses activités de distribution sur différentes plateformes : salles de cinéma, en vidéo sur demande, en DVD, en numérique et à la télévision. La Société est responsable de toutes les étapes entourant la commercialisation des produits de son catalogue, du marketing, de la promotion jusqu'à la vente sur le territoire canadien et aussi à l'international.

2.4.1 SOURCES DE REVENUS

Les activités liées à la distribution de films produits par Incendo ont représenté 65,3 % des revenus de ce secteur. Les revenus générés par les productions d'Incendo proviennent à 86,4 % d'une distribution à l'international. En 2022, Incendo a diversifié son catalogue de production en y ajoutant des films d'horreur sous commande de clients. En 2020, Incendo avait adopté un virage vers la production de comédies romantiques, ce qui avait diversifié le créneau des films distribués en 2021. En 2022, Incendo a également produit en coproduction avec un partenaire irlandais sa première série dramatique depuis la série Versailles. En 2021, malgré la pandémie de la COVID-19 et les mesures mises en place pour freiner sa propagation, aucun arrêt des activités de production n'a eu lieu alors qu'en 2020, le calendrier de production avait dû être décalé. Incendo s'était alors démarquée en produisant tant localement qu'à l'étranger grâce notamment à la réalisation de coproductions avec la Nouvelle-Zélande.

TVA Films acquiert et exploite des droits pour la distribution de films, de productions audiovisuelles et des formats d'émissions télévisuelles au Canada et à l'étranger. Les revenus proviennent de quatre sources principales: l'exploitation d'œuvres audiovisuelles en location, la vente de DVD et de Blu-ray, la vente de films, séries TV et captations audiovisuelles de spectacles dans les différentes plateformes numériques et la vente des produits de son catalogue dans les différentes fenêtres audiovisuelles (vidéo sur demande, télévision payante et à la carte, télévision généraliste et spécialisée et nouveaux médias).

2.4.2 CLIENTÈLE

La clientèle d'Incendo est composée principalement des diffuseurs traditionnels, des détenteurs de plateformes d'écoute en continu, de télévision payante et conventionnelle au Canada, mais aussi et surtout dans le reste du monde. Il arrive que sur certains territoires élargis et relativement homogènes, Incendo compte des distributeurs spécialisés comme clients. De plus en plus de plateformes numériques souhaitent acquérir des téléfilms et une certaine croissance des revenus en provenance des plateformes, directement ou via des agrégateurs de contenu numérique, en découle. En distribution télévisuelle canadienne, Incendo représente de nombreux producteurs canadiens et américains au Canada ainsi que, dans certains cas, sur les marchés internationaux. Finalement, Incendo distribue les films du studio Paramount en salles au Québec.

2.4.3 CONCURRENCE

La concurrence d'Incendo provient des producteurs indépendants de langue anglaise. Une forte concentration de téléfilms, autant de type suspense que de type comédie romantique, est tournée et produite au Canada, principalement en Ontario et en Colombie-Britannique. Outre dans le cas spécifique de coproductions, Incendo a tourné, quant à elle, l'ensemble de ses productions des dix dernières années au Québec, ce qui en fait l'un des plus importants producteurs télévisuels de productions anglophones dans la province. En ce qui concerne les séries télévisuelles, la concurrence d'Incendo est mondiale et le nombre de joueurs au sein de cette industrie est substantiel.

2.5. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La Société détient ou utilise les sous licences de nombreuses marques de commerce, lesquelles comptent parmi ses actifs incorporels les plus importants. Les principales marques de commerce pour ses produits et services ont été déposées ou enregistrées au Canada. De plus, la Société a des droits découlant de son usage sur des marques non déposées. Elle prend les moyens juridiques requis pour protéger ses marques de commerce et la Société est d'avis que celles-ci sont couvertes adéquatement pour ses besoins.

Les contenus audiovisuels que la Société produit, distribue ou diffuse bénéficient généralement d'un régime de protection juridique en vertu des lois sur le droit d'auteur applicables aux territoires d'où ils proviennent et où ils sont exploités. Ces régimes de protection permettent généralement de faire sanctionner tant civilement que pénalement la reproduction, la diffusion et d'autres formes d'utilisation non autorisées de contenus audiovisuels.

Les contenus incorporant des œuvres au sens de la *Loi sur le droit d'auteur* inclus dans les publications et les sites Web de TVA sont également protégés en vertu du régime juridique afférent. La Société est, en vertu des lois ou de contrats, titulaire des droits de propriété intellectuelle sur la plupart de ces contenus, le tout sujet à des exceptions limitées, dont notamment les contenus incorporant des œuvres provenant d'agences nationales ou internationales. La Société s'assure alors de conclure avec ces agences, des pigistes ou tout autre fournisseur de contenus, des ententes de licences à des conditions qui lui permettent de satisfaire ses besoins pour ses opérations. La Société est d'avis qu'elle a pris les mesures appropriées et raisonnables pour couvrir, utiliser, protéger et assurer la protection des contenus qu'elle a créés ou distribués.

2.6. RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS DE TRAVAIL

Au 31 décembre 2022, TVA comptait 1 327 employés permanents. Le tableau ci-après présente le nombre d'employés permanents par secteur d'activités :

Télédiffusion :	863
Services cinématographiques et audiovisuels :	360
Magazines :	89
Production et distribution :	15
TOTAL :	<hr/> 1 327

Au 31 décembre 2022, approximativement 43 % des employés permanents de la Société étaient syndiqués. Les relations de travail avec ses employés sont régies par huit conventions collectives dont six étaient échues au 31 décembre 2022, représentant approximativement 86 % des employés syndiqués permanents de la Société.

2.7. ENVIRONNEMENT

Les activités d'exploitation de TVA sont assujetties à la législation et à la réglementation fédérales, provinciales et municipales en matière d'environnement. De plus, la Société est propriétaire de studios et de terrains vagues, dont certains sont situés sur un ancien lieu d'enfouissement où des déchets émettant des gaz sont enfouis.

La direction de la Société est d'avis que le respect de la réglementation environnementale applicable dans le cadre de l'exercice de ses activités n'a pas d'incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Tel que prévu à sa stratégie environnementale, la Société s'emploie à minimiser l'impact environnemental de ses activités par le déploiement d'initiatives écoresponsables telles que la gestion responsable de matières résiduelles et l'électrification de sa flotte de véhicules.

RUBRIQUE 3 FAITS SAILLANTS

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

Le 15 février 2023, la Société a procédé au renouvellement de son crédit rotatif de 75 000 000 \$ pour une période d'un an, soit jusqu'au 24 février 2024.

Le 16 février 2023, la Société a annoncé un plan de restructuration comprenant notamment l'abolition d'environ 140 postes. Ces réductions de postes ont été accompagnées d'une réduction des effectifs de certaines autres entités de Québecor offrant une prestation de services à la Société, pour un total de 240 effectifs. Ces réductions permettront à la Société une diminution de ses charges d'exploitation pour l'ensemble de ses secteurs.

Au cours des trois derniers exercices financiers, les événements suivants ont influencé le développement et la croissance de TVA:

FAITS SAILLANTS 2022

Le 15 février 2022, la Société a procédé au renouvellement de son crédit rotatif de 75 000 000 \$ pour une période d'un an, soit jusqu'au 24 février 2023.

Le 1^{er} avril 2022, la Société a annoncé le départ de Jean Bureau, président-directeur général d'Incendo, suivant la fin de sa période de transition de trois ans prévue lors de l'acquisition du groupe Incendo. Jean-Philippe Normandeau, qui demeure en poste à titre de chef de l'exploitation, assurera la continuité du développement d'Incendo, chef de file canadien en production télévisuelle et cinématographique. Monsieur Normandeau sera également appuyé par une toute nouvelle unité de distribution, sous la direction de Cynthia Kennedy.

FAITS SAILLANTS 2021

Le 20 janvier 2021, la présidente et chef de la direction de la Société, France Lauzière, a annoncé une nouvelle structure de gestion et a confié à Martin Picard, vice-président et chef de l'exploitation du contenu, l'entière responsabilité du secteur de la programmation pour TVA, TVA+ et les neuf services spécialisés de la Société. Martin Picard, membre de l'équipe de TVA depuis 2002 et chef de l'exploitation du contenu depuis 2017, ajoute ainsi à ses fonctions les mandats stratégiques de TVA Nouvelles, LCN et TVA Sports et assurera ainsi l'exploitation et le rayonnement des contenus sur l'ensemble des plateformes du groupe.

Le 11 février 2021, la Société a procédé au renouvellement de son crédit rotatif de 75 000 000 \$ qui venait à échéance le 24 février 2021 pour une période d'un an, soit jusqu'au 24 février 2022.

Le 16 juillet 2021, la Société a annoncé l'agrandissement des studios de MELS avec la construction de MELS 4, un projet d'infrastructure de 53 000 000 \$, auquel s'ajouteront des investissements en équipements d'environ 23 000 000 \$ sur dix ans. D'une superficie totale de 160 000 pieds carrés, ce projet permettra à MELS d'attirer encore davantage de tournages d'envergure. Le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec, a accordé un prêt sans intérêt de 25 000 000 \$ à la Société afin d'appuyer la construction de ce studio.

Le 28 octobre 2021, la Société a annoncé la nomination de Régine Laurent à titre d'administratrice, établissant à huit le nombre d'administrateurs qui compose le conseil d'administration de la Société. Présidente de la Commission Laurent et ancienne présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, son savoir-faire, son expertise et sa connaissance des médias seront largement mis à contribution au sein du conseil d'administration de TVA.

Le 28 octobre 2021, la Société a annoncé que France Lauzière quittait définitivement ses fonctions de présidente et chef de la direction de la Société pour des raisons familiales, raisons qui l'avaient également amenée à débiter une pause professionnelle le 14 avril 2021. Rappelons que depuis son arrivée au sein de la Société en 2001, elle a contribué à consolider la position exceptionnelle de TVA à titre de chef de file de la télévision québécoise. Forte de cette expertise en contenu, elle demeurera toutefois disponible pour collaborer avec l'entreprise dans certains dossiers stratégiques. Pierre Karl Péladeau continuera d'assumer sur une base intérimaire les responsabilités de la présidence de TVA.

FAITS SAILLANTS 2020

Le 21 février 2020, la Société a procédé au renouvellement de son crédit rotatif qui venait à échéance le 24 février 2020 pour une période d'un an, soit jusqu'au 24 février 2021, et a diminué sa taille de 150 000 000 \$ à 75 000 000 \$.

Le 12 mars 2020, l'entente de principe conclue le 8 janvier 2020 concernant le renouvellement de la convention collective des employés syndiqués de Québec, qui était échue depuis le 31 décembre 2018 et couvrant approximativement 8 % des employés syndiqués permanents de la Société, a été entérinée. Ainsi, la convention collective a été renouvelée pour une durée de cinq ans reportant l'échéance au 31 décembre 2023.

Le 26 juin 2020, la Société a annoncé l'accélération du déploiement du plan d'affaires de MELS et, par conséquent, la nomination de Martin Carrier à titre de président de MELS. Monsieur Carrier agissait à titre de vice-président principal au développement des affaires de MELS depuis le 21 avril 2020 et a comme mandat de poursuivre le développement et d'accélérer la croissance de ce secteur d'activités.

Le 7 août 2020, le CRTC a reconnu que la nouvelle structure d'assemblage proposée par Bell ne respectait toujours pas la décision rendue en décembre 2019 dans le cadre de la plainte pour préférence indue déposée par la Société. Bell a retiré la chaîne « RDS » de son forfait le plus populaire à la mi-octobre 2020 afin de se conformer à la décision rendue en décembre 2019.

Le 14 octobre 2020, la Société a annoncé que MELS lançait une toute nouvelle offre de service, soit un plateau de production virtuelle, une alternative novatrice qui se distingue des plateaux traditionnels en plus de favoriser le respect des règles de distanciation physique, puisqu'il permet de réduire la taille et l'ampleur des tournages, des décors et des scènes de foule. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de MELS de poursuivre son virage technologique et d'innovation.

Le 23 octobre 2020, la Société a annoncé un virage stratégique pour sa chaîne spécialisée « TVA Sports », basé sur les habitudes et le profil des consommateurs de sports. Ainsi, la chaîne se distingue en misant sur la présentation des sports en direct et en transformant les bulletins de nouvelles de sports dits « traditionnels » vers une offre concentrée à 100 % sur le numérique. Conséquemment, ce virage a entraîné des changements au sein de l'équipe de « TVA Sports », incluant des réallocations de ses ressources, afin d'atteindre les objectifs visés par la chaîne.

Le 11 novembre 2020, la Société a annoncé son repositionnement stratégique en actualisant la marque TVA, dont son nouveau logo et sa toute nouvelle destination numérique, TVA+, un écosystème de contenus en direct et sur demande.

ANNEXE B

MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration (le « **Conseil** ») de Québecor inc. (la « **Société** ») est chargé de la supervision de la gestion des affaires commerciales et internes de celle-ci, avec comme objectif l'augmentation de la valeur pour ses actionnaires. Le Conseil est responsable de la bonne gerance de la Société et à ce titre, doit superviser de façon efficace et indépendante les activités et les affaires de la Société, lesquelles sont gérées au quotidien par la direction. Le Conseil peut déléguer certaines tâches à des comités du Conseil. Cette délégation ne dégage pas le Conseil de ses responsabilités générales de gerance de la Société.

Toutes les décisions du Conseil doivent être prises dans l'intérêt de la Société.

COMPOSITION ET QUORUM

La majorité des membres du Conseil doivent être jugés indépendants par le Conseil tel que défini aux lois et règlements applicables¹. Le Conseil détermine annuellement, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, le statut d'indépendance de chacun de ses membres. Conformément aux statuts de la Société, 25 % de la totalité des membres du Conseil sont élus par les détenteurs d'actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) et les autres membres du Conseil sont élus par les détenteurs d'actions catégorie A (droits de vote multiple). En cours de mandat, les membres du Conseil en fonction peuvent, s'il y a quorum, pourvoir à toute vacance au Conseil en nommant un nouvel administrateur qui restera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires.

Le Conseil peut nommer un ou plusieurs administrateurs supplémentaires dont le mandat expirera au plus tard à la clôture de l'assemblée annuelle des actionnaires suivant leur nomination à condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas le tiers du nombre des administrateurs élus à l'assemblée annuelle des actionnaires précédant leur nomination.

Tous les membres du Conseil doivent posséder les compétences et les aptitudes pertinentes à leur nomination à titre d'administrateur. Le Conseil, dans son ensemble, doit refléter une diversité d'expériences et de compétences particulières pour répondre aux besoins spécifiques de la Société incluant la représentation féminine.

Lors de toute réunion du Conseil, le quorum est fixé à la majorité des administrateurs en fonction.

¹ Un administrateur est indépendant s'il n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Société, i.e. qu'il n'a pas une relation dont le Conseil pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle nuise à son indépendance de jugement.

RESPONSABILITÉS

Le Conseil a les responsabilités suivantes:

A. En ce qui concerne la planification stratégique

1. Examiner et approuver annuellement la planification stratégique de la Société incluant sa stratégie financière et ses priorités d'affaires.
2. Examiner et, au gré du Conseil, approuver toute décision stratégique pour la Société incluant notamment les acquisitions ou dispositions d'actions, d'actifs ou d'entreprises excédant les pouvoirs d'approbation délégués.

B. En ce qui concerne les ressources humaines et l'évaluation du rendement

1. Nommer le président et chef de la direction. Choisir parmi les administrateurs un président du Conseil et, le cas échéant, un ou des vice-présidents du Conseil. Si le président du Conseil n'est pas un administrateur indépendant, choisir parmi les administrateurs indépendants, un administrateur en chef. L'un des vice-présidents du Conseil peut cumuler les deux fonctions.
2. Approuver, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, la nomination des autres membres de la haute direction relevant directement du président et chef de la direction.
3. S'assurer que le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise évalue annuellement le rendement du chef de la direction, du chef de la direction financière, et du chef de l'exploitation le cas échéant, en tenant compte des attentes du Conseil et des objectifs fixés.
4. Approuver, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, la rémunération du chef de la direction, du chef de la direction financière, et du chef de l'exploitation le cas échéant, ainsi que les objectifs que ces derniers doivent atteindre.
5. Approuver, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, la rémunération du président du Conseil, du ou des vice-présidents du Conseil et des administrateurs.
6. S'assurer qu'un processus de planification de la relève de la direction est en place.
7. S'assurer que le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise prenne en compte les conséquences des risques associés aux politiques et pratiques en matière de rémunération de la Société.

C. En ce qui concerne les finances et les contrôles internes

1. S'assurer de l'intégrité et de la qualité des états financiers de la Société et le caractère adéquat de l'information communiquée.

2. Revoir et approuver les états financiers intermédiaires et annuels et le rapport de gestion. Revoir le communiqué de presse s'y rapportant.
 3. Dans le cadre de la politique de récupération de la rémunération incitative, approuver tout redressement des états financiers de la Société jugé nécessaire par le comité d'audit et de gestion des risques et, le cas échéant, exiger le remboursement de toute prime ou rémunération incitative touchée par un membre de la haute direction visé par la politique.
 4. Approuver les budgets d'exploitation et les budgets d'immobilisation, l'émission de titres et, sous réserve de la politique de limites d'autorité de Québecor Média inc., toute opération hors du cours normal des activités, y compris les propositions relatives aux fusions, aux acquisitions ou aux autres opérations importantes comme les investissements ou les désinvestissements.
 5. Définir les politiques en matière de dividendes et déclarer des dividendes lorsque jugé à propos.
 6. S'assurer que le comité d'audit et de gestion des risques passe en revue régulièrement et surveille que les systèmes pertinents ont été établis afin d'identifier les risques et les occasions d'affaires et superviser la mise en œuvre d'un processus approprié d'évaluation des risques et de gestion des principaux risques associés à la Société dans son ensemble.
 7. S'assurer que le comité d'audit et de gestion des risques passe en revue régulièrement et surveille la qualité et l'intégrité des systèmes comptables et des systèmes de présentation de l'information financière, des contrôles et des procédures internes de validation de l'information.
 8. S'assurer que la Société respecte les exigences législatives et réglementaires pertinentes à ses opérations.
 9. Réviser lorsque requis et sur recommandation du comité d'audit et de gestion des risques, la politique de la Société en matière de communication de l'information, superviser la façon dont la Société interagit avec les analystes, les investisseurs et le public, et s'assurer que des mesures sont en place pour recevoir les commentaires des actionnaires.
 10. Recommander aux actionnaires la nomination de l'auditeur externe.
 11. Approuver les honoraires d'audit de l'auditeur externe.
- D. En ce qui concerne les régimes de retraite et le Régime d'options d'achat d'actions
1. S'assurer que des mécanismes sont en place pour la gestion des caisses de retraite.
 2. Approuver tout octroi d'options en vertu du Régime d'options d'achat d'actions.

E. En ce qui concerne la régie d'entreprise

1. S'assurer que la direction gère la Société avec compétence et dans le respect des lois applicables, ce qui comprend la divulgation en temps opportun des renseignements pertinents sur l'entreprise et les déclarations réglementaires.
2. Réviser, sur une base périodique, les structures et procédures touchant la régie d'entreprise, y compris les décisions nécessitant l'approbation du Conseil.
3. S'assurer qu'un code d'éthique est en place, qu'il est communiqué aux employés et appliqué.
4. Revoir périodiquement les politiques de la Société qui sont sous la responsabilité du Conseil.
5. Superviser la stratégie, les objectifs et la performance de la Société liés aux questions d'environnement, de société et de gouvernance (« **ESG** »), ainsi que les initiatives et les sujets importants connexes. Le Conseil s'assure que le comité d'audit et de gestion des risques passe en revue régulièrement et surveille que les systèmes pertinents ont été établis afin d'identifier les risques liés aux questions ESG. Le Conseil reçoit également le rapport du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise sur les orientations et initiatives de la Société en matière de responsabilité sociale d'entreprise, incluant les initiatives sur la diversité.
6. Mettre en place une politique permettant aux comités du Conseil et, sous réserve de l'autorisation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, un administrateur, à retenir les services de conseillers externes aux frais de la Société, lorsque les circonstances le justifient. Le président du Conseil doit être tenu au courant de ces démarches.
7. Examiner la taille et la composition du Conseil et de ses comités en fonction des compétences, des aptitudes et des qualités personnelles que l'on doit retrouver chez les membres du Conseil. Revoir annuellement la composition des comités et en désigner les présidents. Réviser annuellement, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, les mandats des comités et du Conseil ainsi que les descriptions de fonctions.
8. S'assurer que l'efficacité de la politique sur la sélection du Conseil et la diversité soit mesurée.
9. Approuver annuellement les candidats au poste d'administrateur en vue de leur élection par les actionnaires.
10. Établir annuellement, sur recommandation du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise, l'indépendance des administrateurs aux termes des règles sur l'indépendance des administrateurs.
11. Examiner et approuver la circulaire de sollicitation de procurations ainsi que la notice annuelle de la Société de même que tous documents ou ententes requérant son approbation.

12. Recevoir annuellement la confirmation des différents comités qu'ils ont bien couvert les éléments requis de leur mandat.
13. Recevoir le rapport du président du Conseil (ou du vice-président du conseil et administrateur en chef) sur l'évaluation annuelle de l'efficacité du Conseil dans son ensemble.
14. S'assurer que les administrateurs reçoivent tout le support nécessaire pour les aider à jouer pleinement leur rôle.

MODE DE FONCTIONNEMENT

1. Les réunions du Conseil ont lieu trimestriellement ou plus fréquemment au besoin. Des réunions spéciales sont tenues annuellement pour revoir et approuver la planification stratégique de même que les budgets d'exploitation et d'immobilisation de la Société.
2. Le président du Conseil, de concert avec le chef de la direction et le secrétaire, établit l'ordre du jour de chaque réunion du Conseil. L'ordre du jour et les documents pertinents sont remis aux administrateurs suffisamment à l'avance.
3. Les administrateurs indépendants se réunissent après chacune des réunions du Conseil, ou plus souvent au besoin.

* * * * *

Approuvé par le Conseil le 2 novembre 2022.

ANNEXE C

MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES

Le comité d'audit et de gestion des risques (le « **Comité** ») aide le conseil d'administration (le « **Conseil** ») à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance i) de l'efficacité des contrôles internes et financiers, ii) de la qualité et de l'intégrité de la présentation des états financiers et de l'information financière et iii) des processus d'identification et de gestion des risques d'entreprise de Québecor inc. (la « **Société** »). Le Comité surveille également le respect par la Société de ses engagements financiers ainsi que des exigences légales et réglementaires régissant les questions de présentation de l'information financière et de gestion des risques financiers.

COMPOSITION ET QUORUM

Le Comité est composé d'au moins trois (3) administrateurs et d'au plus cinq (5) administrateurs, tous jugés indépendants¹ par le Conseil, conformément aux exigences des lois et règlements auxquels est assujettie la Société. Chaque membre du Comité doit posséder des compétences financières². Les membres et le président du Comité sont nommés par le Conseil.

Le quorum aux réunions du Comité est constitué de la majorité de ses membres en fonction.

RESPONSABILITÉS

Le Comité a les responsabilités suivantes :

A. En ce qui concerne la présentation de l'information financière

1. Passer en revue avec la direction et l'auditeur externe les états financiers annuels, le rapport de l'auditeur externe ainsi que le rapport de gestion et obtenir de la direction des explications sur tous les écarts importants avec les périodes correspondantes, avant de recommander leur approbation au Conseil et leur diffusion. Examiner et approuver le communiqué de presse s'y rapportant.
2. Passer en revue avec la direction et l'auditeur externe les états financiers intermédiaires, l'examen de ces états financiers par l'auditeur externe ainsi que le rapport de gestion et obtenir de la direction des explications sur tous les écarts importants avec les périodes correspondantes avant de recommander leur approbation au Conseil et leur diffusion. Examiner et approuver le communiqué de presse s'y rapportant.
3. S'assurer que des procédures adéquates sont en place pour examiner la communication au public de l'information financière extraite ou dérivée des états financiers de la Société, autre

¹ L'expression « indépendant » a le sens qui lui est donné aux termes des exigences relatives au Comité en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, incluant, sans s'y limiter, les normes en matière de relation importante.

² i.e. la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société.

que les états financiers, les rapports de gestion et les communiqués concernant les résultats annuels et intermédiaires.

4. Passer en revue l'information financière contenue aux prospectus, à la notice annuelle et aux autres rapports ou documents contenant des informations financières similaires avant de recommander leur approbation au Conseil et leur divulgation publique ou leur dépôt auprès des autorités réglementaires compétentes.
5. Passer en revue avec la direction et l'auditeur externe, la qualité et non seulement l'acceptabilité des conventions comptables de la Société et toute proposition de modification de celles-ci, incluant (i) toutes les conventions et pratiques comptables essentielles utilisées, (ii) les autres traitements possibles de l'information financière qui ont fait l'objet de discussions avec la direction, les effets de leur utilisation et le traitement préconisé par l'auditeur externe, ainsi que (iii) toute autre communication importante avec la direction à ce sujet, et passer en revue la divulgation et l'effet des éventualités et du caractère raisonnable des provisions, réserves et estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la présentation de l'information financière.
6. Passer en revue avec l'auditeur externe les problèmes ou difficultés liés à l'audit et les mesures prises par la direction à ce sujet et régler les désaccords entre la direction et l'auditeur externe concernant la présentation de l'information financière.
7. Passer en revue périodiquement la politique de communication de l'information de la Société pour s'assurer qu'elle est conforme aux exigences des lois et règlements applicables, et formuler, s'il y a lieu, au Conseil ses recommandations.

B. En ce qui concerne les contrôles et procédures de communication et le contrôle interne

1. Surveiller l'intégrité et la qualité des systèmes financiers et comptables et des systèmes de gestion de l'information ainsi que l'existence et le bon fonctionnement des procédures et des contrôles de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au moyen de discussions avec la direction et l'auditeur externe, de même qu'avec les auditeurs internes de la Société et de Québecor Média inc. (« **QMI** »).
2. Périodiquement, revoir le rapport de la direction évaluant l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.
3. Examiner avec le vice-président principal, affaires juridiques et secrétariat de l'entreprise, ou toute autre personne responsable des affaires juridiques de la Société, les questions de conformité juridique, les litiges importants et les autres questions juridiques qui pourraient avoir des incidences importantes sur les états financiers de la Société.
4. Revoir annuellement le portefeuille d'assurance de la Société et de ses principales filiales.
5. Examiner périodiquement, avec la haute direction, la situation relative aux enjeux fiscaux.
6. Établir et réviser, au besoin, les procédures pour la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Société au sujet de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou de l'audit, y compris l'envoi confidentiel, sous le couvert de l'anonymat, par les

employés de la Société de préoccupations touchant des points discutables en matière de comptabilité ou d'audit.

7. Établir et réviser, au besoin, les procédures visant à protéger les dénonciateurs afin qu'aucun employé de la Société, de ses filiales ou de ses unités d'exploitation ne soit congédié ou pénalisé suite à une dénonciation faite de bonne foi à un supérieur ou à toutes autorités concernées relativement à une dénonciation de violation potentielle de toutes lois ou réglementations en vigueur, applicables à la Société.
8. Aider le Conseil à s'acquitter de sa responsabilité de s'assurer que la Société respecte les exigences des lois et règlements applicables.

C. En ce qui concerne la gestion des risques

1. Passer en revue régulièrement et surveiller les politiques et les procédures de la Société et de ses principales filiales sur l'identification, l'évaluation et la gestion des risques, y compris les risques opérationnels tels que la sécurité de l'information et la cybersécurité, ainsi que les risques financiers, de fraude et réglementaires, et surveiller l'efficacité des mesures prises pour gérer ces risques.
2. Surveiller toute autre question de gestion des risques que le Comité juge appropriée (autres que les risques dont le Conseil a délégué la responsabilité au comité des ressources humaines et de régie d'entreprise) ou qui est indiquée expressément par le Conseil.

D. En ce qui concerne l'audit interne

1. Vérifier les compétences et le rendement des auditeurs internes.
2. Examiner le programme d'audit interne, de même que sa portée et sa capacité d'assurer l'efficacité des systèmes de contrôle interne et l'exactitude de l'information financière qui est communiquée.
3. Surveiller la mise en œuvre du programme d'audit interne et s'assurer avec les auditeurs internes qu'un suivi est fait des recommandations de l'auditeur externe quant aux lacunes que ce dernier a identifiées et quant aux mesures que la direction s'est engagée à prendre pour y remédier.
4. S'assurer que les auditeurs internes soient toujours ultimement responsables de rendre compte au Comité et au Conseil.
5. Examiner et approuver périodiquement la charte d'audit interne.

E. En ce qui a trait à l'auditeur externe

1. Surveiller les travaux de l'auditeur externe.
2. Obtenir annuellement et passer en revue une lettre de l'auditeur externe confirmant son indépendance à l'égard de la Société et discuter des relations ou des services qui peuvent influencer sur son objectivité ou son indépendance.

3. Recommander au Conseil (i) le nom du cabinet d'experts-comptables qui sera soumis au vote des actionnaires en vue d'établir ou de fournir un rapport d'audit ou de rendre d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation, et (ii) la rémunération de l'auditeur externe pour les services d'audit.
4. Autoriser l'ensemble des services d'audit, déterminer les services non reliés à l'audit qui peuvent être rendus par l'auditeur externe et approuver au préalable tous les services non liés à l'audit que l'auditeur externe de la Société peut rendre à la Société ou à ses filiales le tout conformément à la *Politique en matière de préautorisation* pour les services fournis par l'auditeur externe et à la réglementation en vigueur.
5. Revoir le fondement et le montant des honoraires de l'auditeur externe tant pour les services d'audit que pour les services autorisés, autres que d'audit.
6. Passer en revue le plan d'audit avec l'auditeur externe et la direction et en approuver l'étendue, le contenu et l'échéancier.
7. Passer en revue, au besoin, la politique en matière d'embauche d'associés, de salariés et d'anciens associés et salariés de l'auditeur externe actuel ou précédent de la Société.
8. S'assurer du respect des exigences légales et réglementaires quant à la rotation des associés appropriés de l'auditeur externe.
9. Obtenir, examiner et discuter avec l'auditeur externe annuellement le contenu du rapport du Conseil sur la reddition de comptes du Canada (« CCRC ») concernant le résultat des inspections des quatre grandes firmes au Canada et, advenant que le dossier d'audit concernant la Société soit inspecté par le CCRC ou tout autre organisme réglementaire, obtenir un rapport de l'auditeur externe sur les défaillances significatives identifiées et les mesures prises pour régler les questions de ce genre.
10. S'assurer que l'auditeur externe rende toujours compte au Comité et au Conseil.
11. Procéder à l'évaluation annuelle et à l'évaluation complète et approfondie de l'auditeur externe au moins tous les cinq ans.

F. En ce qui concerne QMI.

1. Tout en tenant compte de la structure de contrôle de la Société, établir une procédure favorisant une coordination et une communication étroite avec le comité d'audit et de gestion des risques de QMI.
2. Obtenir annuellement une confirmation que le comité d'audit et de gestion des risques de QMI a couvert les éléments requis figurant à son mandat.
3. Obtenir en temps utile les procès-verbaux des réunions du comité d'audit et de gestion des risques de QMI aux fins d'information.

4. Superviser l'état des caisses de retraite de la Société et de ses filiales, le tout dans le respect des règles régissant la régie interne des filiales publiques et des filiales que la Société ne détient pas en propriété exclusive.
 5. Revoir les transactions entre apparentés et, annuellement, le partage des honoraires de gestion intercompagnies.
- G. En ce qui concerne la politique de récupération de la rémunération incitative
1. Déterminer, de concert avec les auditeurs externes, si les résultats financiers de la Société doivent faire l'objet d'un redressement et identifier la ou les causes principales de ce redressement et faire les recommandations appropriées au Conseil.

MODE DE FONCTIONNEMENT

1. Le président du Comité est nommé chaque année par le Conseil.
2. Le Comité tient quatre réunions régulières par année et peut se réunir lors de réunions spéciales au besoin.
3. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint est d'office secrétaire du Comité;
4. Le président du Comité établit l'ordre du jour de chaque réunion du Comité en consultation avec le chef de la direction financière et le secrétaire. L'ordre du jour et les documents pertinents sont distribués aux membres du Comité en temps utile avant les réunions du Comité.
5. Le président du Comité fait rapport trimestriellement au Conseil, des délibérations, constatations et recommandations du Comité.
6. Le Comité dispose en tout temps de voies de communication directes avec l'auditeur externe et avec les auditeurs internes.
7. Le Comité rencontre séparément, à chacune des réunions examinant les états financiers intermédiaires et annuels, l'auditeur externe et les auditeurs internes, et ce, sans la présence de la direction.
8. Les membres du Comité se réunissent régulièrement sans la présence des membres de la direction, de l'auditeur externe et des auditeurs internes.
9. Le Comité rencontre séparément la direction au moins une fois par année et plus souvent au besoin.
10. Le Comité peut, lorsque les circonstances le justifient, retenir les services de conseillers externes et fixer leur rémunération, sous réserve d'en informer le président du Conseil.
11. Le Comité passe en revue annuellement son mandat et la description de fonctions de son président et fait rapport au comité des ressources humaines et de régie d'entreprise des modifications qu'il y a lieu d'y apporter.
12. Le procès-verbal des réunions du Comité est approuvé par le Comité et est déposé, pour information, au Conseil.

13. Les résolutions écrites, signées de tous les membres du Comité, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Comité.

14. Le Comité dépose annuellement au Conseil une attestation confirmant qu'il a bien couvert les éléments requis de son mandat.

Aucun élément du présent mandat ne vise à étendre la portée des normes de conduite applicables en vertu des exigences de la loi ou de la réglementation à l'égard des administrateurs de la Société ou des membres du Comité. Même si le Comité a un mandat précis et que ses membres peuvent avoir une expérience financière, ils n'ont pas l'obligation d'agir à titre d'auditeurs ou d'exécuter un audit, ni de déterminer si les états financiers de la Société sont complets et exacts.

Les membres du Comité sont en droit de se fier, en l'absence d'information à l'effet contraire, (i) à l'intégrité des personnes et des organisations qui leur transmettent de l'information, (ii) à l'exactitude et à l'intégralité de l'information fournie, et (iii) aux déclarations faites par la direction quant aux services autres que d'audit que l'auditeur externe fournit à la Société. La responsabilité de surveillance du Comité n'a pas été établie pour que celui-ci détermine de façon indépendante si (i) la direction a appliqué des principes de comptabilité ou de présentation de l'information financière adéquats ou des contrôles et procédés internes adéquats, ou (ii) si les états financiers de la Société ont été préparés et, le cas échéant, audités conformément aux principes comptables et aux normes d'audit généralement reconnus.

* * * * *

Approuvé par le conseil d'administration le 2 novembre 2022.